

SEANCES DU JEUDI 29 JUIN 1989
VERGADERINGEN VAN DONDERDAG 29 JUNI 1989ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi-programme.

Rapport fait au nom de la commission des Affaires sociales:

Discussion. — *Orateurs*: MM. Taminiaux, rapporteur, Anthuenis, Monfils, Deneir, Mme Harnie, MM. Boël, Antoine, Aerts, Lallemand, De Loor, de Clippele, de Wasseige, M. Busquin, ministre des Affaires sociales, M. Van den Brande, ministre de l'Emploi et du Travail, p. 2950.

Examen et vote d'articles:

Aux articles 19 à 27: *Orateurs*: Mme Herman-Michielsens, M. Busquin, ministre des Affaires sociales, MM. Aerts, Boël, p. 2969.

Rapport fait au nom de la commission de la Santé publique et de l'Environnement:

Discussion. — *Orateur*: M. Minet, rapporteur, p. 2981.

Examen et vote des articles, p. 2981.

Rapport fait au nom de la commission de l'Agriculture et des Classes moyennes:

Examen et vote de l'article, p. 2982.

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van programmawet.

Verslag uitgebracht namens de commissie voor de Sociale Aangelegenheden:

Beraadslaging. — *Sprekers*: de heren Taminiaux, rapporteur, Anthuenis, Monfils, Deneir, mevrouw Harnie, de heren Boël, Antoine, Aerts, Lallemand, De Loor, de Clippele, de Wasseige, de heer Busquin, minister van Sociale Zaken, de heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid, blz. 2950.

Beraadslaging en stemming over artikelen:

Bij de artikelen 19 à 27: *Sprekers*: mevrouw Herman-Michielsens, de heer Busquin, minister van Sociale Zaken, de heren Aerts, Boël, blz. 2969.

Verslag uitgebracht namens de commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu:

Beraadslaging. — *Spreker*: de heer Minet, rapporteur, blz. 2981.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 2981.

Verslag uitgebracht namens de commissie voor de Landbouw en de Middenstand:

Beraadslaging en stemming over het artikel, blz. 2982.

Rapport fait au nom de la commission des Finances :

Discussion. — *Orateur*: M. de Wasseige, rapporteur, p. 2983.

Examen et vote d'articles :

Aux articles 54 et 55: *Orateurs*: M. Aerts, Mme Herman-Michielsens, M. Busquin, ministre des Affaires sociales, M. de Wasseige, rapporteur, p. 2984.

Rapport fait au nom de la commission de l'Intérieur et de la Fonction publique :

Discussion. — *Orateur*: M. Flagothier, rapporteur, p. 2989.

Examen et vote des articles, p. 2989.

Verslag uitgebracht namens de commissie voor de Financien :

Beraadslaging. — *Spreker*: de heer de Wasseige, rapporteur, blz. 2983.

Beraadslaging en stemming over artikelen :

Bij de artikelen 54 en 55: *Sprekers*: de heer Aerts, mevrouw Herman-Michielsens, de heer Busquin, minister van Sociale Zaken, de heer de Wasseige, rapporteur, blz. 2984.

Verslag uitgebracht namens de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden en het Openbaar Ambt :

Beraadslaging. — *Spreker*: de heer Flagothier, rapporteur, blz. 2989.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 2989.

PRESIDENCE DE M. TOUSSAINT, PREMIER VICE-PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER TOUSSAINT, EERSTE ONDERVOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 35 m.
De vergadering wordt geopend te 19 h 35 m.

PROJET DE LOI-PROGRAMME

Discussion du rapport fait au nom de la commission des Affaires sociales

Examen et vote d'articles

ONTWERP VAN PROGRAMMAWET

Bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Sociale Aangelegenheden

Beraadslaging en stemming over artikelen

M. le Président. — Nous reprenons la discussion du projet de loi-programme par l'examen du rapport fait au nom de la commission des Affaires sociales au sujet des articles 1^{er} à 9, 13 à 48 et 50.

Wij hervatten de beraadslaging over het ontwerp van programmawet met de bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Sociale Aangelegenheden met betrekking tot de artikelen 1 tot 9, 13 tot 48 en 50.

La discussion est ouverte.

De beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Taminiaux, rapporteur.

M. Taminiaux, rapporteur. — Monsieur le Président, je voudrais d'abord demander l'indulgence de l'assemblée pour le rapport écrit que nous avons dû rédiger en peu de temps et dont, mes chers collègues, la forme ne correspond pas à la qualité que vous seriez en droit d'attendre d'un texte de cet ordre.

Je vous demande, par ailleurs, de bien vouloir corriger une erreur importante qui s'est glissée dans ce rapport. En effet, le chapitre III relatif à la biologie clinique n'aurait pas dû, à mon sens, y figurer car il a été débattu en commission de la Santé publique et de l'Environnement. Veuillez vous reporter au rapport, repris sous le numéro 736-6, de M. Minet.

Je vais m'efforcer de rendre compte le plus brièvement possible, mais sans omettre des points importants, de la manière dont votre commission des Affaires sociales a appréhendé et examiné les dispositions qui la concernent dans le projet de loi-programme.

En tout premier lieu, il faut remarquer que les commissaires n'ont pas jugé utile de reproduire des discussions intervenues en commission de la Chambre des représentants, qui avaient permis d'apporter un éclairage suffisant sur certaines matières.

C'est ainsi notamment qu'aucun commentaire n'a été formulé après les exposés ministériels dans le domaine de l'Emploi et du Travail ainsi que dans celui du régime de pension des travailleurs salariés.

Le reste du débat pourrait se subdiviser en trois parties: d'abord, un chapitre englobant diverses précisions apportées par la loi-programme, ensuite, un volet relatant l'attention de la commission en matière de lutte contre la commercialisation des implants et des prothèses et, enfin, une partie très importante consacrée aux dispositions relatives à la lutte contre les pratiques déloyales des pourvoyeurs de main-d'œuvre.

Pour ce qui est de la première partie, enregistrons d'emblée que la loi-programme, établie logiquement à la suite du contrôle budgétaire, ne touche pas aux réserves démographiques de la sécurité sociale.

Remarquons ensuite qu'elle régularise certaines pratiques comme le transfert du surplus d'un secteur de la sécurité sociale

vers un autre et qu'elle intervient dans l'ONSS des administrations provinciales et locales en comblant un vide juridique existant entre le 1^{er} janvier 1987 et le 1^{er} janvier 1990.

Notons aussi qu'elle permet d'appliquer le système de la forfaitisation dans le secteur des maisons de repos, ce qui nécessite la modification de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

La deuxième partie témoigne de l'intérêt des commissaires à faire face à la commercialisation et aux abus dans le secteur des implants et des prothèses. Tous sont tombés d'accord pour modifier la loi du 9 août 1963, déjà citée, et pour compléter celle du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes.

Au cours de la discussion, il est apparu que l'implantation de dents n'est pas concernée par les dispositions prévues et que le commerce de fœtus n'est pas abordé dans le projet.

Un débat intéressant s'est développé quant aux tissus provenant de fœtus et à l'existence éventuelle de banques de tissus humains.

Pour ce qui relève de la fourniture d'implants, le ministre précise que c'est le fabricant qui est visé et non le fournisseur. Il s'agit, en effet, d'apporter des garanties quant aux prix et aux qualités, ce qui oblige l'INAMI à intervenir directement envers le fabricant.

Mais les préoccupations essentielles des commissaires concernaient assurément la lutte contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre, ce qui constitue la troisième partie du rapport.

Bien que ce ne soit pas facile, des mesures urgentes doivent être prises en cette manière. En réalité, tout provient du fait que le pourvoyeur de main-d'œuvre offre du personnel à des prix inférieurs — parfois de 50 p.c. — aux prix normalement pratiqués.

Non seulement cette pratique provoque une concurrence déloyale, mais, en outre, elle ne règle pas — ou alors insuffisamment — le coût de la protection sociale des travailleurs, qui en sont donc les victimes.

Ce phénomène grave se manifeste principalement dans les entreprises à haute intensité de main-d'œuvre et, plus spécifiquement, dans le secteur de la construction: coffrage, ferrailage, maçonnerie, terrassement, autre dit, dans le gros œuvre.

Selon le ministre, il est indispensable de s'attaquer aux mécanismes économiques de départ. C'est pourquoi il faut, avant tout, responsabiliser l'entrepreneur principal — c'est-à-dire celui qui fait appel à un sous-traitant — et l'obliger à intervenir dans le paiement de la sécurité sociale. C'est la raison pour laquelle l'entrepreneur principal retiendra, en quelque sorte à titre de contribution sociale de garantie, 35 p.c. du montant de la facture que lui adresse le sous-traitant et les versera sur un compte spécial ouvert à l'ONSS, et dont les modalités de fonctionnement seront fixées dans les arrêtés d'exécution de la loi.

Par ailleurs, il s'indique aussi de déterminer des sanctions et de les appliquer. A ce sujet, il paraît également nécessaire de réfléchir et d'agir dans le cadre européen.

Au cours d'une discussion animée sont notamment apparus les soucis suivants: éviter le double paiement de l'ONSS par un sous-traitant, étoffer le cadre insuffisant des inspecteurs sociaux et rendre leur action plus efficace de même que plus rapide et, enfin, intervenir au niveau européen lorsqu'il est fait appel à un sous-traitant étranger.

Plusieurs amendements ont été déposés.

Ainsi, un amendement introduit à l'article 19 vise à ne permettre l'application de la procédure proposée que dans les cas caractérisés par une absence de déclaration ou par une déclaration incomplète ou inexacte. Estimant que ces précisions ne sont pas nécessaires, la commission a unanimement rejeté cet amendement.

Un autre amendement présenté à l'article 20 avait pour objectif de ne pas autoriser le cumul des obligations, soit 35 p.c. en matière sociale et 15 p.c. en matière fiscale. Il a également été

rejeté, avec la même unanimité. Les commissaires et le ministre estiment, en effet, qu'il s'agit de secteurs différents qui doivent chacun trouver leur couverture. En outre, le total maximum ne dépasserait pas 50 p.c., ce qui représente approximativement le montant des retenues à effectuer sur un salaire brut.

L'article 21, traitant de l'enregistrement des entrepreneurs, est l'objet d'un amendement visant sa suppression. Cet amendement a été rejeté et l'article adopté à l'unanimité.

Après une correction technique du texte français, sept amendements sont présentés à l'article 22. Ils entendent — et je les cite dans l'ordre:

1^o Considérer chaque associé d'une association momentanée comme entrepreneur principal;

2^o Revoir la définition d'un chantier;

3^o Adapter le régime des retenues selon une distinction à opérer entre les entreprises réputées « de bonne foi » et les autres qui ne le seraient pas;

4^o Imposer un délai pour l'affectation de la retenue et tenir compte des éventuelles dettes sociales antérieures du sous-traitant;

5^o Apporter un règlement particulier pour le cas d'un sous-traitant faisant appel lui-même à un ou plusieurs autres sous-traitants;

6^o Reconsidérer le rôle de l'entrepreneur principal pour la tenue de la liste des membres du personnel;

7^o Ramener l'amende administrative à 1 p.c. au lieu de 5 p.c. du montant total des travaux, hors TVA.

Tous ces amendements ont été rejetés, soit à l'unanimité des membres présents, soit par 12 voix contre et 1 abstention. Les raisons motivant ce rejet consistent, d'une part, à affirmer la détermination du législateur d'intervenir sévèrement et, d'autre part, à ne pas anticiper sur les arrêtés d'exécution qui, d'ailleurs, seront pris après consultation des interlocuteurs sociaux du secteur professionnel concerné.

Aucun commentaire n'est émis à propos de l'article 23.

A l'article 24, un amendement vise à empêcher la condamnation de l'entrepreneur principal lorsque le sous-traitant emploie du personnel non assujéti. Cet amendement est rejeté en vertu du principe de la responsabilité solidaire dans le non-paiement des cotisations.

Si l'article 25 est adopté sans remarques, par contre, à l'article 26 relatif à l'adjudication d'un marché public de travaux, un amendement propose de ne permettre à l'adjudicataire de faire appel qu'à un sous-traitant agréé et donc enregistré, selon l'importance et la nature des travaux. Les auteurs de l'amendement considèrent qu'il est plus efficace d'agir ainsi que de laisser au Roi le soin de définir les conditions d'agrément du sous-traitant.

Ce point de vue n'est pas admis par la commission. Cependant, le ministre estime qu'il faut renforcer le système de l'agrément, donc de l'enregistrement, prendre en considération le nombre de personnes employées et fixer une durée de validité de l'enregistrement.

Tels sont donc les avis, les réflexions et les prises de position émanant de la commission des Affaires sociales au sujet des chapitres essentiels de la loi-programme, et ce très souvent à l'unanimité, ou tout au moins à une majorité ne présentant qu'une seule abstention et sans aucune opposition.

Au terme de ce compte rendu, je remercie le personnel du Sénat de sa collaboration efficace à l'élaboration, dans des conditions parfois difficiles, du rapport écrit. (*Applaudissements.*)

Monsieur le Président, je souhaite intervenir maintenant sur un point plus particulier, à savoir le problème des pourvoyeurs de main-d'œuvre. En effet, une actualité dramatique a replacé cette problématique scandaleuse au premier plan de nos préoccupations.

Etablir rapidement une base légale pour régler cette question constitue un devoir impératif pour le gouvernement et je suis

franchement reconnaissant aux ministres de s'être attelés à la tâche avec courage et détermination.

Il est évident que je ne reviendrai pas sur la description des pratiques concernées ni sur leurs conséquences en termes de dérégulation, de concurrence déloyale et d'atteinte à la protection sociale des travailleurs.

Chacun d'entre nous connaît ou imagine ces agissements. Il suffit de se référer au rapport que je viens de présenter à cette tribune ou au rapport écrit.

La première réflexion qui me vient à l'esprit est de dire que le problème n'est pas neuf. Il existe depuis longtemps en Belgique et ailleurs. Et on le sait depuis longtemps, surtout depuis les années 70.

Je ne dirai pas qu'on n'a rien fait, puisqu'on m'affirme que de nombreuses tentatives ont été effectuées pour essayer d'enrayer la fraude fiscale et la fraude sociale. Mais, en pratique, il faut bien reconnaître que les résultats ont été maigres, voire inexistantes.

Les « négriers » ont échappé à toutes les mesures prises à leur égard. Cela ne pouvait durer ! Il fallait resserrer les mailles beaucoup trop larges du filet. Une réforme urgente s'imposait afin de combler certaines lacunes, protéger le travailleur comme il se doit et obtenir notamment le paiement des cotisations de sécurité sociale.

Il est évident qu'un manque de recettes conduit globalement à une réduction de la protection sociale et, à terme, à une augmentation de la contribution de l'Etat pour l'alimentation de cette sécurité sociale. C'est donc finalement toujours le citoyen qui doit payer pendant que d'autres, défiant les lois et la morale la plus élémentaire, s'enrichissent sans aucune honte.

Chacun connaît, dans cette assemblée, les problèmes rencontrés actuellement par le régime de sécurité sociale et apprécie les efforts fournis par le ministre pour les résoudre de manière structurelle.

Je me réjouis que l'on ait accordé à ce problème le bénéfice de l'urgence, en concertation avec tous les ministres concernés.

Rappelons que les présentes dispositions inscrites dans la loi-programme n'ont d'autre but que de fixer les principes généraux mis en œuvre pour apporter une solution à ce grave problème. Soulignons encore qu'elles laissent au gouvernement le soin de déterminer les arrêtés d'application en concertation avec les interlocuteurs qui participent au dialogue social dans le secteur en cause.

Rappelons que seuls les établissements à haute intensité de main-d'œuvre sont visés, mais il est vrai que le secteur de la construction, faisant appel à un personnel important, l'est spécialement. Il est vrai aussi que la loi ne prévoit pas d'exclusive et reste très générale, ce qui, à mes yeux, est une bonne chose.

Il ne peut donc pas être question de s'en prendre au seul secteur de la construction et encore moins de jeter le discrédit sur une profession ou un secteur économique important, qui possède aussi ses lettres de noblesse. Ce serait d'autant plus injuste et immérité que des gens se battent courageusement au sein des entreprises, dans des conditions souvent difficiles, voire dangereuses, pour faire respecter la loi et une morale dans les procédés de travail.

En plus de sa complexité, le problème est donc très délicat. Mais faut-il pour cela continuer à laisser faire, à laisser se développer des pratiques honteuses et insultantes à l'égard de la plus simple dignité humaine, des pratiques qui bénéficient à des sous-traitants n'ayant d'ailleurs aucun souci d'investissement ?

La méthode retenue par le ministre est de faire jouer la responsabilité de l'entrepreneur principal envers ses sous-traitants et de mettre en place des mécanismes susceptibles de contribuer à l'alimentation normale de la sécurité sociale et des rentrées fiscales.

Le moyen retenu consiste à demander à l'entrepreneur principal de prélever un montant déterminé sur la facture présentée par son sous-traitant et de verser cette somme, sur un compte spécial, à l'ONSS. A mon sens, l'entrepreneur principal ne perd

rien et le sous-traitant voit s'alimenter un compte qu'il aurait dû, de toute façon, approvisionner. En théorie, il ne pourrait pas y avoir de problèmes de trésorerie. Bien sûr, tout ne sera pas aussi simple que je le présente, dans la pratique, notamment au niveau des procédures, des contrôles, de la tenue des listes et des fichiers.

Il est évident qu'il faut éviter de se montrer trop astreignant; toutefois, des mesures contraignantes sont inévitables. Je souhaite qu'elles le soient le moins possible, mais je suis conscient du fait qu'elles sont nécessaires, sans quoi, autant renoncer à rechercher des solutions. D'ailleurs, le laxisme et le manque de moyens opérationnels ont montré, depuis des années, où ils conduisaient.

La seconde remarque que je souhaite formuler concerne les dangers que représentent, à mes yeux, l'attitude de certains qui proclament constamment que la sécurité sociale coûte trop cher et que les charges fiscales et parafiscales sont trop élevées. Ceux qui mettent en cause le coût social ajoutent que, dans le cadre d'une économie dont le moteur est la recherche du profit — ce que je ne condamne certainement pas —, il est inévitable que certains entrepreneurs fassent appel à des sous-traitants, à des « négriers » afin de rester concurrentiels. Il ne faut pas aller trop loin dans ce genre de réflexion qui aboutit à une sorte de culpabilisation dans le chef des défenseurs d'une sécurité sociale de qualité.

Quel que soit le coût social, il y aura toujours des entrepreneurs qui essayeront d'agir de la sorte. Pour moi, ce serait, de toute façon, inadmissible. C'est peut-être le moment de réaffirmer certains objectifs fondamentaux et certaines valeurs essentielles. Que voulons-nous en définitive ? A mon sens, il s'agit principalement de faire respecter le droit à la dignité humaine pour chaque individu. Il ne faut pas se limiter à l'entreprise et à son fonctionnement, même si je comprends et admetts qu'il est indispensable et fondamental de s'en préoccuper sérieusement; cela ne doit pas constituer une exclusivité. La vie ne se limite pas aux murs de l'entreprise ...

Faut-il rappeler que le chômage touche 16 millions de personnes en Europe, que 44 millions d'Européens vivent en situation de pauvreté et cela, même dans des pays où les charges sociales sont les moins élevées ?

Je considère donc que ce serait un danger de ne pas réagir à ce type de discours car il n'est pas le reflet d'une vérité humaine absolue.

Par ailleurs, il est évident que les règles à établir à l'égard de l'individu par le biais de l'entreprise devront progressivement trouver une réponse dans le cadre d'une Europe sociale qu'il faut encore élaborer. A ce sujet, puis-je demander à M. le ministre des Affaires sociales s'il a déjà obtenu des réponses à la suite des démarches entreprises auprès de ses collègues européens ?

Certes, rien n'est parfait dans ce monde, mais tout est perfectible. Il faut d'abord faire un pas pour apprendre à marcher.

En ce sens, monsieur le ministre, les principes généraux retenus dans la loi constitueront le premier pas et je suis persuadé que les arrêtés d'exécution à prendre, après concertation, assureront la marche que vous souhaitez et que nous souhaitons.

M. Deneir. — Permettez-moi de vous interrompre, monsieur Taminioux. Vous venez d'interroger le ministre des Affaires sociales, mais il semble que le ministre ait des problèmes très sérieux — puisqu'il s'entretient avec son collègue des Pensions — et qu'il n'ait pas prêté attention à votre question. Or, il est ici pour écouter les parlementaires et non les ministres.

M. Taminioux. — Je répète donc ma question, monsieur le ministre: A la suite de vos démarches auprès de vos collègues européens, avez-vous déjà obtenu des réponses à ce jour ?

En guise de conclusion, puis-je vous demander, monsieur le ministre, s'il ne serait pas possible de remettre au Parlement, en fin de chaque année civile, un rapport sur l'application des dispositions légales qui vont être prises ? D'avance, je vous en remercie. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Anthuenis.

De heer Anthuenis. — Mijnheer de Voorzitter, ik veronderstel dat de minister ten minste voldoende aandacht aan mij zal besteden.

In het kort wens ik het standpunt van mijn fractie toe te lichten over het stuk van de programmawet dat handelt over de bestrijding van de koppelbazen.

Het is een belangrijk probleem, of beter, het is een ernstige kwaal waarover ieder van ons het eens is dat ze moet worden uitgeroeid.

Alleen de wijze waarop een en ander zou moeten gebeuren, blijkt een zwaar twistpunt te zijn.

Het fenomeen van de koppelbazen doet zich voornamelijk, om niet te zeggen uitsluitend voor in de wereld van het bouwbedrijf. Alleszins neemt het daar de grootste proporties aan. Ik betreur dan ook dat de regering niet heeft getracht door een aangehouden overleg met de verantwoordelijken uit die sector tot een gezamenlijke oplossing te komen.

De regering heeft verkozen eigen voorstellen uit te werken die echter vanaf hun bekendmaking door de bouwsector werden afgewezen en dit niet alleen of niet zozeer op grond van theoretische en ideologische bezwaren, maar wel op basis van zeer praktische opmerkingen omtrent de uitvoerbaarheid.

Vanuit deze bezorgdheid heeft de PVV in de senaatscommissie een aantal amendementen ingediend die — en daar maak ik geen geheim van — waren geïnspireerd door de bouwsector zelf.

De PVV heeft die amendementen opnieuw, samen met de PRL, ingediend. Veel hoop dat ze worden aangenomen, hebben we niet, omdat we ervan overtuigd zijn dat de regeringscoalitie er met haar automatisme toch zal tegen stemmen. De PVV heeft bovendien een amendement ingediend om alle bepalingen betreffende de koppelbazen uit het wetsontwerp te lichten. We menen immers — en hier zitten we zeker op dezelfde golflengte als de regering — dat het koppelbazenfenomeen degelijk en grondig moet worden aangepakt.

Het gebeurt niet zo vaak dat een beroepsgroep, zoals nu, de hele bouwsector, overgaat tot de publicatie in de kranten, van een open brief die tot de parlementsleden was gericht.

Wie die tekst heeft gelezen, moet ervan overtuigd zijn dat de door de regering voorgestelde maatregelen een maat voor niets zullen zijn. Of veel erger zelfs; dat ze zullen leiden tot een ontwijking van de bouwsector.

Kunnen we er zo maar achteloos aan voorbijgaan als die sector ons oversteelt met voorbeelden? Ik citeer er enkele:

«De opdrachtgever of de hoofdaannemer die een beroep doet op een geregistreerd aannemer of onderaannemer, had tot nu toe de zekerheid dat hij niet hoofdelijk aansprakelijk zou gesteld worden voor de sociale en fiscale schulden van zijn medecontractant. Dat zou nu gedaan zijn, vermits de ondernemingen die op de werf niet de grenzen respecteren van de werkencategorie waarvoor ze geregistreerd zijn, of die meer arbeiders tewerkstellen dan hun registratie hun toelaat, voortaan niet meer als geregistreerd zouden beschouwd worden.»

Een ander citaat uit dezelfde tekst:

«Het kan gebeuren dat een geregistreerde onderneming tijdens de uitvoering onverwacht een kleine maar noodzakelijke karwei moet opknappen die tot een categorie behoort waarvoor hij niet geregistreerd is, of — bijvoorbeeld om de termijn te respecteren — tijdelijk een groter aantal werknemers moet tewerkstellen dan zijn registratie hem toelaat. In dat geval zullen de opdrachtgever en desgevallend de hoofdaannemer hoofdelijk aansprakelijk zijn voor de sociale en fiscale schulden van deze medecontractant en zullen zij het verwijt krijgen de inhoudingen van 15 pct. voor de RSZ en evenveel voor de fiscus, waartoe zij onverwacht wettelijk verplicht waren, niet te hebben verricht.»

Of nog een laatste voorbeeld:

«Het meest overdreven en onrealistisch is ongetwijfeld nog het sluitstuk van het ontworpen systeem. Iedere hoofdaannemer

die voor een van de geïndiceerde activiteiten een beroep doet op een onderaannemer, moet bij iedere betaling aan deze onderaannemer 50 pct. inhouden ten voordele van de RSZ (35 pct.) en de fiscus (15 pct.). De beoogde werken zijn: waterbouwkundige werken, grondwerken, wegenwerken, burgerlijk-bouwkundige werken, ruwbouw, spoorwerken, algemene bouwwerken met inbegrip van de voltooiing, slopingwerken, metaalconstructies en metalen kunstwerken enzovoort.»

Vrijwel alle tot de vastgoedsector behorende werken dus!

«Iedereen zal begrijpen dat een onderaannemer die slechts de helft van zijn factuur betaald krijgt, financieel niet meer bij machte is om op zijn beurt de lonen van zijn arbeiders, de sociale lasten, de bedrijfsvoorheffing, de voorafbetalingen, de gebruikte materialen, zijn materieel en zijn vaste kosten te betalen. Wie meent dat het hier om een tijdelijke prefinanciering gaat en dat de inhouding snel zal worden teruggegeven, heeft het verkeerd voor: de terugbetaling gebeurt pas binnen 6 maanden na het einde van het geheel van de werken, gesteld natuurlijk dat de inhouding niet gebruikt wordt voor het aanzuiveren van de sociale of fiscale schulden van een of andere onderaannemer.»

«De ervaring met de bestaande inhoudingen leert ons dat de 50 pct. in kwestie in het beste geval 18 maanden na de inhouding zal worden terugbetaald... We dagen de fiscus en de RSZ uit om het tegendeel te bewijzen! Samen met ons zult u zich afvragen welke onderaannemer een dergelijke financiële aderlating kan overleven. Op die manier worden zo'n 150 000 jobs op de helling gezet.»

En daar zit 'm blijkbaar de knoop van het hele voorstel: de economische activiteit wordt afgeremd en de ernstige aannemers en onderaannemers zullen zoveel lasten opgelegd krijgen dat hun bestaan zelf in gevaar komt.

De PVV-fractie zal dan ook een amendement indienen om de artikelen over de koppelbazen te schrappen. Zij vraagt de regering om zo vlug mogelijk met de betrokken verantwoordelijken uit de bouwsector contact op te nemen om tot een efficiënte en uitvoerbare oplossing te komen.

De heer Deneir. — Vind u het niet wat eenvoudig om te zeggen dat u niet akkoord gaat met wat de regering voorstelt en dat ze een andere oplossing moet vinden? Ik had van u graag gehoord welke dan wel de mogelijkheden zijn om de strijd tegen de koppelbazen aan te gaan.

De heer Anthuenis. — Ik zeg dat de regering alleen een andere oplossing moet vinden.

De heer Deneir. — U gaat akkoord om de strijd tegen de koppelbazen aan te gaan. Maar welke andere oplossing stelt u dan voor?

De Voorzitter. — Mijnheer Deneir, wilt u de spreker niet langer in de rede vallen, zodat hij zijn betoog kan besluiten?

De heer Anthuenis. — De Nationale Confederatie van het bouwbedrijf heeft inmiddels voorstellen uitgewerkt die aan deze criteria beantwoorden. Het zal van de regering dan ook geen grote en langdurige inspanning vergen om hieruit een nieuw wetsontwerp te brouwen.

Ik weet dat de minister van Tewerkstelling en Arbeid ons zal antwoorden dat men met de huidige ontwerpbevestigingen — waarschijnlijk via uitvoeringsbesluiten dan — kan ingaan op de gerechtvaardigde en gefundeerde voorstellen van de bouwsector.

Die redenering sluit echter niet uit dat de zware financiële offers, die nu van de hoofdaannemers worden gevraagd en die tot heel wat faillissementen dreigen te leiden, blijven bestaan.

De PVV vraagt dan ook met aandrang dat de regering ingaat op het door ons geformuleerde voorstel. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à M. Monfils.

M. Monfils. — Monsieur le Président, mon intervention portera, bien entendu, aussi sur le problème des pourvoyeurs de main-d'œuvre que le gouvernement prétend régler dans son projet de loi-programme.

En commençant mon intervention, je crois pouvoir dire que tous les groupes politiques, y compris le mien, sont satisfaits de la volonté affirmée par le gouvernement de mettre fin aux pratiques frauduleuses et scandaleuses des « négriers ».

Comme un intervenant l'a souligné tout à l'heure, ce problème n'est pas neuf. Déjà en 1978, le gouvernement de l'époque — dont la composition était pratiquement la même que l'actuelle puisque seule manquait la Volksunie — a prétendu le régler en instaurant un système d'agrément pour les entreprises de la construction. Au titre de ces dispositions, ne pouvaient être agréées que les seules entreprises qui obtenaient de l'ONSS une attestation selon laquelle elles étaient en ordre au point de vue des cotisations de sécurité sociale.

Depuis dix ans, cette législation est en vigueur. Aujourd'hui, à l'occasion, hélas, d'un fait divers dramatique, dont il semble, par ailleurs, que la cause ne soit pas d'ordre économique, fiscal ou social, mais plutôt privé, on s'aperçoit que les dispositions de 1978 n'ont pas obtenu l'effet escompté.

Les éléments découverts à l'occasion de l'enquête sur le décès de Stéphane Stenier suscitent, dans l'opinion, deux questions fondamentales: la législation existante est-elle appliquée? Si oui, a-t-elle atteint son but? La réponse me paraît claire. La législation existante n'est pas appliquée parce que les moyens d'application ne sont pas mis en œuvre. En effet, d'après les déclarations du ministre et les affirmations des inspecteurs du ministère de l'Emploi et du Travail œuvrant sur le terrain, il semble que ce soit, pour une bonne part, cette éventualité qu'il faille envisager.

D'aucuns affirment que le nombre d'inspecteurs sur le terrain est insuffisant pour effectuer une surveillance efficace des chantiers. Pour le surplus, il serait, semble-t-il, difficile pour ces inspecteurs, qui rencontrent sur les chantiers aussi bien des ouvriers que des employeurs, d'obtenir de ceux-ci les preuves que les lois sociales et fiscales sont correctement appliquées. Il faut être logique. De deux choses l'une, ou bien la loi en vigueur depuis 1978 est réellement applicable et efficace, auquel cas on devrait doter les services de l'Etat des moyens de l'appliquer, ou bien ces dispositions ne sont pas susceptibles de rencontrer le but visé. Il s'agirait alors de réétudier, sur d'autres bases, un système de mesures préventives susceptibles d'éradiquer, dans le secteur de la construction, les agissements des « négriers » et des pourvoyeurs de main-d'œuvre frauduleuse.

Que constate-t-on? Depuis la disparition du malheureux journaliste Stenier, la police et la gendarmerie ont découvert, il y a une semaine, d'après les journaux, un autre réseau qui d'ailleurs ne semble pas avoir de relation particulière avec la première affaire. Cela veut dire qu'à partir du moment où le problème est vraiment arrivé sur le devant de la scène, par l'intermédiaire d'un fait divers, hélas dramatique, on a commencé à s'en occuper; les langues se délient et la chasse aux « négriers » paraît plus efficace.

Profitant de la circonstance, le gouvernement dépose, aujourd'hui, un projet de loi-programme contenant des dispositions permettant de mettre fin aux pratiques douteuses de certains entrepreneurs.

Comme je l'ai dit au début de mon intervention, si nous sommes d'accord sur le principe, nous ne pouvons néanmoins accepter les modalités dont certaines apparaissent trop contraignantes pour l'ensemble des entreprises du secteur.

Il faut tout d'abord souligner que le projet de loi-programme ne contient aucune mesure préventive, susceptible de dissuader les « négriers » d'exercer leurs activités. Mais le pire, au niveau de la conception générale du rôle de l'Etat par rapport aux citoyens et à la bonne marche du monde économique et social, réside, à notre avis, dans le fait que l'Etat se décharge de sa mission d'appliquer et de contrôler l'exécution des lois fiscales, sur les entreprises honnêtes.

En effet, le projet de loi et, vraisemblablement, les arrêtés d'exécution qui en découleront, contraindront certains

employeurs — ceux qui, pour la première fois, engagent au moins cinq travailleurs et ceux qui, disposant déjà de cet effectif, augmentent le personnel de plus de 20 p.c. — à payer, à titre de provision, une somme égale au montant des cotisations dues à l'ONSS. Cette disposition présume, dans le chef de l'employeur, une intention de fraude. Bien naturellement, elle en dissuadera plus d'un à embaucher du personnel. Curieuse manière de lutter contre le chômage dans un secteur qui emploie beaucoup de personnel peu qualifié!

Cette mesure, d'une lourdeur administrative considérable, constitue un réel frein à l'expansion des PME; elle va à l'encontre de la politique de l'emploi prônée par le gouvernement.

Plus grave encore: jusqu'à ce jour, le maître d'œuvre ou l'entrepreneur principal qui faisait appel à une entreprise ou à un sous-traitant enregistrés avait la certitude d'échapper, à la responsabilité solidaire, pour les dettes sociales et fiscales de son cocontractant. Si la loi est votée — elle le sera puisque le gouvernement dispose d'une majorité pour ce faire — il n'en sera plus ainsi, puisque ne seront plus considérés comme enregistrés les professionnels qui, sur le chantier, ne respecteraient pas les limites de la catégorie de travaux pour laquelle ils sont enregistrés ou qui occuperaient plus de travailleurs que leur enregistrement ne le permet.

Dès lors, on peut raisonnablement se demander quelles sont les raisons d'être des dispositions de 1978. Ainsi donc, si un professionnel enregistré pour une activité déterminée est amené, par exemple, à réaliser, un travail imprévu de moindre importance, mais indispensable, relevant d'une autre catégorie d'enregistrement, ou à mettre momentanément au travail un nombre supérieur de travailleurs afin de respecter les délais d'exécution, le maître de l'ouvrage ou, le cas échéant, l'entrepreneur principal, seront solidairement engagés pour les dettes sociales et fiscales de leur cocontractant. Ils se verront également reprocher de n'avoir pas procédé aux retenues légales de 15 p.c. pour l'ONSS et de 15 p.c. pour le fisc, auxquelles ils apparaissent tenus.

Le Conseil d'Etat a fait remarquer, à juste titre, me semble-t-il, que le maître d'œuvre devra disposer d'un délégué permanent sur le chantier et que ce système porte en soi la possibilité de faire naître de nombreux litiges. Bref, indique le Conseil d'Etat, on oblige le maître d'œuvre à exercer un contrôle en lieu et place de l'administration et ce sous la menace de lourdes sanctions financières.

Pour nous, monsieur le ministre, c'est là que se situe le vice du système. L'Etat se décharge de sa mission de régulateur de l'activité économique, de contrôleur du respect des normes, en faisant peser le poids des responsabilités de ce type de contrôle sur les entreprises.

Mais ce n'est pas tout. Une autre disposition du projet prévoit que tout entrepreneur principal qui fait appel à un sous-traitant pour l'une des activités visées par le Roi est tenu, lors de chaque paiement effectué à ce sous-traitant, de retenir 50 p.c. du montant, au bénéfice de l'ONSS et du fisc. Les secteurs visés représentent l'essentiel du marché des travaux immobiliers.

Quiconque connaît, de près ou de loin, les conditions de gestion des entreprises de ce pays où toutes les activités sont déjà écrasées par les charges sociales et fiscales, constatera qu'un sous-traitant — généralement, une PME — qui ne dispose, par définition que d'une relativement faible surface financière, privé du paiement de la moitié de sa facture, se trouvera dans l'impossibilité d'assurer, à son tour, le paiement du salaire de ses ouvriers, des charges sociales, du précompte professionnel, des versements anticipés, du coût de ses matériaux, de son matériel, de ses frais généraux.

Certains pourraient penser qu'il s'agit là d'un préfinancement momentané et que la retenue lui sera rapidement restituée. Mais, monsieur le ministre, rien n'est moins vrai. En effet, s'il n'est pas utilisé pour l'apurement des dettes sociales et fiscales d'un quelconque sous-traitant, à quelque stade que ce soit, ce montant sera remboursé dans un délai de six mois prenant cours à la fin de l'ensemble des travaux.

Mardi dernier, vous avez déclaré, monsieur le ministre, au journal parlé de huit heures, au cours d'un bref débat radiophonique qui vous confrontait à un représentant de la CNC, que le délai de restitution serait extrêmement court. En effet, selon vos propos, il suffirait que l'ONSS envoie à l'entrepreneur principal une attestation selon laquelle son sous-traitant est parfaitement en règle pour que ce dernier soit crédité du solde des sommes qui lui seraient dues. Dans ce cas, ce serait vraiment la première fois, de mémoire de parlementaire et peut-être aussi de ministre, que l'Etat honorerait ses dettes aussi vite.

J'imagine que, parfois, vous avez été confronté à des administrations publiques : la vôtre actuellement, d'autres, avant la prise en charge de votre département. J'imagine aussi que vous avez rencontré et rencontré toujours, car vous êtes un homme très sociable, certains de vos électeurs qui vous disent : « J'ai droit à un certain nombre d'avantages que je réclame depuis plus d'un an. Je ne parviens pas à les obtenir. Pourriez-vous, monsieur le ministre, non pas me donner un avantage illégal, mais accélérer le traitement de mon dossier ? »

Nombre de Belges savent que les 50 p.c. en question ne seront restitués, au plus tôt, que dix-huit mois après la retenue. Dans ces conditions, toute personne de bonne foi, se rend compte que n'importe quelle entreprise sous-traitante voit sa survie mise en péril. Par conséquent, les faillites dans le secteur de la construction risquent de se multiplier à un rythme digne du sida alors que, depuis quelques mois, il redevenait porteur d'avenir, au niveau de l'emploi.

Une autre de vos parades, monsieur le ministre, consiste à dire qu'il est exact que la loi est très dure, mais que des arrêtés royaux plus « mous » pourront corriger cette situation. C'est la réponse que vous avez donnée aux représentants de la CNC à l'occasion d'une émission à la radio. Ce type de réponse constitue une des raisons pour lesquelles les lois ne sont plus crédibles, en Belgique. Dans le but d'atteindre et de réprimer des excès réels et condamnables, vous attaquez tout le monde. Vous touchez ainsi au secteur, pourtant sain, de la construction. Vous me faites un peu penser à la vieille plaisanterie militaire du sergent qui s'écrie : « Feu à volonté, dans toutes les directions ! »

Pour les libéraux, la riposte doit être proportionnée à l'attaque. Il faut viser les délinquants; il ne faut pas anéantir les innocents.

Vous aurez compris que ce projet de loi ne peut pas être voté comme tel par le groupe libéral. En effet, nous considérons que, loin de soulager la misère des ouvriers exploités, il concourra à augmenter le risque de pauvreté d'un très grand nombre d'appointés, de salariés et de patrons du secteur de la construction.

A l'heure actuelle, ce dernier emploi, en Belgique, plus de 1 510 000 personnes. D'autres mesures plus efficaces, qui ne viseraient que les « négriers », pourraient être envisagées. Dans quelques instants, mon collègue, M. Boël, vous les exposera.

Ces mesures, vous les connaissez mais ne souhaitez pas les appliquer. Elles ont, en effet, été prônées par le Conseil national de la construction de même que par un certain nombre d'entre nous.

En l'absence de prise de mesures vraiment sérieuses, le groupe PRL ne pourra qu'émettre un vote négatif. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Deneir.

De heer Deneir. — Mijnheer de Voorzitter, wanneer men het heeft over sluiwerk gaat iedereen akkoord met het principe dat dit moet worden uitgeroeid. Over de concrete maatregelen hiervoor lopen de meningen echter uiteen. Met dit ontwerp doet de regering een stap in de goede richting. Ze neemt een aantal maatregelen waardoor met alle betrokkenen een overleg op gang kan worden gebracht.

Wij vragen dat, zoals de commissie van de Kamer van volksvertegenwoordigers is toegezegd, ook de commissie van de Senaat bij het overleg zal worden betrokken. Sluiwerk bestrijden kan niet alleen op basis van administratieve maatregelen, er moet ter plekke ook voldoende toezicht worden gehouden.

Tot nu toe is men inzake toezicht in gebreke gebleven. Ministers beroepen zich hiervoor steeds op het argument dat zij over onvoldoende personeel beschikken.

Mijnheer de minister, waarom loopt dit steeds spaak? De minister beschikt toch over voldoende middelen en een wettelijke basis om dit toezicht te organiseren. Het brengt geen aarde aan de dijk voor het Parlement te verklaren dat hij slechts over 60 ambtenaren beschikt, terwijl hij recht heeft op 100. Hij moet prioriteiten vastleggen, en een inspectiekader hoort daarbij.

Programmawetten hebben het nadeel dat zij steeds in tijdnood worden behandeld, waardoor het Parlement zijn normale corrigerende rol niet kan vervullen.

Door dit ontwerp komen, bij het sluiten van ondernemingen, een aantal, tot nu toe onbetwiste prerogatieven van werknemers in het gedrang.

Het ontwerp van wet zullen wij onder voorbehoud aannemen. Wij accepteren niet dat een sinds vele jaren bestaand voorrecht wordt gewijzigd.

Mijnheer de minister, wij willen u hier duidelijk horen verklaren dat het om een onduidelijkheid gaat die in de tekst is geslopen. Wij kunnen de definitie zoals zij in het ontwerp is opgenomen, niet aanvaarden. Wij kunnen niet aannemen dat afbreuk wordt gedaan aan een sinds vele jaren bestaande consensus waarbij werknemers bij faling bepaalde voorrechten genieten. De huidige tekst doet daaromtrent twijfels rijzen. Wij zijn er echter van overtuigd dat het hier slechts gaat om een onduidelijkheid die toevallig in de tekst is opgenomen. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan mevrouw Harnie.

Mevrouw Harnie. — Mijnheer de Voorzitter, mijn uiteenzetting zal zich beperken tot de problematiek van de werkloosheid, meer bepaald de langdurig werklozen en de werkloze vrouwen.

Minister Busquin evenals de kabinetsmedewerker van minister Van den Brande hebben beloofd mijn bekommelingen te noteren.

Over de omvang van de werkloosheid lopen de meningen en de statistieken vaak uiteen. Toch mag men aannemen dat momenteel ongeveer 800 000 personen werkloos zijn. Het betreft echter niet alleen volledig werklozen maar tewerkgestelden in zogenaamde nepstatuten evenals personen die deeltijds werken en deeltijds werkloos zijn om aan een volledige werkloosheid te ontsnappen.

De jongste jaren is er een kentering ten goede merkbaar, dat moeten we toegeven, echter niet voor iedereen.

Een belangrijke groep werklozen zijn de vrouwen. Aan de vrouwenwerkloosheid werd enige tijd geleden door de RVA een aparte studie gewijd. Daaruit blijkt onder meer dat vóór de crisis vrouwen ongeveer 40 pct. van de werklouzengroep uitmaakten. Dat percentage schoot snel de hoogte in tot 60 pct. in de jaren 1977-1980, om daarna te stagneren om en bij de 55 pct. Opvallend is dat vooral in de leeftijdsgroep tussen 20 en 40 jaar de aangroei het sterkst is. Onder de vrouwelijke werklozen zijn er steeds meer bedienden te vinden. 24 pct. in 1970 en reeds 45 pct. in 1985. Het is logisch dat de vrouwenwerkloosheid het grootst is in de zwakke sectoren en in de sectoren waar de vrouwen het meest tewerkgesteld zijn.

Een tweede probleemgroep in de globale werklozenpopulatie waarin de vrouwen eveneens het sterkst vertegenwoordigd zijn, is die van de langdurig werklozen. In 1980 was één op drie werkzoekenden langdurig werkloos, thans al meer dan één op twee. Vooral bij de mannen is de langdurige werkloosheid de jongste jaren erg snel toegenomen. Bij de vrouwen zijn er altijd veel langdurig werklozen geweest maar hun percentage wordt nu benaderd door dat van de mannen.

Leeftijd, statuut en gedane studies zijn bepalend om al dan niet langdurig werkloos te worden. Bij mannen ligt het kritieke leeftijdsmoment op 30 jaar, bij vrouwen op 28 jaar.

Wat het statuut betreft, hebben de bedienden relatief minder kans om langdurig werkloos te worden dan de arbeiders. Vorig jaar waren 30 pct. van de langdurig werklozen bedienden,

70 pct. waren arbeiders. Vooral bij de arbeidsters is de situatie dramatisch. Van hen was bijna de helft langdurig werkloos. Van de vrouwelijke bedienden was 27 pct. werkloos en van de mannelijke bedienden slechts 4 pct.

De kansen om langdurig werkloos te worden variëren ook naar gelang van de studierichting die men volgde. Bij de mannen is lager, bijzonder en buitengewoon onderwijs erg ongunstig. Voor vrouwen zijn er veel meer ongunstige studierichtingen. Bij hen bieden lager onderwijs, beroepsonderwijs en lager secundair onderwijs vrijwel geen uitzicht op tewerkstelling.

Terwijl de langdurige werkloosheid toenam, liep de jeugdwerkloosheid de jongste tijd gevoelig terug. Die evolutie is vooral te wijten aan de sterke daling van het aantal jongeren dat zich op de arbeidsmarkt aanmeldt. In 1986 waren er 34 000 jongeren minder op de arbeidsmarkt dan in 1983. De daling van de jeugdwerkloosheid heeft nu al tot gevolg dat bedrijven slag leveren om de beste jongeren.

Wat de evolutie van de werkloosheid betreft zien wij dat het aantal werklozen daalt, maar dat zij die werkloos zijn het langer blijven dan voorheen. Hoe langer de werkloosheid duurt, hoe kleiner bovendien de kans is op een nieuwe baan. Tot de meest bedreigde groepen behoren de mensen met een arbeidersstatuut, en binnen die groep vooral de vrouwen. Op de tweede plaats komen degenen die ouder zijn dan 30 jaar. Een derde bedreigde groep zijn degenen die enkel lager secundair onderwijs hebben genoten.

Een te groot aanbod op de arbeidsmarkt van laaggeschoolden gaat gepaard met een schaarste aan sommige hooggeschoolden. De niet-uitkeringsgerechtigde werkzoekenden ingeschreven bij de diensten voor arbeidsbemiddeling vallen buiten dit bestek.

Het probleem van de langdurige werkloosheid kan niet uitsluitend worden opgelost door de departementen van Sociale Zaken en van Tewerkstelling en Arbeid. Ik achtte het nodig aan de alarmbel te trekken omdat ik in het regeerakkoord onder de afdeling « maatregelen tot opslorping van langdurig werklozen » lees: « Hierbij zal absolute prioriteit worden gegeven aan de tewerkstelling van langdurig werklozen. »

Het is een goed bedoelde verklaring, maar de cijfers liegen er niet om: vandaag is één werkloze op twee langdurig werkloos en in 1980 één op drie. Die spanning is niet langer houdbaar. Er dient te worden gewerkt aan een plan dat een opleiding en de zekerheid van inkomen waarborgt, en de tewerkstelling bevordert.

Het is overduidelijk dat de langdurig werklozen geen kansen op tewerkstelling krijgen, terwijl artikel 143, dat uitsluiting uit de werkloosheidsvergoeding mogelijk maakt, toch op hen van toepassing blijft. Daarom vragen wij met aandrang de afschaffing van artikel 143. Het is de enige manier om het recht op inkomen voor deze groep te waarborgen.

Projecten die tot doel hebben laaggeschoolden en langdurig werklozen nieuwe kansen te geven, dienen te worden gesteund, meer dan in het verleden. Die projecten blijven als het ware de weeskinderen. Projecten zoals « Omschakelen », « Tweede kans », en alle andere projecten die aan deze groepen nieuwe kansen geven, moeten door de regering krachtig worden gesteund.

Ik haal een concreet probleem aan uit het Brusselse. In dit geval zijn de projecten geen weeskinderen meer, maar bedelaars. Eén voorbeeld van de vier projecten waaraan wordt gewerkt is « Het Jobhuis ». Het werk dat daar gedurende een tiental jaren werd gepresteerd in moeilijke omstandigheden en met positieve resultaten, dient ten eerste te worden gewaardeerd. Er werd beloofd dat de aldaar tewerkgestelde werklozen Geco-contracten zouden krijgen. Tot op vandaag is dit niet gebeurd. Morgen is het 30 juni en zullen de tewerkgestelde werklozen opnieuw werkloos worden en zal het project voor laaggeschoolden en langdurig werklozen het moeten stellen met x-aantal minder werkkrachten.

Voor die groepen is het dringend noodzakelijk dat er een einde komt aan de versnippering en dat de Gewesten en de departementen één enkel plan opstellen teneinde de principiële verklaring van de regering, in het regeerakkoord opgenomen,

inhoud en vorm te geven en wel op drie terreinen: de inkomenszekerheid, de opleiding en de tewerkstelling. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Boël.

M. Boël. — Monsieur le Président, ainsi que l'a indiqué un de nos collègues, la loi-programme est une loi « fourre-tout », déposée en fin de session et qui permet au gouvernement de faire adopter, sans laisser le temps au Parlement de les étudier, certaines dispositions qui lui sont indispensables pour gouverner.

Je regrette amèrement la façon dont cette loi traite du problème des pourvoyeurs de main-d'œuvre. Ce problème des « négriers », c'est-à-dire du travail au noir pour lequel aucune cotisation n'est versée à l'ONSS par les employeurs, nous le subissons depuis très longtemps. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à en supporter les conséquences. J'ai ainsi lu, avant-hier, que le ministre français de l'Emploi et du Travail, M. Jean-Pierre Soisson, était confronté aux mêmes difficultés.

En 1978, une loi sur l'enregistrement des entrepreneurs a été votée. Depuis lors, cette loi lourde et compliquée oblige les employeurs et ceux qui commandent des travaux, à se livrer à toute une administration et à une surveillance journalière. Ainsi, journalièrement, un de mes employés vérifie l'exactitude de la liste des entrepreneurs qui effectuent, pour nous, certains travaux et contrôle si des modifications ont été apportées dans leur enregistrement, étant donné les pénalités graves qui pourraient en découler.

Cette loi existe donc; elle est appliquée, du moins administrativement, mais elle est incapable de résoudre le problème fondamental des pourvoyeurs de main-d'œuvre.

Où le problème des « négriers » trouve-t-il son origine? La plupart des travaux s'effectuent par adjudication, tant dans le secteur public, dans le respect de la loi, que dans le secteur privé où ce système permet de faire jouer la concurrence. Par conséquent, chaque entrepreneur essaie de proposer les prix les plus bas en diminuant ses coûts. Il recherche des sous-traitants qui acceptent les travaux les plus durs, les plus vulgaires, comme les travaux de ferrailage, pour lesquels ils disposent de la main-d'œuvre et du matériel adéquat, comme des pelles ou des marteaux. Il ne leur pose d'ailleurs pas trop de questions.

Or, aujourd'hui, l'entrepreneur principal n'utilise, comme sous-traitants, que des entrepreneurs enregistrés. Car les « négriers » sont enregistrés, ils possèdent leur société! Cependant, entre le moment où ils sont rémunérés par l'entrepreneur principal et celui où ils doivent verser, conformément à la loi, leurs cotisations au fisc et à l'ONSS, ils disparaissent ou font faillite. Comme ces sociétés ne disposent pas d'un matériel très sophistiqué, il leur est, en effet, aisé de se perdre dans la nature.

Que préconise votre loi? Elle propose de rendre les entrepreneurs principaux responsables et solidaires. Les bons paieront donc pour les méchants!

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — C'est un peu simpliste!

M. Boël. — Excusez-moi, monsieur le ministre, mais lorsqu'on examine les termes de la loi, on constate que c'est bien ce que vous dites puisque l'entrepreneur principal prélèvera, payera à l'ONSS, ...

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Mais que racontez-vous là, monsieur Boël? Le « bon », c'est-à-dire celui qui paie ses cotisations à l'ONSS, ne sera pas pénalisé. C'est le mauvais qui le sera.

M. Boël. — Si le mauvais a disparu, c'est le bon qui paie à sa place!

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — C'est faux et je me demande d'où vous tirez cela. Premier point: les bons doivent vérifier qu'il n'existe pas de mauvais. Ensuite, vous savez que, dans ce secteur, tous les bons sont les premiers à

admettre qu'il existe beaucoup trop de mauvais et que, pour certaines activités, on ne trouve plus d'autres travailleurs que ceux que fournissent les pourvoyeurs de main-d'œuvre. Nous venons tous deux de la même région — le Centre — et, si vous le souhaitez, nous en discuterons longuement. Je possède les rapports relatifs aux opérations « coup de poing » qui ont eu lieu à Pantochim à Feluy. Ils montrent bien que les travailleurs se trouvent dans une situation ambiguë et que l'entrepreneur principal, que vous connaissez bien, est au courant. Ne me poussez pas à révéler trop de choses!

M. Boël. — Monsieur le ministre, nous savons très bien à quel point ce problème est grave.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Cela signifie qu'il faut le traiter d'une manière grave également et non de façon simpliste en prétendant que l'on s'attaque aux bons, ce qui est tout à fait faux.

M. Boël. — Cela figure pourtant dans le projet de loi et correspond aux explications données par les services de l'ONSS au comité de gestion.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Je vous signale que le point auquel vous faites allusion a été retiré, monsieur Boël!

M. Boël. — Nous savons très bien ce que pense l'ONSS de tout ceci, monsieur le ministre.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — L'ONSS, c'est quoi, c'est qui? Ceux qui organisent les fuites?

M. Boël. — Nous savons très bien que, dans le cadre de l'ONSS, une relation normale sous-entend que chacun remplit ses obligations en fonction du poste qu'il occupe.

Excusez-moi d'être peut-être un peu simpliste, mais il me semble que je dois exagérer dans la simplification pour faire comprendre combien ce que vous proposez est tout à fait inadéquat.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Encore faut-il ne pas pousser la simplification jusqu'à la malhonnêteté intellectuelle!

M. Boël. — Il est précisé clairement que l'entrepreneur principal prélève 50 p.c. et les remet à l'ONSS.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Il existe quand même toute une série de dispositions qui précisent le cadre dans lequel cela se fait. Les arrêtés d'application démentent la vision apocalyptique que vous présentez. Je ne vois pas dans quel intérêt nous mettrions les entreprises saines en difficulté!

M. Boël. — Nous n'avons qu'un seul souhait: ne pas aller dans la direction dans laquelle vous voulez nous entraîner. En fait, vous nous demandez d'exercer une surveillance et vous nous dites que nous serons punis si le nombre d'ouvriers dépasse le chiffre autorisé. C'est pourquoi je prétends tout simplement que les bons paieront pour les méchants et vous serez responsable de cette situation.

Nous savons très bien ce que sont les chantiers et nous connaissons leur complexité. La flexibilité est tout à fait indispensable, car lorsqu'un surcroît de travail se présente, un nombre plus élevé d'ouvriers est nécessaire et nous sommes parfois amenés à demander à des personnes qui ne sont pas enregistrées pour tel travail de l'effectuer quand même. C'est pourquoi je dis qu'une grande flexibilité est indispensable.

Vous ne vous êtes pas concerté avec les organisations professionnelles. Depuis que je dirige une entreprise, je n'avais jamais

vu ni Fabrimetal ni la CNC publier de tels placards dans les journaux. Je puis préciser, en ma qualité d'entrepreneur principal, que si la loi passe telle quelle, je ne ferai plus rien à l'avenir.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Votre secteur d'activité n'est pas concerné.

M. Boël. — Mais bien sûr qu'il est concerné! Je voudrais citer un exemple ...

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Vous ignorez de quoi vous parlez et Fabrimetal aussi a embrayé sans savoir de quoi il s'agissait.

M. Boël. — Je dirige une entreprise de constructions métalliques. Il y a des moments où les maîtres de l'ouvrage font appel à des entrepreneurs avec des traitants et des sous-traitants. Evidemment que ce problème me concerne, ainsi que tout Fabrimetal!

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Ce n'est pas le secteur d'activité que l'on va définir.

M. Boël. — Monsieur le ministre, vous êtes un apprenti-sorcier et vous ne vous rendez pas compte de la catastrophe qui va résulter de tout cela.

Cette situation m'angoisse très fort et c'est pourquoi j'ai été très heureux d'apprendre que vous êtes d'accord de revenir ici, avant de prendre les arrêtés d'application, de manière à nous permettre de nous concerter.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Je n'ai jamais dit cela! Par contre, j'ai dit qu'il y aurait concertation avec le secteur, avant de prendre tous les arrêtés d'application.

M. Boël. — J'avais compris que vous reviendriez devant les commissions, comme cela a été le cas pour les affaires économiques.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Je reviendrai, bien entendu, m'expliquer devant les commissions, mais cela n'implique nullement de ne pas prendre auparavant les arrêtés d'application. Ceux-ci seront pris après concertation avec le secteur, qui a été invité comme nous l'avons toujours fait. Des réunions sont programmées dans les semaines à venir, sur le calendrier et sur la discussion des arrêtés. Lors de ces discussions avec le secteur, peut-être vous rencontrerai-je, ou certains de vos collègues. Mais je n'ai jamais dit que nous attendrions de rediscuter les arrêtés d'application. On les présentera bien entendu.

M. Boël. — J'ai dû mal comprendre. J'espère, en tout cas, que vous nous apporterez également à ce moment-là les rapports de l'ONSS.

Quoi qu'il en soit, je considère que votre proposition catastrophique ne devrait pas être mise en application.

Le secteur propose des solutions concrètes à ce problème. La première consiste en l'utilisation de la carte d'ouvrier qui serait émise par le Fonds d'existence de la construction. Il s'agit de la carte utilisée pour payer les ouvriers lorsqu'ils ne travaillent pas en hiver. Cette utilisation permettrait de vérifier quelles sont les personnes au travail et de contrôler rapidement les statistiques de l'emploi. Elle contribuerait aussi à mettre fin au travail au noir et aux pratiques des « négriers ».

Je précise que le secteur n'est pas du tout hostile à contribuer au paiement du fisc et de l'ONSS, mais à condition que l'on procède comme en Hollande par un prélèvement effectué au moment du paiement du sous-traitant, prélèvement qui serait viré directement à un compte auquel le sous-traitant pourrait

imputer tant l'ONSS que le fisc, ce qui éviterait le double emploi. Or, ce n'est pas ce que vous prévoyez.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Monsieur Boël, je ne me suis pas déclaré fermé à cette idée-là. Elle fera partie de la discussion qui doit avoir lieu au sujet des arrêtés d'application.

M. Boël. — J'en prends acte.

Vous nous présentez un projet minutieusement préparé, à propos duquel nous déposerons des amendements — en vain, je le sais — pour essayer de corriger certains détails.

Or, le système que je vous propose est totalement différent étant donné qu'il prévoit une imputation directe de provisions à un compte sur lequel le sous-traitant, qui est connu et qui dispose d'un numéro d'immatriculation à l'ONSS, effectuera des prélèvements à mesure des besoins.

Je vous prie de m'excuser, monsieur le ministre, d'avoir peut-être quelque peu simplifié le problème, mais je tenais à vous dire toute l'angoisse des deux secteurs principalement concernés, c'est-à-dire la construction et Fabrimetal. Si ce projet de loi est voté, il faut s'attendre à des ralentissements de l'activité dans ces deux secteurs. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Antoine.

M. Antoine. — Monsieur le Président, il m'était difficile de ne pas intervenir dans la discussion générale du projet de loi-programme qui nous est présenté aujourd'hui et, en particulier, bien entendu, sur les mesures qu'il contient pour lutter contre les activités des pourvoyeurs de main-d'œuvre.

Parlementaire de l'arrondissement de Charleroi-Thuin, je suis, en effet, très sensible à ce problème et fort intéressé par tout ce qui est entrepris pour lutter contre cette mafia.

Le projet qui nous a été transmis par la Chambre des représentants n'a pas, dans un premier temps, suscité une vague de protestations: il a même été voté presque discrètement par nos collègues députés.

Et puis, tout d'un coup, un certain nombre d'associations professionnelles, de fédérations syndicales, de professions libérales réagissent en sens divers. Certains crient au scandale, d'autres trouvent le projet très bien, parfois en développant les uns et les autres des arguments identiques.

Depuis un certain temps, je travaillais, avec mon collègue Etienne Cerexhe, sur une proposition que nous comptons déposer la semaine dernière, proposition dont le but était également de trouver un moyen d'empêcher ce commerce illicite et illégal de main-d'œuvre.

Si notre proposition différerait un peu du projet de loi-programme, elle emprunterait les mêmes moyens pour arriver au même but: responsabilité de l'entrepreneur principal et versement à l'ONSS d'une quote-part retenue sur les factures des sous-traitants.

Il est vrai que l'on peut s'étonner, par exemple, qu'un entrepreneur principal, doit connaître le nombre d'ouvriers utilisés chaque jour par ses sous-traitants, alors que les fonctionnaires compétents ne parviennent pas à effectuer les contrôles quotidiens.

Mais est-il donc anormal qu'un entrepreneur sache combien de personnes travaillent sur son chantier? N'est-il pas responsable des éventuelles malversations de ses sous-traitants? N'est-il pas justement le mieux placé pour vérifier la bonne exécution du contrat qu'il a passé avec d'autres entrepreneurs? En définitive, ne bénéficiera-t-il pas d'un meilleur choix de ceux à qui il confiera une sous-traitance?

Je pense que les « bons » entrepreneurs vont émerger et que les pourvoyeurs de main-d'œuvre seront coincés, car plus personne ne voudra prendre le risque de les utiliser.

En ce qui concerne la retenue à faire sur les factures des sous-traitants, retenue destinée à servir d'acompte à l'ONSS et au fisc, j'avais prévu la même procédure, peut-être avec des pourcentages moins élevés. Cette méthode me paraît la plus efficace

et sans aucune charge supplémentaire pour l'entrepreneur principal. Au contraire, elle garantit le versement des cotisations pour ses sous-traitants et lui évite de payer en cosolidarité quand un de ces derniers est défaillant.

Un des arguments majeurs avancé est de se demander ce qui se passera si l'entrepreneur principal retient les pourcentages et ne les verse pas à l'ONSS.

Il s'agit évidemment d'un cas extrême, mais l'envisager revient à douter de toute la profession.

Il est cependant vrai qu'il subsiste certains problèmes qui ne peuvent être prévus dans le présent projet. Tout d'abord, le manque d'agents à l'inspection sociale pour contrôler tous les chantiers. Ensuite, la transmission des constats entre l'ONSS, les services du fisc et l'inspection sociale.

Des opérations communes — les opérations « coup de poing » dont M. le ministre vient de parler — ont bien sûr été organisées ponctuellement, mais c'est dans la pratique des contrôles quotidiens des différents services qu'il faut installer une réaction immédiate.

Un autre problème, peut-être plus important encore, devra être réglé au niveau de la justice, et nous devons le dénoncer ici: les agents du fisc, de la sécurité sociale et de l'inspection sociale se plaignent du manque de réaction de certains parquets. Des plaintes sont classées sans suite, ce qui provoque un réel découragement dans les services de contrôle et d'inspection.

Il n'empêche qu'il fallait prendre des décisions pour lutter contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre, et le gouvernement a recherché la plus grande efficacité, ce qui explique sans doute les réactions.

Beaucoup parlent de manque de concertation: en commission, comme ce sera sans doute encore le cas au cours de cette discussion, les ministres nous ont assuré qu'aucun arrêté royal ne serait pris sans concertation préalable avec les responsables des secteurs de la construction.

L'entrée en vigueur des chapitres portant sur les mesures contre les activités des pourvoyeurs de main-d'œuvre est également prévue par arrêté royal.

D'aucuns ont reproché au présent projet le nombre important d'arrêtés royaux prévus.

Je pense, quant à moi, que ceci exprime la volonté du gouvernement de ne pas mettre en vigueur d'un seul coup la totalité de la loi sans possibilité d'adaptation ou d'amélioration. En effet, le nombre de décisions à prendre par arrêtés royaux permettra de mieux cibler chaque décision, après les concertations annoncées.

Voilà, monsieur le Président, quelques considérations que je souhaitais émettre à propos du projet de loi-programme.

Si quelques imperfections subsistent, elles ne me paraissent ni présenter un caractère insurmontable quant à l'application future de cette loi, ni justifier des réactions d'opposition fondamentale. Je pense, en effet, que les entrepreneurs sérieux n'ont strictement rien à craindre des mesures de lutte contre les pratiques des pourvoyeurs de main-d'œuvre; ils devront seulement être plus attentifs dans le choix de leurs sous-traitants.

Peuvent-ils dire pour autant qu'ils n'en seront pas les premiers bénéficiaires?

Incontestablement, le souci du législateur et des ministres est de les aider dans leur tâche. La concertation prévue avant les arrêtés royaux doit les rassurer.

Si, ensemble, nous pouvons, grâce à ce projet, faire cesser les pratiques éhontées des pourvoyeurs de main-d'œuvre, nous aurons fait œuvre utile, non seulement pour le secteur du bâtiment, mais aussi pour le respect des personnes et de la dignité humaine. Nous y croyons, et c'est pour cette raison que nous voterons ce projet. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Aerts.

De heer Aerts. — Mijnheer de Voorzitter, mijn uiteenzetting in deze aangelegenheid heeft eveneens betrekking op de maatre-

gelen ter bestrijding van de bedrieglijke praktijken van de koppelbazen, maar niet over de materie die reeds bij herhaling door andere sprekers is behandeld, namelijk de verplichte stortingen van 35 pct. aan de RSZ en van 15 pct. aan de belastingen.

Het is mijn overtuiging dat de «goede» hoofdaannemer geen probleem zal hebben met deze verplichting als hij ze consciëntieus uitvoert.

De verplichte stortingen zijn immers een middel. De ervaring zal uitwijzen of dit middel accuraat zal zijn in de bestrijding van deze kwaal, die in onze handels- en industriële wereld bestaat.

Mijn uiteenzetting gaat over een principe, dat vorm krijgt in de teksten die wij moeten goedkeuren. Door de aanvaarding van die teksten zou men afbreuk doen aan de bepalingen van de wet van 1851 over de voorrechten en de hypotheek. Onder andere artikel 19 van gezegde wet bepaalt dat de lonen en de wedden van arbeiders en bedienden een voorrecht hebben op andere schuldeisers. Dit voorrecht wordt tenietgedaan door dit ontwerp.

Ik heb een amendement ingediend in de commissie en herhaal de verantwoording in de openbare vergadering. Het is mijn bedoeling om eenieder ervan te overtuigen om niet in te gaan op die sociale onrechtvaardigheid die de goedkeuring van deze artikelen zou invoeren.

Moelijkheden zijn reeds ontstaan in 1978 toen men ook maatregelen trof tegen de koppelbazen en toen men het had over de geregistreerde en niet-geregistreerde medecontractanten.

In artikel 299bis, paragraaf 3, werd een tweede lid ingevoegd dat luidt: «Degene die een beroep heeft gedaan op een geregistreerde medecontractant van wie de registratie wordt geschrapt in de loop van de uitvoering van de overeenkomst moet de in het vorig lid bedoelde inhouding en storting doen bij elke betaling aan zijn medecontractant, verricht na de schrapping van de registratie.»

Deze bepaling heeft voor moeilijkheden gezorgd in de praktijk. Bij een faillissement van een medecontractant heeft de curator geoordeeld dat de bepaling van artikel 299bis van deze wet niet kan gelden in geval van faillissement omdat dan artikel 19 van de wet op de voorrechten en de hypotheek van toepassing is.

Door deze bepaling wordt de failliete massa ontdaan van geldmiddelen ten voordele van de fiscus en ten nadele van de werknemers, hetzij bedienden, hetzij arbeiders. Daarover werden rechtszaken ingespannen en de hoven van beroep van Gent en Luik waren het in afzonderlijke uitspraken eens met de thesis van de curator, namelijk dat de wetgever op geen enkel ogenblik afbreuk had gedaan aan het voorrecht dat in 1965 werd ingevoerd na heel wat sociale strijd.

Uiteindelijk ging men ermee akkoord dat er een voorrecht bestond voor de wedden en lonen van bedienden en arbeiders. Tot ieders verrassing bepaalde het Hof van cassatie: «dat in die teksten» — en het gaat om artikel 299bis — «geen onderscheid wordt gemaakt naargelang de schrapping van de registratie te wijten is aan bedrog of nalatigheid of» — zoals in dit geval — «aan de stopzetting van de werkzaamheden wegens faillietverklaring». Het Hof van cassatie voert dus aan dat de wetgever niet heeft gezegd dat deze bepaling niet van toepassing was in geval van faillissement. Derhalve mag worden geconcludeerd dat de wetgever deze uitzondering niet heeft willen maken en dat ook in geval van faillissement de fiscus de voorrang heeft op de werknemers. De fiscus kan met andere woorden de failliete massa ledigen en zo de rechtmatige eisen van bedienden en arbeiders tenietdoen.

In de praktijk rijst het probleem dat de vorderingen van de RSZ en de belastingen gehonoreerd worden, maar dat de arbeiders met lege handen op de werf achterblijven. De wetgever kan echter zo'n interpretatie nooit gegeven hebben aan de wet van 1978.

Bij het opstellen van de programmawet heeft de administratie van Financiën op een zeer handige manier vier paragrafen in het ontwerp ingelast, waardoor de uitspraak van het Hof van cassatie wet wordt. Het enige argument dat tijdens de commis-

siebespreking werd aangevoerd door de vertegenwoordigers van de administratie, was dan ook dat het standpunt van het Hof van cassatie enkel in een wet wordt omgezet. Het is echter niet de bedoeling dat het Parlement de rechtspraak achternaloop en ze met wetten legaliseert.

Ik argumenteer. Bij gebrek aan uitdrukkelijk afwijkende wetsbepalingen — ik beklemtoon deze woorden — moet het gelijkheidsbeginsel tussen de schuldeisers in acht worden genomen, onverminderd de verplichting rekening te houden met de rangorde van de voorrechten zoals bepaald in de wet van 1851. In deze materie, waarin men in 1965 een voorrecht voor de werknemers heeft ingevoerd, is een stilzwijgende wijziging onaanvaardbaar. Omdat in de wet het onderscheid niet wordt gemaakt, kan men nog niet besluiten dat de wetgever de werknemers deze voorrechten heeft willen ontnemen. De *ratio legis* is de bestrijding van de bedrieglijke praktijken van de koppelbazen. Wanneer een curator in geval van faillissement optreedt, handelt hij zowel in het belang van de schuldeisers, als van de gefailleerden, maar nooit in het belang van een derde die bepaalde wetsbeginselen heeft overtreden.

Door anders te beslissen, of door de uitspraak van het Hof van cassatie te volgen, wordt op een onopgemerkte manier een sociale onrechtvaardigheid begaan door namelijk gelden te onttrekken die van rechtswege aan de gefailleerde massa toekomen en bij wijze van voorrecht aan de werknemers. Het kan nooit de bedoeling zijn dat het Parlement op een stilzwijgende manier, bij misleiding of bij gebrek aan uitdrukkelijke uitspraken, tot dergelijke onrechtvaardigheden overgaat.

Tijdens de commissiebesprekingen heb ik amendementen ingediend om op vier plaatsen in dit wetsontwerp de teksten te wijzigen door de bedoelde paragrafen te schrappen.

In de commissie waren alle fracties, alsmede de aanwezige ministers, het erover eens dat dit nooit de bedoeling kon zijn en dat het bijgevolg ook niet kon doorgaan.

Wij verkeren echter in tijdnood. Mochten de amendementen worden aangenomen — ik ben ervan overtuigd dat iedere fractie de amendementen zou bijvallen — ontstaat er een probleem. De Kamer vergadert immers morgen voor het laatst en bijgevolg zou dit wetsontwerp niet kunnen worden aangenomen; met alle rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van dien. Ik wens dan ook dat dit wetsontwerp wordt aangenomen.

Mijnheer de minister, ik zou het appreciëren indien u zegt dat het niet de bedoeling is van de regering om dergelijke teksten in een programmawet snel door het Parlement te loodsen en dat bijgevolg, bij het begin van het parlementair jaar, een wetsvoorstel kan worden ingediend — naar ik hoop door alle fracties ondertekend — om deze vier paragrafen uit de wet te schrappen en op die manier recht te laten gelden voor de betrokken werknemers.

In geval van faillissement verdwijnt het geld naar de fiscus en naar de RSZ, maar de werknemers blijven met lege handen op de stoep staan. Dit mag niet gebeuren. Ik ben ervan overtuigd dat ik niet de enige ben om dit te verdedigen en om recht te laten wedervaren.

Het zou mij verheugen indien er vanuit iedere fractie een woordvoerder zegt dat men niet bereid is om die onrechtvaardigheid te laten begaan. Ik hoop dat iedere fractie het erover eens is om later, via een wetsvoorstel, deze wet te wijzigen om recht te laten wedervaren.

Ik weet, mijnheer de minister, dat u en ook de regering de nodige solidariteit zullen opbrengen om met medewerking van alle senaatsfracties in het najaar de correcties aan deze wet aan te brengen die wij bij gebrek aan tijd nu niet kunnen invoegen. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Lallemand.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, j'ai écouté avec attention les propos de M. Aerts. Nous sommes certainement très sensibles aux arguments qu'il a développés. Je tiens toutefois à attirer son attention sur la portée exacte de ses amendements.

D'un point de vue rigoureusement formel, les amendements que vous déposez, monsieur Aerts, consistent à revenir à la situation légale antérieure puisque vous éliminez de la loi des paragraphes, des articles qui consacrent la jurisprudence de la Cour de cassation. Vous remettez donc le droit en l'état où il était avant cette loi-programme, c'est-à-dire en l'état qui a permis à la Cour de cassation de l'interpréter dans le sens que vous critiquez.

Si les amendements que vous déposez étaient votés tels quels, il y aurait encore un problème d'interprétation sur la portée de la suppression qu'implique le vote de vos amendements. L'on pourrait comprendre que l'acceptation de vos amendements signifie que le législateur ne suit pas l'interprétation de la Cour de cassation, mais, formellement, vous conviendrez qu'il serait préférable de dire positivement ce que vous dites négativement, c'est-à-dire de faire en sorte que, dans une nouvelle proposition de loi, une autre formulation soit faite qui soit beaucoup plus explicite, qui évite toute ambiguïté sur le problème et réponde aussi à d'autres objections qui pourraient être apportées aux amendements que vous déposez.

Sur le fond donc, et sous réserve de mieux connaître vos intentions nous pouvons probablement nous entendre. Quant à la forme, il est clair que notre groupe ne votera pas les amendements parce que nous ne souhaitons pas retarder, de quelque façon que ce soit, le vote de la loi. Mais il souhaitera certainement appuyer, dans le courant de cette année, une autre proposition. Vous pourriez certainement songer à la rédiger. Nous nous accorderons sans doute après avoir entendu l'avis du ministre sur cette délicate question.

M. le Président. — La parole est à M. Aerts.

M. Aerts. — Monsieur le Président, je suis parfaitement d'accord sur l'interprétation de M. Lallemand. Les propositions que nous introduirons seront des propositions formelles et non pas négatives comme celle-ci. Mais actuellement, nous n'avons pas d'autre possibilité.

Ces amendements ne seront pas acceptés. J'ai conseillé à mon groupe de voter la loi.

Je serai le seul à voter contre pour souligner que nous ne voulons pas d'une telle injustice sociale dans la loi. Il est bien certain que nous devons introduire une proposition autrement libellée. Je n'entends pas obtenir un succès personnel; je souhaite l'accord de tous sur un texte formulé positivement, de manière à éviter toute interprétation négative à l'avenir.

Nous nous entendons parfaitement sur ce point, monsieur Lallemand. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Loor.

De heer De Loor. — Mijnheer de Voorzitter, dat wij vanavond zoveel over koppelbazen spreken, toont aan hoezeer we allen begaan zijn met dit fenomeen en vooral met de activiteiten die de koppelbazen ontplooiën.

De recente oproep van de Nationale Raad van de confederatie van het bouwbedrijf en van andere werkgeversorganisaties uit deze sector verwondert mij. De oproep om de artikelen van de programmawet betreffende de strijd tegen de koppelbazen niet aan te nemen, lijkt ons onlogisch om de volgende redenen.

Ten eerste, dit ontwerp gaat uit van de wetenschap dat de praktijk van de koppelbazen met harde en strenge maatregelen moet worden bekampt. De koppelbazen kunnen immers verantwoordelijk worden gesteld voor massale fraude en voor de tewerkstelling van arbeiders buiten de sociale zekerheid. Dat het hen daarbij menens is, werd voldoende bewezen door het geval-Stéphane Steinier waar hier ook al naar verwezen is.

Ten tweede, aan dit ontwerp is een ruime consultatie vooraf gegaan zowel met de werknemers- als met de werkgeversorganisaties. Een van de redenen voor deze raadpleging is het besef dat de praktijk van de koppelbazen het best kan worden aangepakt in samenwerking met de sociale partners. De huidige opstelling van de werkgevers valt dan ook te betreuren. In dit

verband kunnen we ook nog verwijzen naar de bedoeling van minister Van den Brande die ook na het van kracht worden van deze wet het overleg met de bouwsector wil voortzetten.

Ten derde lijken de voorgestelde maatregelen een efficiënt instrument om de strijd tegen de koppelbazen aan te gaan. De massale fraude ten aanzien van de Schatkist en de dubieuze behandeling van de arbeiders worden het best aangepakt door de hoofdaannemer mee verantwoordelijk te stellen. Wat daarbij opvalt is dat de werkgevers stom blijven voor alternatieve maatregelen. Het verstrengen van de maatregelen en van de controle van bepaalde mistoestanden vergen een supplementaire inspanning van de belanghebbenden. In de strijd tegen de koppelbazen lijkt het mij dan ook logisch dat de werkgevers die direct geconfronteerd worden met deze massaal georganiseerde fraude, hun verantwoordelijkheid op zich nemen.

*De heer Boël, oudste aanwezige lid,
treedt als voorzitter op*

Vanuit deze optiek is het voor ons onbegrijpelijk dat het verzet van de werkgevers uit de bouwsector zich hoofdzakelijk toespit op de gedeelde aansprakelijkheid van hoofd- en onderaannemers. De hoofdaannemer die deze aansprakelijkheid niet wenst op zich te nemen dient ervoor te zorgen dat bij betaling van zijn onderaannemer de voorgeschreven percentages worden doorgestort, 35 pct. aan de rijks sociale zekerheid en 15 pct. aan de fiscus. Met andere woorden, de aannemer beschikt over een zekere keuzemogelijkheid, namelijk de al dan niet hoofdelijke aansprakelijkheid. Wanneer men te maken heeft met een onderaannemer die juridisch en fiscaal in orde is, dan is er, in tegenstelling tot wat de werkgeversfederatie suggereert, geen enkele financiële consequentie. Het argument dat vooral de bonafide onderaannemers getroffen worden, kan worden weerlegd door te verwijzen naar het fenomeen van de koppelbazen.

De huidige praktijken, die verantwoordelijk zijn voor ettelijke miljarden minder inkomsten voor de staatskas, tonen immers aan dat te veel aannemers onterecht te goeder trouw zijn met betrekking tot de activiteiten van hun partners. Volgens het huidige ontwerp kunnen zij dan ook hun bonafide karakter bewijzen door het automatisch doorstorten van de vereiste bedragen aan de RSZ en de fiscus.

Samen met het principe van de aansprakelijkheid van de hoofdaannemer, maakt het aanwezigheidsregister de kern uit van de voorgestelde regeling. Herhaaldelijk hebben wij reeds aangedrongen op de veralgemening van het aanwezigheidsregister ter bestrijding van het sluikwerk in het algemeen. Wij hopen dan ook dat de huidige voorstellen betreffende de absentielijst in de bouwsector een eerste stap zijn in de richting van die veralgemening.

*De heer Toussaint, eerste ondervoorzitter,
treedt opnieuw als voorzitter op*

Het sluitstuk van de algemene regeling zijn de voldoende zware sancties, waardoor de koppelbazen zullen afzien van hun praktijken en die de hoofdaannemers ertoe zullen aansporen enige voorzichtigheid aan de dag leggen bij de selectie van hun onderaannemers. De ernstige aannemers en onderaannemers hebben immers, zoals zijzelf in hun persactie beweren, er het meest belang bij dat de plaag van de koppelbazen uitgeroeid wordt.

De vernieuwde reglementering maakt een efficiënte bestrijding van het fenomeen van de koppelbazen ongetwijfeld mogelijk. Daaraan voegen wij echter onmiddellijk toe dat de controle-inspanningen moeten worden verhoogd, indien men de reglementering geen dode letter wil laten blijven. Dit vergt echter bijkomende initiatieven in verband met het personeelskader van de sociale inspectie, een nauwkeurige bepaling van de bevoegdheden van inspecteurs en een consequente afhandeling van de processen-verbaal van de inspecteurs. Wij vernemen daarom graag van de minister van Tewerkstelling en Arbeid of er aan de versterking van die controle gewerkt wordt en welke zijn plannen ter zake zijn. Van die controle zal immers in grote mate

het welslagen van het initiatief afhangen. Wanneer het risico om te worden gecontroleerd miniem blijft en na controle het proces-verbaal meestal geseponneerd wordt, zullen koppelbazen verder woekeren.

Wij delen ook de bezorgdheid van degenen die opmerken dat het fenomeen van de koppelbazen niet beperkt blijft tot de bouwsector, maar ook andere sectoren teistert.

Een ander aspect betreft het internationale karakter van het fenomeen van de koppelbazen. Kan de minister toelichten hoe hij in de toekomst dit aspect zal aanpakken?

Ter afronding uiten wij nogmaals onze appreciatie voor dit ontwerp ter bestrijding van de koppelbazen. Toch moeten wij ons hoeden voor onterechte euforie. Het ontwerp is een efficiënt en belangrijk controle-instrument, maar er moeten snel maatregelen worden genomen opdat het instrument effectief kan worden gehanteerd. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Clippele.

M. de Clippele. — Monsieur le Président, une unanimité se dégage quant à l'objectif visé. Sur le plan fiscal, il est normal que chacun paie ses impôts. Sur le plan de l'ONSS, il est normal que chacun verse des cotisations sociales. Sur le plan de la concurrence déloyale, il n'est pas normal que certaines entreprises nuisent à celles qui remplissent leurs obligations. Enfin, sur le plan de la protection sociale, il est normal que les travailleurs des sous-traitants puissent également bénéficier de la sécurité sociale.

Toutefois, la même unanimité ne se dégage pas en ce qui concerne les modalités. En commission, le ministre des Finances nous a expliqué qu'à la suite d'une concertation organisée avec les secteurs, les mesures avaient été coulées en dispositions fiscales ou sociales.

Monsieur le ministre, comme moi, vous avez lu les grands encarts dans les journaux. Le secteur de la construction, notamment, a réagi. Cela signifie qu'il y a eu équivoque ou malentendu au niveau de cette concertation.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — On a rencontré le secteur depuis.

M. de Clippele. — Excusez-moi, monsieur le ministre, mais cela n'apparaît pas dans le projet que vous nous soumettez. Vous parlez sans doute des futurs arrêtés royaux sur lesquels nous reviendrons.

Le principe est que les entrepreneurs principaux versent 50 p.c. pour certains travaux spécifiques; dans le futur arrêté royal, il s'agirait du coffrage, du ferrailage et de la mise sous toit ainsi que des travaux effectués par certaines catégories de sous-traitants enregistrés. Je relève une dérogation à la théorie classique de la sécurité sociale puisqu'il ne s'établit pas de relations personnelles entre l'employeur qui paie les cotisations et l'ouvrier du sous-traitant. Normalement, cette relation personnelle existe entre l'employeur et l'employé. Il n'en va pas ainsi dans le cas qui nous occupe puisqu'il s'agit de l'employeur principal, d'une part, et de l'employé et de l'ouvrier du sous-traitant, d'autre part. Cette situation s'oppose au principe même des relations personnelles en ce qui concerne la sécurité sociale.

J'aborde à présent le problème de la responsabilité. Celui qui s'engage par contrat envers un entrepreneur enregistré deviendra débiteur solidaire, tenu au paiement de 50 p.c. du prix des travaux, si l'entrepreneur exerce une autre activité que celle pour laquelle il a été enregistré ou s'il occupe plus de travailleurs que prévus à l'enregistrement.

La question se pose de savoir où l'on peut s'adresser pour obtenir les renseignements en rapport avec les activités et le personnel de l'entrepreneur. Ce n'est certainement pas la commission d'enregistrement qui donnera les renseignements. Même si une personne a recueilli soigneusement toutes les informations requises, elle ne pourra pas empêcher qu'en cours d'exécution des travaux pour son compte, l'entrepreneur enregistré engage du personnel supplémentaire ou étende le champ de ses activités.

Même le meilleur père de famille pourrait être dupé et se voir imposer une lourde charge alors qu'aucune faute ne lui incombe. En effet, une fois engagé, il ne lui sera plus possible de mettre fin au contrat qu'il a conclu avec l'entrepreneur.

En d'autres mots, comme M. Boël l'a dit tout à l'heure, un délégué permanent de l'entrepreneur principal devra effectuer un contrôle tant des activités que du nombre d'ouvriers. C'est une charge supplémentaire pour les entrepreneurs principaux.

Indépendamment de la question de savoir si cette retenue de 35 p.c. pour l'ONSS et de 15 p.c. pour le fisc est supportable pour le sous-traitant — question qui ne relève pas de la compétence de l'ONSS —, il convient de faire remarquer que le sous-traitant demeurera dans l'incertitude quant à la destination du paiement, à savoir à son compte ou à celui de ses sous-traitants.

De plus, l'imputation par l'ONSS prendra beaucoup de temps, car cette administration devra disposer de toutes les données relatives aux éléments de la facture, à la collaboration des sous-traitants et à la proportion de travaux exécutés par sous-traitants et « sous-sous-traitants » avant de pouvoir effectuer les versements.

Je tiens également à souligner que le sous-traitant lui-même sera privé de la moitié de la somme qui lui revient. Un entrepreneur débutant dont les réserves financières peuvent être insuffisantes sera privé de la moitié de son fonds de roulement. Nul n'ignore que les remboursements qui émanent de l'Etat se font souvent attendre, principalement en ce qui concerne l'ONSS. Un délai de plus de dix-huit mois a été évoqué.

J'en viens aux problèmes spécifiques à l'administration. Si l'application de ces dispositions n'est pas restreinte en fixant un plafond élevé ou en limitant les activités assujetties, elle sera submergée d'une masse de documents censés lui donner une idée exacte de l'évolution des travaux. Elle ne disposera ni du personnel indispensable ni des connaissances requises.

En ce qui concerne les employeurs, il convient de souligner que tant que l'ONSS n'a pas procédé à l'affectation des paiements, ni les sous-traitants ni les « sous-sous-traitants » ne pourront prétendre à des sommes détenues par cette administration. Dès lors, ils se verront contraints de payer leurs cotisations sans pouvoir tenir compte des sommes qui leur seront éventuellement destinées, ce que seul l'avenir pourra révéler.

Je rappelle qu'environ 40 000 employeurs sont immatriculés à l'ONSS comme relevant du secteur immobilier; 26 000 d'entre eux sont enregistrés comme entrepreneurs. Il va de soi que le nombre de contrats conclus entre entrepreneurs et sous-traitants n'est pas connu.

J'aborderai à présent un point relatif à la solidarité. Permettez-moi, monsieur le ministre, d'effectuer un petit retour en arrière. Sans doute, vous rappelez-vous la loi du 4 août 1978 sur la solidarité entre l'entrepreneur non enregistré et le maître de l'ouvrage, pour autant qu'il ne s'agisse pas de la construction d'une maison individuelle par un particulier. La loi précitée, toujours en vigueur, prévoit que le maître de l'ouvrage doit verser 30 p.c. du prix des travaux — 15 p.c. au fisc, 15 p.c. à la sécurité sociale.

J'avais, par le biais d'une question parlementaire, interrogé votre prédécesseur au département des Affaires sociales, sur la façon dont cette situation risquait d'évoluer. Il m'a été répondu que dans 1 798 cas, des maîtres de l'ouvrage après avoir rempli les obligations précitées, avaient été entraînés dans la faillite de leur sous-traitant et contraints de payer jusqu'à deux fois cette somme de 30 p.c. En son temps, M. Cerexhe avait déposé une proposition de loi visant à supprimer cette injustice.

Dans le cas présent, vous auriez pu, monsieur le ministre, éviter cette effet pervers. J'ai d'ailleurs déposé un amendement en ce sens, à l'article 54.

J'estime anormal que l'entrepreneur principal et le sous-traitant devienne solidairement responsables, à concurrence de 50 p.c. du montant de la facture, du paiement des cotisations à l'ONSS, des rémunérations des travailleurs sur le chantier et des cotisations destinées à un fonds de sécurité d'existence.

En d'autres termes, plusieurs créanciers peuvent prétendre à un même montant. Cette pratique est contraire à l'article 8 de la loi sur les hypothèques; le gage général des créanciers constitue, en effet, le patrimoine actuel et futur du débiteur. Il y a donc concours d'intérêts sur un bien déterminé et limité. M. Aerts a abordé cette question précédemment.

Plusieurs créanciers — ONSS, travailleurs et Fonds de sécurité d'existence — prennent jugement pour leur créance, éventuellement limitée au montant de la responsabilité, soit jusqu'à 50 p.c. du prix. Ensuite, ils découvrent que le débiteur s'est acquitté envers la partie la plus diligente. En effet, les trois créanciers détiennent chacun un privilège; celui des travailleurs bénéficie de la priorité.

Par ailleurs, l'ONSS n'a aucun intérêt à introduire une procédure dont l'issue ne sera peut-être pas favorable. Finalement, comment peut-on expliquer que le non-paiement à l'ONSS de 35 p.c. par un sous-traitant entraîne la solidarité de tous les sous-traitants alors qu'ils n'ont commis aucune faute ou négligence? Lors de la discussion en commission à la Chambre, le ministre des Finances a clairement exposé — le rapport en fait état — son intention de dissuader les entrepreneurs généraux de s'adresser à des sous-traitants pour certains gros travaux tels que le ferrailage, le coffrage ou la mise sous toit. Je ne comprends pas cette démarche car nous vivons une époque où la spécialisation tend à se généraliser. Par ailleurs, un entrepreneur principal ne peut pas tout faire.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Où avez-vous lu cela, monsieur de Clippele?

M. de Clippele. — Cette déclaration, reprise dans le rapport de la Chambre, émane du ministre des Finances. Elle me surprend, car, je le répète, les entrepreneurs généraux ne peuvent pas tout faire. Par conséquent, il est normal qu'ils s'adressent à des spécialistes sous-traitants, c'est-à-dire généralement des PME dont l'expansion ne doit pas être limitée.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — J'imagine que le ministre des Finances voulait ainsi souligner que, dans certains cas, les entreprises générales ne disposent pratiquement plus d'ouvriers dans le domaine du coffrage et du ferrailage. Dans certaines régions, en effet, ces derniers sont entièrement livrés aux mains des pourvoyeurs de main-d'œuvre. Actuellement, même des entreprises saines reçoivent la visite des pourvoyeurs de main-d'œuvre à la sortie des chantiers. Vu la reprise de la construction, ils essayent de débaucher les quelques travailleurs demeurant encore dans le secteur en leur présentant les avantages immédiats qui, à première vue, paraissent intéressants. En fait, le travailleur qui n'est plus couvert socialement s'aperçoit très vite qu'il est la victime de ce système. Le phénomène a pris une telle ampleur que, dans certains cas, il est devenu impossible de trouver des ouvriers qui ne soient pas fournis par les pourvoyeurs de main-d'œuvre. Les entreprises ont donc intérêt à conserver un certain nombre de travailleurs, de manière à ne pas connaître une situation de dépendance totale à l'égard des pourvoyeurs de main-d'œuvre. C'est sans doute ce que mon collègue des Finances a voulu dire.

M. de Clippele. — Monsieur le ministre, je partage votre avis et j'approuve le but que vous visez. La méthode pour y parvenir constitue cependant un problème.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — La volonté n'est cependant pas la même partout!

M. de Clippele. — Il convient de trouver une méthode qui fasse le moins de tort possible aux PME.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — En visant le moindre dégât, on court le risque de ne rien faire.

M. de Clippele. — Le ministre des Finances a annoncé un arrêté royal qui préciserait les travaux spécifiques: coffrage, ferrailage, etc. Cet arrêté royal serait pris après concertation

avec le secteur. Je suis inquiet car, en son temps, vous avez dit qu'une concertation était déjà intervenue en vue de ce projet de loi. Cette concertation a entraîné une sorte de divorce entre le secteur et vous-même. Que va-t-il advenir de cet arrêté royal?

En second lieu, j'aurais souhaité que des termes comme « coffrage » soient inclus dans la loi et non dans un arrêté royal afin qu'un autre gouvernement ne puisse prendre un arrêté royal dans un autre sens.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Si les pourvoyeurs de main-d'œuvre imaginent de baptiser lapin, une carpe et de remplacer le mot « coffrage » par un autre, la loi n'aura plus aucune valeur. N'avez-vous pas pensé à cela?

M. de Clippele. — Le vote de ce projet de loi vous laisse — vous en conviendrez — pour une grande part, carte blanche.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Il faut évidemment définir un cadre légal; la portée des arrêtés doit certes être limitée, mais il faut aussi prévoir la possibilité d'une évolution par le biais d'autres arrêtés. Il faut également prévenir l'immagination fertile de ces personnes qui vivent de l'exploitation humaine.

M. de Clippele. — Ainsi que M. Boël l'a expliqué, il existe d'autres méthodes, comme la carte de travail ou le système hollandais que je ne connais pas personnellement. Peut-être serait-il adaptable à notre pays quant au problème dont il est question?

Par ailleurs, le rôle de l'ONSS consiste à percevoir les cotisations de sécurité sociale et non les montants dont la destination ne peut être déterminée qu'après des mois, voire des années ou encore moins des sommes qui sanctionnent lourdement la non-déclaration d'un chantier de construction. Si ces tâches étaient confiées à l'ONSS, il faudrait d'abord adapter l'effectif en personnel, sa qualification et les infrastructures nécessaires.

Il ressort des considérations que je viens d'émettre que l'ONSS se montre sceptique sur la manière dont le projet de loi en discussion engage la lutte contre les pratiques des pourvoyeurs de main-d'œuvre. L'ONSS estime plutôt qu'une telle législation aura l'effet inverse et qu'elle aggravera cette « plaie » en lui conférant un fondement légal.

Je tiens à vous préciser, monsieur le ministre, car j'ai l'impression que vous n'êtes pas au courant, que l'ONSS pense exactement le contraire de vous. Avant de nous proposer un tel projet de loi, vous devriez — à mon sens — accorder vos violons avec cet office. Les mesures que vous nous proposez sont complexes, inapplicables et suscitent une insécurité juridique. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — Monsieur le Président, en ce qui concerne le problème des pourvoyeurs de main-d'œuvre, il faut agir vite, bien et fort. Nous sommes heureux de constater que le gouvernement, par le biais de ce projet de loi, atteint ces objectifs.

En effet, les dispositions précédentes — en particulier la loi de 1978 qui a effectivement rendu des services dans les premières années — ont été largement contournées par les pourvoyeurs de main-d'œuvre qui sont parvenus à obtenir leur enregistrement. Il fallait, par conséquent, trouver une parade à leurs agissements.

La carte de sécurité sociale mise au point par le précédent gouvernement pour lutter contre le travail au noir et, en l'occurrence aussi, contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre, s'est révélée inapplicable.

Les mesures proposées dans ce projet de loi répondent, me semble-t-il, aux vœux des entreprises qui n'hésitent pas à dire, à juste titre, qu'il faut extirper ce mal des pourvoyeurs de main-d'œuvre, entreprises qui devront cependant avoir le courage de procéder au « nettoyage » dans leur secteur d'activités.

Finalement, elles sont peut-être les mieux à même d'effectuer ce travail car elles connaissent bien les sous-traitants. les frau-

deurs, les pourvoyeurs de main-d'œuvre et les entrepreneurs honnêtes, qui sont, je m'empresse de le dire, nombreux. A cet égard, les organisations professionnelles doivent aider leurs membres à faire la distinction entre les bons et les mauvais. Pourquoi une liste noire — il en existe bien dans d'autres domaines! — ne circulerait-elle pas parmi les entreprises? Cela constituerait, à mon avis, une contribution efficace de la part des associations professionnelles, à la lutte contre ce fléau.

Si l'on examine les mesures proposées, les conséquences financières peuvent être graves pour l'entrepreneur principal qui manquerait de prudence, ainsi que M. Boël l'a rappelé. En commission des Finances, deux craintes — qui méritent, me semble-t-il, d'être rappelées ici — ont été évoquées. Tout d'abord, les PME — nombreuses dans le secteur de la construction — risquent d'être pénalisées de deux manières. D'une part, elle pourraient ne pas recevoir la totalité des factures qu'elles établissent et, d'autre part, elles devraient également cotiser à la sécurité sociale et pourraient ainsi devoir effectuer un double paiement. Je reviendrai sur ce point.

J'en arrive à la seconde crainte. Les PME se sont très souvent spécialisées dans des domaines tout à fait spécifiques. L'évolution technologique — tant en ce qui concerne les équipements que les métiers eux-mêmes — exige aujourd'hui, en effet, que les sociétés deviennent hautement spécialisées. Pour elles, c'est une question de rentabilité, mais c'est aussi indispensable à la compétitivité de l'ensemble du secteur et de notre économie. Or, les PME craignent que cette loi ne mettent ces deux objectifs en péril.

Il ne faut jamais oublier — on ne doit cesser de le répéter — que trois types d'arrêtés royaux doivent être pris. Tout d'abord, il faut que les activités soient définies et, tout comme vos collègues, vous avez expliqué très clairement que l'on entendait ainsi s'attaquer aux pourvoyeurs de main-d'œuvre et uniquement à eux. Les autres sous-traitants qui travaillent dans le secteur de la construction ne sont donc pas concernés.

Ensuite, vous avez également précisé — c'est aussi très important — que les sommes qui seraient versées soit aux contributions, soit à la sécurité sociale — en retenue sur les factures des sous-traitants concernés — par les entreprises, y compris celles que l'on soupçonne au départ d'être malhonnêtes, constituent des avances sur les versements qu'elles doivent effectuer. Par conséquent, il n'est pas question qu'elles remboursent un quelconque montant ou qu'elles effectuent un second versement. Elles n'ont, dès lors, aucune crainte à avoir à cet égard.

J'estime que cela devait être répété et que les mesures prises peuvent être bénéfiques pour autant, bien entendu, que la définition des activités en question — cela constitue d'ailleurs la plus grande difficulté — soit établie en concertation avec les différents secteurs professionnels impliqués et, sans doute également, avec les organisations syndicales.

Votre collègue, le ministre de l'Emploi et du Travail, qui arrive à l'instant, a déclaré qu'une fois les arrêtés royaux préparés, l'on procéderait à une information des commissions de la Chambre et du Sénat.

J'en arrive maintenant à la question des privilèges, en cas de faillite, que notre collègue, M. Aerts, a déjà abordée.

Si l'on vise précisément les pourvoyeurs de main-d'œuvre, c'est parce qu'il s'agit, dans leur chef, d'une stratégie susceptible de provoquer des faillites. Il ne faudrait pas en arriver à une situation absurde, du point de vue des travailleurs, qui permettrait de verser le précompte professionnel et les cotisations sociales relatives à des salaires qui, eux, n'auraient pas été payés et ce sans que les travailleurs, victimes de la faillite, puissent obtenir un droit quelconque sur ces montants.

Je suis donc d'accord pour que nous modifions cette loi. Nous disposons, pour ce faire, du temps nécessaire puisqu'une faillite, en principe, n'intervient pas soudainement.

J'espère, monsieur le ministre, que vous marquerez votre accord sur cette perspective. Toutefois, je souligne que la simple suppression de paragraphes, dans certains articles, ainsi que le propose un amendement, ne changera pas fondamentalement la situation, comme l'a déclaré M. Lallemand. En effet, la

jurisprudence resterait la même et se situerait dans la perspective décrite dans ces articles. Il faudrait donc renverser la situation en étudiant de manière approfondie les implications d'un tel changement. Je précise qu'il me paraît préférable d'appliquer la loi immédiatement, en raison du caractère d'urgence. Je ne doute pas que l'on puisse trouver des appuis dans la mesure où l'on ne vise que les activités des pourvoyeurs de main-d'œuvre, ce qui est d'ailleurs mentionné explicitement tout au long de l'exposé des motifs. Toutes les entreprises sérieuses, qui veulent le développement du pays et de ses régions, ainsi que l'assainissement de ce type de pratique injuste et portant préjudice aux travailleurs et aux entreprises, seront certainement favorables à ce projet. Nous avons d'ailleurs tous intérêt à éliminer cette forme particulière de concurrence déloyale. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Busquin, ministre.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Monsieur le Président, je tiens à remercier le rapporteur, M. Taminiaux, ainsi que les collègues qui sont intervenus dans le débat. Je voudrais tout d'abord préciser la portée de ce projet de loi et expliquer la volonté politique qui est la nôtre et qui serait certainement celle de la majorité si chacun voulait en comprendre objectivement le contenu. Il y aurait, dans ce cas, unanimité au Parlement pour défendre ce projet qui veut donner un cadre légal à des dispositions à prendre. Mais puisqu'il faut encore et toujours expliquer, j'en précise à nouveau la portée.

Il est évident qu'il a été établi afin de contrer les activités des pourvoyeurs de main-d'œuvre. Le gouvernement a jugé indispensable de le faire adopter rapidement, ce qui motive son insertion dans une loi-programme.

Le projet a pour but de créer un ensemble de mesures législatives et réglementaires qui complète le dispositif mis en place en 1978, lorsque furent créées les commissions d'enregistrement.

Ces nouvelles mesures portent essentiellement, en matière sociale, sur deux axes, à savoir le versement à l'ONSS, par l'entrepreneur principal, d'un pourcentage du montant de la facture dont il est redevable à son sous-traitant, ainsi que la tenue d'une liste journalière de tous les travailleurs occupés sur un chantier.

Ces mesures sont complétées par un dispositif d'information, à destination de l'ONSS, afin de permettre une perception plus rapide des cotisations.

Il faut avant tout relever que le projet de loi fixe des orientations générales et donne au Roi les moyens de déterminer, par des arrêtés d'exécution, les différents secteurs d'activité auxquels ces dispositions seront applicables, ainsi que l'importance et la nature des travaux à prendre en considération.

Comme nous l'avons précisé, aussi bien M. Van den Brande que moi-même et M. Maystadt, à la Chambre, ainsi qu'à la commission des Affaires sociales, ces arrêtés seront élaborés après concertation avec tous les partenaires sociaux concernés. Une première réunion de contact a déjà eu lieu à ce sujet.

Il faut souligner que les amendements proposés reprennent les propositions discutées en commission des Affaires sociales.

L'établissement d'office des cotisations de sécurité sociale existant déjà à l'article 22 de la loi du 27 juin 1969, le nouvel article 22bis n'innove pas, mais complète le texte actuel.

Les modalités des versements provisionnels seront définies dans les arrêtés d'exécution, ce qui rend inutile l'amendement proposé à l'article 20, qui définit la manière d'effectuer les retenues.

A propos de l'article 30ter, il faut souligner que l'enregistrement est fait par catégorie de travaux et non par chantier. Il a déjà été précisé, en commission des Affaires sociales de la Chambre, les conditions dans lesquelles cette disposition serait appliquée.

Pour ce qui concerne le problème des associations momentanées, il faut rappeler qu'il s'agit d'un contrat conclu entre plusieurs sociétés, toujours représentées par un responsable.

La retenue fixée à 35 p.c. de la facture payée par un entrepreneur principal, à son sous-traitant, s'applique à des entreprises à haute densité de main-d'œuvre dans lesquelles, comme l'a dit M. Boël, le facteur travail représente plus de 50 p.c. des coûts.

Le projet de loi précise que ce pourcentage peut être réduit. Nous nous proposons de le moduler en fonction de la part du travail dans la facture.

Les problèmes de trésorerie et d'imputation des paiements exécutés respectivement par l'entrepreneur principal et le sous-traitant devront évidemment être pris en compte dans la rédaction des arrêtés d'exécution.

Nous sommes parfaitement conscients qu'il existe, à ce niveau, un mécanisme qui ne doit pas pénaliser financièrement les entreprises.

Il faudra veiller, d'une part, à ce que l'ONSS perçoive ce qui lui est dû et, d'autre part, à ne pas pénaliser le sous-traitant qui s'acquitte de ses obligations.

Je reconnais que c'est peut-être l'élément de l'arrêté qui sera le moins aisé à mettre en place, non sur le plan juridique, mais sur le plan pratique, afin que l'argent circule le plus facilement possible. Pour cette raison, nous tenons à en discuter avec le secteur, dans les meilleures conditions.

Les amendements visant à réduire les amendes imposées aux entrepreneurs qui ne remplissent pas leurs obligations doivent prendre en considération le fait qu'il s'agit avant tout d'un arsenal dissuasif.

Nous avons organisé des opérations « coup de poing » sur différents chantiers. Actuellement, les services de l'Assurance maladie-invalidité vérifient tous les bons de cotisation. En effet, les pourvoyeurs de main-d'œuvre avaient développé de faux bons de cotisation, de fausses pièces sociales. Cela démontre que l'individualisation telle que proposée par d'aucuns — la carte liée au travailleur — peut être dangereuse car des faux sont trop faciles à réaliser.

Nous devons nous attaquer à la cause fondamentale de cette fraude économique. Il faut relever — et cela a été dit à plusieurs reprises — le fait que le texte ne sera pas généralisé dans son application, mais orienté vers les secteurs à risques.

Comme je l'ai dit à M. de Clippele, demain peut-être, ces pourvoyeurs de main-d'œuvre pourraient s'orienter vers d'autres secteurs. Les dispositions ne peuvent donc être trop rigides, une certaine souplesse étant nécessaire pour suivre ce problème. D'ailleurs, c'est ce manque de souplesse de la part du gouvernement précédent qui a rendu ses dispositions inopérantes.

Nous sommes conscients que le projet de loi ne peut ambitionner de tout résoudre. Dans quelques années, nous devons sans doute le modifier quelque peu, préciser certains points ou combler des lacunes dans les arrêtés d'application. Le gouvernement y veillera. A cet égard, la discussion parlementaire a été enrichissante. Certains aspects mis en évidence nous avaient manifestement échappé lors de la rédaction du texte. Je pense ici tout particulièrement aux observations de M. Aerts. Je rejoins le premier intervenant: c'est au niveau européen qu'il faut appréhender le problème et coordonner les actions.

Je songe notamment aux dispositions prises par le ministre français, M. Soisson. En Allemagne, on augmente la valeur des cautions. Il est à craindre, si des dispositions européennes ne sont pas prises, que ces pourvoyeurs de main-d'œuvre s'installent à nos frontières continuant à sévir puisqu'ils pourraient se déplacer et engager de la main-d'œuvre étrangère qui se lancerait sur nos marchés à la suite de l'ouverture du marché unique de 1992.

Tout comme M. Van den Brande, je rendrai les différents ministres européens des Affaires sociales et de l'Emploi et du Travail attentifs à ce problème. En effet, il s'agit d'un exemple type de dérégulation dangereuse pour les entreprises et pour les travailleurs. Je remercie M. Taminiaux d'avoir souligné cette portée européenne.

Je souhaiterais à présent répondre aux propos tenus par M. Anthuenis. Nous avons toujours eu — et nous avons encore — un souci constant de concertation, de négociation. M. Van den Brande et moi-même avons donc été surpris par ce placard

publicitaire que nous considérons comme déplacé. Nous n'avions encore jamais vu cela, et il nous a semblé bizarre que la FEB, par exemple, se soit associée à cette action; elle connaît sans doute certains problèmes internes.

L'extension de la notion d'enregistrement répond simplement au fait que, depuis l'entrée en vigueur de la réglementation en 1978, l'ensemble des entrepreneurs peut être enregistré sans que, pour autant, le travail au noir puisse être combattu. Telle est la réalité.

Aucun des secteurs cités par M. Anthuenis ne figure dans le projet de loi. Vous pouvez donc constater que l'on tient parfois des propos inexacts. Par contre, nous avons cité les quelques secteurs limités qui seraient pris en compte: coffrage, ferrailage, terrassement, entreprise de maçonnerie générale. Nous avons également précisé que cela ne se ferait pas à n'importe quel niveau de travaux, ni n'importe comment.

Les problèmes de trésorerie des sous-traitants — question difficile et délicate, je le répète — seront pris en compte dans l'élaboration des arrêtés d'exécution.

A M. Monfils, je répondrai que la législation existante est appliquée, mais qu'elle n'est plus adaptée aux fraudes nouvelles commises par les pourvoyeurs de main-d'œuvre. Tout le monde en est bien conscient.

Il est exact que les services d'inspection sociale manquent de personnel. C'est la raison pour laquelle mon collègue de l'Emploi, M. Van den Brande, et moi-même, demandons au gouvernement de procéder à un recrutement prioritaire. Ce n'est pas notre faute si les gouvernements précédents ont laissé le secteur de l'inspection sociale dans un certain désarroi et s'ils ne lui ont pas toujours porté toute l'attention requise. Nous essayons quant à nous de rencontrer le problème.

Les textes auxquels il est fait référence pour ce qui concerne la provision ne figurent pas dans la loi-programme.

Si la notion d'enregistrement est étendue, c'est pour répondre aux lacunes de la réglementation actuelle.

Enfin, le délai de six mois est de la pure invention. Il ne figure pas dans la loi.

M. Monfils a énoncé, à cette tribune, une série de contre-vérités. Il me plaisait de les relever.

Je remercie tout particulièrement MM. Antoine, De Loor et de Wasseige, notamment, d'avoir bien précisé la portée du projet. Je répète à leur intention que notre objectif n'est pas de pénaliser de petites PME spécialisées, ni de mettre un frein dans ce secteur. Le gouvernement, et M. Van den Brande le répètera sans doute avec plus de force encore, est soucieux de l'emploi; il entend mener une politique de relance et de développement de l'emploi. Aussi, nous ne prendrons pas de mesures qui s'avèreraient inadéquates. Je puis vous assurer qu'en cette matière, notre objectif rencontre celui des intervenants.

J'ajoute à l'attention de M. de Wasseige que la plupart des entrepreneurs principaux connaissent les sous-traitants qui travaillent avec des pourvoyeurs de main-d'œuvre et vous savez aussi bien que moi, monsieur Boël, que des prix sont remis avec pourvoyeurs de main-d'œuvre, et d'autres sans pourvoyeurs de main-d'œuvre. Tous ont pratiquement été obligés de recourir à ce mécanisme parce que le processus a pris trop d'importance. Aucun entrepreneur, je pense, même parmi les plus sérieux, n'oserait affirmer n'avoir jamais employé de pourvoyeurs de main-d'œuvre, que ce soit consciemment ou inconsciemment. On pouvait éventuellement le comprendre en période de crise de la construction, avec une concurrence très dure et des prix en diminution. Aujourd'hui, alors que l'on note une reprise des activités, ce recours aux pourvoyeurs de main-d'œuvre est encore moins justifiable qu'auparavant. Nous devons profiter de cette conjoncture favorable pour assainir le secteur en profondeur.

M. de Clippele a tenu, lui aussi, des propos inexacts lorsqu'il a déclaré que les maîtres d'ouvrage devaient payer deux fois les sous-traitants et ne pouvaient, selon la législation actuelle, être solidairement responsables des dettes des sous-traitants défallants. Il n'a jamais été question de cela!

Enfin, rappelons que le mécanisme se complique davantage du fait que nous sommes tenus à l'établissement d'office des cotisations d'ONSS, principe de base de la législation de la sécurité sociale, que nous ne pouvons changer au risque de nous attirer d'autres problèmes en la matière.

Enfin, la préoccupation formulée par M. Deneir et concrétisée par M. Aerts sous forme d'amendement est primordiale. Le gouvernement n'a pas du tout l'intention d'amener l'effet qu'ils ont décrit. Le problème se pose simplement au niveau de la transposition des mesures fiscales dans nos articles.

La discussion qui s'est tenue ici, les amendements présentés ainsi que la réflexion de M. Lallemand ont été très intéressants.

Au nom du gouvernement, je puis vous rassurer: le projet sera bien accueilli, car il correspond tout à fait à l'objectif que nous voulons rencontrer tous ensemble.

Monsieur le Président, chers collègues, je pense avoir répondu aux questions concernant les pourvoyeurs de main-d'œuvre. D'autres questions intéressent plus particulièrement mon collègue, bien que M. Van den Brande et moi-même soyons étroitement liés dans cette lutte contre ce fléau social. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Van den Brande.

De heer Van den Brande, minister van Tewerkstelling en Arbeid. — Mijnheer de Voorzitter, ik wil eerst antwoorden op vragen die werden gesteld door mevrouw Harnie en de heer De Loor.

Mevrouw Harnie heeft gevraagd dat wij prioritair aandacht zouden hebben voor de werklozen die als het ware tussen kade en schip vallen, die geen mogelijkheden hebben in de private sector te werk te worden gesteld en die, gelet op sommige evoluties in de overheidsdiensten, ook niet in de administraties terecht kunnen.

Ik heb enkele dagen geleden naar aanleiding van de bespreking van de begroting van Tewerkstelling en Arbeid in de Senaat een aantal krachtlijnen van mijn beleid naar voren gebracht. Ter gelegenheid van de bespreking van de programmawet wil ik zeggen dat de regering erg bekommerd is om de groepen structurele werklozen, om hen die minder kansen hebben opnieuw op de arbeidsmarkt terecht te komen. Alle actieprogramma's van de regering zijn erop gericht die groepen werklozen grotere kansen te geven.

Bij de bespreking van de bevoegdheidsverdeling en de financieringswet heb ik reeds aangetoond dat er een groot gedeelte van de bevoegdheden in verband met de tewerkstellingsprogramma's is overgeheveld naar de Gewesten. Wij blijven nationaal echter verantwoordelijk voor een niet onaanzienlijk deel, maar het zwaartepunt ligt nu bij de Gewesten. Het is goed dat er een bevoegdheidsverdeling is omdat in de onderscheiden Gewesten de werkloosheid anders is gestructureerd. Zowel in het noorden als in het zuiden van ons land en in Brussel is er het probleem van de vrouwenwerkloosheid. 65 pct. van de langdurig werklozen zijn immers vrouwen.

Met de programmawet nemen wij bijzondere maatregelen. Ik denk hier ook aan wat wij in de vorige programmawet het systeem van de 0,18 pct. van de loonmassa hebben genoemd. Wij bieden alternatieven voor de onderscheiden ondernemingen en sectoren om over te gaan tot herkwalificatie en bijkomende vorming. Ook werden maatregelen getroffen om de vicieuze cirkel waarin sommige niet altijd uitkeringsgerechtigden verkeren te doorbreken. Ook degenen die voor een langere periode niet beroepsactief waren, moeten kansen krijgen om opnieuw op de arbeidsmarkt te komen. Ik denk hier aan de vrouwen die op een bepaald ogenblik uit de arbeidsmarkt zijn gestapt om gezinstaken te vervullen. Wij hebben aandacht voor al deze groepen werklozen en niet-actieven, maar aandacht alleen volstaat niet. Wij hebben voor hen allerlei acties ondernomen.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1988-1989
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1988-1989

De heer De Loor heeft bijzonder de aandacht gevraagd voor de controle. Minister Busquin heeft daaromtrent een uiteenzetting gegeven. Ik wil nogmaals bevestigen dat wij in verband met de arbeidsinspectie, waarvan het kader ongeveer 240 man bedraagt, voorstellen hebben gedaan om het kader in te vullen. Wij menen daarop het akkoord van het departement van Openbaar Ambt te zullen krijgen. Er worden een veertigtal bijkomende inspecteurs tewerkgesteld om de controles uit te voeren. Het is evident dat die controles een Europees aspect hebben. Wij zullen dat punt op de agenda plaatsen van de volgende informele sociale raad en in samenspraak met de collega's van Sociale Zaken en Arbeid nagaan wat wij over de grenzen heen kunnen doen om de problemen te verhelpen. Dit punt had al op de agenda moeten staan van de vorige informele sociale raad, maar toen moesten wij beraadslagen over het sociale handvest ter voorbereiding van de top van Madrid.

In verband met de moeilijkheden omtrent de koppelbazen leg ik er de nadruk op dat de benaderingen van minister Busquin en de mijne helemaal dezelfde zijn. Ik hoef dus enkel te bevestigen wat hij heeft gezegd.

De wet die wij nu bespreken biedt een juridisch kader om te handelen. Ik ben ervan overtuigd dat de meerderheidsfracties — ik richt mij hier desniettemin ook tot de fracties van de oppositie — mee zullen werken om dit juridisch kader te realiseren, waardoor wij de mogelijkheden krijgen effectief het probleem van de koppelbazen te verhelpen.

Ik moet hier niet herhalen wat collega Busquin uitdrukkelijk heeft gezegd en wat wij ook in de commissie hebben verklaard over het probleem van de koppelbazen. Het komt er vooral op aan die grote werven en die belangrijke sectoren aan te pakken waarvan wij weten dat er aan koppelbazerij wordt gedaan. Ik wil hier niet polemiseren, maar het is volstrekt onzin te beweren dat het juridisch kader tot gevolg zou hebben dat 150 000 jobs dreigen verloren te gaan bij de KMO's en in de bouwsector. Deze bewering steunt nergens op en is trouwens niet erg fair. Wij hebben maximaal geconcentreerd. Zesmaal hebben wij met alle betrokkenen overleg gepleegd. Het enige dat men kan opwerpen is dat wij misschien te veel hebben geconcentreerd.

Wij zijn er echter van overtuigd dat wij slechts met de medewerking van de betrokkenen resultaten kunnen bereiken. Wij hebben nu reeds, zonder te anticiperen, afgesproken de ontwerpen van uitvoeringsbesluiten in de commissies van Kamer en Senaat te bespreken. Aan de sector hebben wij te kennen gegeven dat wij niet liever wensen dan een correcte invulling van het juridisch kader. Wij hebben de plicht om dat te doen.

Aan collega Aerts wil ik uitdrukkelijk zeggen dat ik, zoals collega Busquin, voorstander ben van een afzonderlijke behandeling van het probleem dat hij stelt. Wij moeten komen tot een behoorlijke juridische ordening en tot de bepaling van de voorrang wat de schuldeisers betreft.

Tot besluit wil ik zeggen dat wij, vanuit een sociaal imperatief, wensen dat een einde wordt gemaakt aan deze onaanzienlijke kwaal. Tevens wensen wij de inkomsten van de sociale zekerheid en de fiscaliteit te beveiligen. Het is economisch noodzakelijk dat de goede ondernemingen — en die zijn veel talrijker dan de andere — niet de onwettige concurrentie moeten ondergaan van die ondernemingen die hun elementaire plichten niet vervullen.

Dit is de reden, mijnheer de Voorzitter, waarom wij de Senaat met overtuiging vragen het juridisch kader goed te keuren. Die politieke daad zal ons toelaten om in overleg de nodige maatregelen te nemen. (*Applaus.*)

M. le Président. — La parole est à M. Antoine.

M. Antoine. — Monsieur le Président, j'avais souligné tout à l'heure un point important auquel le ministre ne semble pas avoir répondu.

Comme je l'ai indiqué, nous sommes tout à fait favorables à la création d'un cadre juridique. Toutefois, un problème

considérable se pose. En effet, les agents du fisc, les contrôleurs sociaux et de l'ONSS se plaignent fréquemment de l'absence d'un suivi accordé à leurs constats. Les parquets ne poursuivent pas toujours les contrevenants et bon nombre de plaintes sont classées sans suite.

Je vous avais demandé, monsieur le ministre, d'intervenir auprès de votre collègue le ministre de la Justice pour que ces constats soient désormais suivis d'effets.

M. le Président. — La parole est à M. Busquin, ministre.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Monsieur le Président, je remercie M. Antoine de son intervention.

J'ai déjà entrepris une démarche auprès de mon collègue le ministre de la Justice. Toutefois, cette procédure dépend aussi des parquets eux-mêmes.

A mon sens, l'actualité démontre à suffisance combien ils se préoccupent très sérieusement de ce problème. Vous avez certainement eu connaissance des nombreuses « descentes » effectuées récemment et vous n'ignorez sans doute pas que les dossiers ont été concentrés auprès d'un juge très actif en la matière.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion du rapport fait au nom de la commission des Affaires sociales, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles faisant l'objet de ce rapport.

Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging over het verslag uitgebracht namens de commissies voor de Sociale Aangelegenheden, verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen die het onderwerp uitmaken van dit verslag.

L'article premier est ainsi libellé :

Titre I. — Dispositions en matière sociale

Chapitre 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Dans l'article 4 de la loi-programme du 30 décembre 1988, les montants des subventions de l'Etat dans le régime général de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité pour l'exercice 1989 sont modifiés comme suit :

- Soins de santé: 100 484 millions de francs;
- Indemnités: 34 704 millions de francs.

Titel I. — Bepalingen in sociale zaken

Hoofdstuk I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In artikel 4 van de programmawet van 30 december 1988 worden de bedragen van de rijkstoelagen aan de algemene regeling van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering voor het dienstjaar 1989 gewijzigd als volgt :

- Geneeskundige verzorging: 100 484 miljoen frank;
- Uitkeringen: 34 704 miljoen frank.

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 2. Dans l'article 36, § 3, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié par l'article 13 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, les mots « mode de régularisation trimestrielle » sont remplacés par les mots « mode de régularisation annuelle ».

Art. 2. In artikel 36, § 3, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, gewijzigd bij artikel 13 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, worden de woor-

den « wijze van driemaandelijkse regularisering » vervangen door de woorden « wijze van jaarlijkse regularisering ».

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 3. Dans l'article 39bis, § 4, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, inséré par l'article 14 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales et remplacé par l'article 2 de l'arrêté royal n° 528 du 31 mars 1987, les mots « ne peut dépasser 1 p.c. du montant total des recettes des organismes percepteurs de sécurité sociale » sont remplacés par les mots « ne peut dépasser 5 p.c. du montant total des recettes des organismes percepteurs de sécurité sociale ».

Art. 3. In artikel 39bis, § 4, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, ingevoegd bij artikel 14 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen en vervangen bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 528 van 31 maart 1987, worden de woorden « en mag bovendien 1 pct. van het totaal bedrag van de ontvangsten van de inrichtingsorganismen van de sociale zekerheid niet overschrijden » vervangen door de woorden « en mag bovendien 5 pct. van het totaal bedrag van de door de inrichtingsorganismen van de sociale zekerheid geïnde ontvangsten niet overschrijden ».

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 4. Dans la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, est inséré un article 59sexies, rédigé comme suit :

« Art. 59sexies. Le Fonds des accidents du travail ajoute les produits nets du système de capitalisation et de répartition ainsi que du service « Prothèse » aux soldes de la gestion des rentes, qui sont transférés à la réserve sans affectation spéciale et à la réserve affectée.

Le mode de calcul et la fixation du montant maximum des soldes des comptes de résultats des diverses gestions spéciales et le transfert aux réserves spéciales sont englobés dans le règlement financier du Fonds conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. »

Art. 4. In de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 wordt een artikel 59sexies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 59sexies. Het Fonds voor arbeidsongevallen voegt de nettowinsten van het kapitalisatie- en van het repartitiestelsel alsmede van de dienst « Prothese » toe aan de saldi van het rentebeheer, die worden overgedragen naar de reserve zonder bepaalde aanwending en naar de geaffecteerde reserve.

De wijze van berekening en de vaststelling van het maximumbedrag van de resultaat-saldi van de diverse afzonderlijke beheren en de overdracht naar de bijzondere reserves worden opgenomen in het financieel reglement van het Fonds overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. »

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 5. Les dispositions des articles 2 et 3 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1990.

Art. 5. De bepalingen van de artikelen 2 en 3 treden in werking op 1 januari 1990.

— Adopté.
Aangenomen.

Chapitre II. — Dispositions concernant la législation applicable aux administrations affiliées auprès de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales

Art. 6. Dans l'article 38, § 3bis, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des

travailleurs salariés, inséré par l'arrêté royal n° 401 du 18 avril 1986 et modifié par l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986, l'arrêté royal n° 501 du 31 décembre 1986 et par la loi du 30 décembre 1988, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas sept et huit :

« Pour les affiliés de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, sont également incluses dans la somme des cotisations patronales dues la cotisation destinée au régime des allocations familiales, visée par l'article 18 de l'arrêté royal du 25 octobre 1985, portant exécution du chapitre 1^{er}, section 1^{re}, de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales, et la cotisation pour les maladies professionnelles, visée par l'article 18bis du même arrêté. »

Hoofdstuk II. — Bepalingen betreffende de wetgeving van toepassing op de besturen aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten

Art. 6. In artikel 38, § 3bis, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 401 van 18 april 1986 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986, het koninklijk besluit nr. 501 van 31 december 1986 en bij de wet van 30 december 1988, wordt tussen het zevende en het achtste lid het volgende lid ingevoegd :

« Voor de aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten worden onder de verschuldigde werkgeversbijdragen eveneens begrepen de bijdrage bestemd voor de regeling van de kinderbijslag, bedoeld bij artikel 18 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1985, tot uitvoering van hoofdstuk I, sectie 1, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, en de bijdrage voor beroepsziekten, bedoeld bij artikel 18bis van hetzelfde besluit. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. L'article 7 de l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux est complété comme suit :

« , et de la cotisation visée à l'article 56, 5°, des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970, inséré par l'arrêté royal n° 529 du 31 mars 1987. »

Art. 7. Artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van het stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen wordt aangevuld als volgt :

« , en van de bijdrage bedoeld bij artikel 56, 5°, van de wetten betreffende de schadeloosstelling van beroepsziekten, gecoördineerd op 3 juni 1970, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 529 van 31 maart 1987. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 8. L'article 3, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal, modifié par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986 et par l'arrêté royal n° 520 du 31 mars 1987, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les communes qui étaient affiliées à la Caisse de répartition des pensions communales, visées à l'article 4 de la présente loi, avant son abrogation par l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986, sont affiliées de plein droit à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, visé à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales.

Les communes qui n'assument pas directement ou par l'intervention d'une institution de prévoyance le paiement de la pension de leur personnel, ainsi que de la pension des veuves et orphelins, de même que les provinces, en ce qui concerne les commissaires de brigade et les receveurs régionaux, sont affiliées, en matière de régime de pension, à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, visé à l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1985 portant des dispositions sociales.

L'affiliation visée aux alinéas 1^{er} et 2 est irrévocable, à moins qu'elle soit contestée auprès de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales avant le 31 décembre 1987, par des intercommunales chargées de la gestion d'institutions hospitalières. Dans ce cas, elle est irrévocable à partir du 1^{er} janvier 1990. »

Art. 8. Artikel 3, eerste en tweede lid, van de wet van 25 april 1933 omtrent de pensioenregeling van het gemeentepersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 491 van 31 december 1986 en bij het koninklijk besluit nr. 520 van 31 maart 1987, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De gemeenten die voordien aangesloten waren bij de Omslagkas voor gemeentelijke pensioenen, zoals bedoeld bij artikel 4 van deze wet vóór haar opheffing door het koninklijk besluit nr. 491 van 31 december 1986, zijn van rechtswege aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, zoals bedoeld bij artikel 1 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen.

De gemeenten die niet rechtstreeks of door tussenkomst van een verzorgingsinstelling de betaling van het pensioen van hun personeel alsmede van het pensioen der weduwen en wezen op zich nemen, alsmede de provincies, wat de brigadecommissarissen en de gewestelijke ontvangers betreft, worden inzake de pensioenregeling aangesloten bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, zoals bedoeld bij artikel 1 van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen.

De aansluiting bedoeld in het eerste en tweede lid is onherroepbaar tenware zij betwist wordt vóór 31 december 1987 bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, door intercommunales belast met het beheer van ziekenhuizen. In dit geval is zij onherroepbaar vanaf 1 januari 1990. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 9. Ce chapitre produit ses effets le 1^{er} janvier 1987.

Art. 9. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1987.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre IV. — Modifications de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

Art. 13. L'article 12, 8°, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est remplacé comme suit :

« 8° Etablit la liste des personnes habilitées à fournir les prestations visées à l'article 23, 1°, b), c), 4° et 4°bis de la présente loi. »

Hoofdstuk IV. — Wijzigingen van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering

Art. 13. Artikel 12, 8°, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, wordt vervangen door wat volgt :

« 8° Legt de lijst aan van de personen die zijn gemachtigd tot het verlenen van de in artikel 23, 1°, b), c), 4° en 4°bis van deze wet bedoelde verstrekkingen. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 14. Dans l'article 23 de la même loi les modifications suivantes sont apportées:

1° Il est inséré un 4°bis, rédigé comme suit:

« 4°bis. La fourniture d'implants »;

2° Le 13° est complété comme suit:

« Et les prestations qui sont dispensées dans des institutions, qui sans être agréées comme maisons de perones, constituent le domicile ou la résidence commune de personnes âgées, et qui répondent aux conditions fixées par le Roi. »

3° Il est ajouté un 18°, rédigé comme suit:

« 18° La délivrance d'organes et de tissus d'origine humaine dans les conditions fixées par et en vertu de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes. »

Art. 14. In artikel 23 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Een 4°bis wordt ingevoegd, luidend als volgt:

« 4°bis. Het verstrekken van implantaten »;

2° Het 13° wordt als volgt aangevuld:

« En de verstrekkingen verleend in instellingen die, zonder als rustoord te zijn erkend, een gemeenschappelijke woonplaats of verblijfplaats van bejaarden uitmaken, en die beantwoorden aan de door de Koning bepaalde voorwaarden. »

3° Een als volgt luidend 18° wordt toegevoegd:

« 18° Het afleveren van organen en weefsels van menselijke oorsprong onder de voorwaarden die zijn vastgesteld door en krachtens de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 15. Dans l'article 25 de la même loi, modifié par la loi du 7 juillet 1966, sont apportées les modifications suivantes:

1° Le § 4 est remplacé par ce qui suit:

« § 4. Pour les prestations visées à l'article 23, 2°, 3°, 4° et 4°bis et celles visées à l'article 23, 6°, lorsqu'elles sont accomplies par des médecins-spécialistes, l'intervention de l'assurance est fixée à 100 p.c. des honoraires et des prix fixés par les conventions, par les accords visés à l'article 34 ou par le Roi en exécution de l'article 52 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

Toutefois, le Roi peut prévoir une intervention personnelle des bénéficiaires dans le coût de certaines prestations visées à l'article 23, 3°, 4° et 4°bis. »

2° Il est inséré un § 6ter, rédigé comme suit:

« § 6ter. Le Roi fixe l'intervention de l'assurance pour les prestations visées à l'article 23, 18°, qu'il détermine ainsi que les conditions d'intervention. »

Art. 15. In artikel 25 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 7 juli 1966, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt:

« § 4. Wat betreft de verstrekkingen bedoeld in artikel 23, 2°, 3°, 4° en 4°bis en die bedoeld in artikel 23, 6°, wanneer ze door geneesheren-specialisten worden verleend, wordt de verzekeringstegemoetkoming bepaald op 100 pct. van de honoraria en prijzen vastgesteld door de overeenkomsten, door de in artikel 34 bedoelde akkoorden of door de Koning ter uitvoering van artikel 52 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel.

De Koning kan evenwel bepalen dat de rechthebbenden een persoonlijk aandeel betalen in de kostprijs van sommige verstrekkingen bedoeld in artikel 23, 3°, 4° en 4°bis. »

2° Een § 6ter, wordt ingevoegd luidend als volgt:

« § 6ter. De Koning stelt de verzekeringstegemoetkoming vast voor de in artikel 23, 18°, bedoelde verstrekkingen welke Hij bepaalt, alsmede de voorwaarden waaronder die tegemoetkoming wordt verleend. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 16. Dans l'article 26, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par les arrêtés royaux n° 58 du 22 juillet 1982 et n° 132 du 30 décembre 1982, dans l'article 28 de la même loi, modifié par les lois du 24 décembre 1963 et du 8 avril 1965 et dans l'article 29, § 1^{er}, de la même loi, modifié par la loi du 8 avril 1965, les mots « et les fournisseurs de prothèses et d'appareils » sont remplacés par les mots «, les fournisseurs de prothèses et d'appareils et les fournisseurs d'implants ».

Art. 16. In artikel 26, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 58 van 22 juli 1982 en nr. 132 van 30 december 1982, in artikel 28 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 24 december 1963 en 8 april 1965 en in artikel 29, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 8 april 1965 worden de woorden « en de verstrekkers van prothesen en toestellen » vervangen door de woorden «, de verstrekkers van prothese, en toestellen en de verstrekkers van implantaten ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 17. Un article 70bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi:

« Art. 70bis. Le Roi détermine les conditions dans lesquelles les personnes qui:

1° Possèdent successivement ou simultanément la qualité de bénéficiaire visée à l'article 21, alinéa 1^{er}, et celle de bénéficiaire en vertu d'un arrêté pris en exécution de l'article 22, alinéa 1^{er}, ou vice versa;

2° Ou n'ont pendant une période à préciser ni la qualité de bénéficiaire visé à l'article 21, alinéa 1^{er}, ni celle de bénéficiaire en vertu d'un arrêté pris en exécution de l'article 22, alinéa 1^{er};

Obtiennent ou conservent le droit aux prestations de santé mentionnées soit à l'article 23, soit dans un arrêté pris en exécution de l'article 22, alinéa 1^{er}, 1° ou 2°. »

Art. 17. Een als volgt luidend artikel 70bis wordt in dezelfde wet ingevoegd:

« Art. 70bis. De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de personen die:

1° Achtereenvolgens of terzelfdertijd de hoedanigheid hebben van rechthebbende als bedoeld in artikel 21, eerste lid, en die van rechthebbende krachtens een besluit genomen ter uitvoering van artikel 22, eerste lid of omgekeerd;

2° Ofwel gedurende een nader te bepalen tijdvak noch de hoedanigheid bezitten van rechthebbende, als bedoeld in artikel 21, eerste lid, noch die van rechthebbende krachtens een besluit genomen ter uitvoering van artikel 22, eerste lid;

Het recht verkrijgen of behouden op de geneeskundige verstrekkingen vermeld hetzij in artikel 23, hetzij in een besluit genomen ter uitvoering van artikel 22, eerste lid, 1° of 2°. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 18. Il est ajouté après la section 1undecies du chapitre 4 du Titre III de la même loi, une section 1duodecies rédigée comme suit:

« Section 1duodecies. — Prestations de santé effectuées en sous-traitance.

Art. 34^{quaterdecies}. Il y a lieu d'entendre par prestations de santé effectuées en sous-traitance les prestations donnant lieu à intervention de l'assurance maladie-invalidité obligatoire dont l'exécution confiée à un prestataire de soins, service ou établissement, en ce compris les laboratoires de biologie clinique, est cédée à un autre prestataire de soins, service ou établissement, en ce compris les laboratoires de biologie clinique.

Le Roi peut, après avis du comité de gestion du Service des soins de santé et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, arrêter des conditions de remboursement spécifiques pour ces prestations. Il peut ainsi fixer les conditions et modalités auxquelles doivent répondre la prescription, l'attestation et la facturation de ces prestations. Il peut, en outre, arrêter le destinataire du paiement de ces prestations.

Dans le cas où celui qui confie l'exécution de ces prestations à un sous-traitant perçoit l'intervention de l'assurance sur la base d'honoraires forfaitaires, le Roi peut, sur la base des règles déterminées par Lui, fixer le montant qu'il est tenu de verser à ce sous-traitant.»

Art. 18. In Titel III, hoofdstuk 4, van dezelfde wet wordt na afdeling 1^{undecies} een als volgt luidende afdeling 1^{duodecies} toegevoegd:

«Afdeling 1^{duodecies}. — In onderaanneming verrichte geneeskundige verstrekkingen.

Art. 34^{quaterdecies}. Onder geneeskundige verstrekkingen die in onderaanneming worden verricht, dienen te worden verstaan de verstrekkingen die aanleiding geven tot een tegemoetkoming van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering en waarvan de uitvoering, die is toevertrouwd aan een zorgverstrekker, dienst of inrichting, daarin begrepen de laboratoria voor klinische biologie, wordt overgedragen aan een andere zorgverstrekker, dienst of inrichting, daarin begrepen de laboratoria voor klinische biologie.

De Koning kan, na advies van het beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging en bij een in Ministerraad overlegd besluit, voor die verstrekkingen specifieke vergoedingsvoorwaarden vastleggen. Hij kan aldus de voorwaarden en regelen bepalen waaraan het voorschrijven, het attesteren en het factureren van die verstrekkingen moeten beantwoorden. Bovendien kan Hij vaststellen aan wie die verstrekkingen dienen te worden betaald.

In het geval waarin degene die de uitvoering van die verstrekkingen toevertrouwt aan een onderaannemer, de verzekeringstegemoetkoming int op grond van forfaitaire honoraria, kan de Koning, op grond van de door Hem bepaalde regelen, het bedrag vastleggen dat hij aan die onderaannemer moet storten.»

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 19 est ainsi libellé.

Chapitre V. — Mesures contre les activités des pourvoyeurs de main-d'œuvre

Art. 19. L'article 22^{bis} de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, inséré par la loi du 4 août 1978, est complété par les alinéas suivants:

«Lorsqu'il est impossible de déterminer le montant des cotisations dont l'employeur est débiteur, que ce soit en totalité ou individuellement par travailleur, celui-ci est établi globalement par l'Office national de sécurité sociale sur base de tous les renseignements recueillis par les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance de l'exécution de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution et ce même lorsque l'identité ou le nombre exact des travailleurs occupés n'est pas connu.

Le montant de la créance ainsi établie est notifié à l'employeur par lettre recommandée.

Le Roi détermine l'affectation des sommes perçues globalement.»

Hoofdstuk V. — Maatregelen tegen de activiteiten van de koppelbazen

Art. 19. Artikel 22^{bis} van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1978, wordt aangevuld met de volgende leden:

«Wanneer het onmogelijk is het bedrag van de door de werkgever verschuldigde bijdragen hetzij in zijn totaliteit hetzij individueel per werknemer, vast te stellen, wordt dit bedrag globaal bepaald door de Rijksdienst voor sociale zekerheid op basis van alle inlichtingen ingewonnen door de ambtenaren en beamten belast met het toezicht op de uitvoering van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten, zelfs wanneer de identiteit of het juiste aantal van de tewerkgestelde werknemers niet gekend is.

Het bedrag van de aldus vastgestelde schuldvordering wordt aan de werkgever met een aangetekende brief ter kennis gebracht.

De Koning bepaalt de bestemming van de sommen die globaal geïnd worden.»

De heer Anthuenis c.s. stelt volgend amendement voor:

«Hoofdstuk V van Titel I bevattende de artikelen 19 tot 27 te doen vervallen.»

«Supprimer le chapitre V du Titre I^{er} comprenant les articles 19 à 27.»

Het woord is aan mevrouw Herman.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Mijnheer de Voorzitter, wij hebben de taken verdeeld; ik zal eerst het amendement van de heer Anthuenis verdedigen en de heer Boël zal de andere amendementen verdedigen.

Er is een hoofdamendement waarin wordt gevraagd de artikelen 19 tot 27 te doen vervallen. De verantwoording werd genoegzaam gegeven tijdens de opmerkingen van de heren Anthuenis en Boël. Wij menen dat deze artikelen niet de gewenste resultaten zullen opleveren. Daarenboven worden oplossingen voorgesteld die een zulkdanige financiële last zullen leggen op de bouwsector in het algemeen en de ondernemingen die zich niets te verwijten hebben, dat de bouwactiviteiten zullen worden afgeremd. Een onbepaald aantal faillissementen kunnen hiervan het gevolg zijn. Het gaat dus om een veelomvattend amendement aangezien wordt gevraagd verscheidene artikelen te doen vervallen.

M. le Président. — La parole est à M. Busquin, ministre.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Monsieur le Président, la réponse formulée au nom du gouvernement démontre que ces craintes sont injustifiées. Par conséquent, nous demandons le rejet de l'amendement.

De Voorzitter. — De heer Anthuenis c.s. stelt volgend subsidiair amendement voor:

«In artikel 22^{bis}, zoals voorgesteld door dit artikel, na de woorden «Wanneer het onmogelijk is» in te voegen de woorden «, als gevolg van het ontbreken van een aangifte of als gevolg van een onvolledige of onjuiste aangifte.»

«A l'article 22^{bis} tel que proposé par cet article, insérer entre les mots «Lorsqu'il est impossible» et les mots «de déterminer»

les mots « , en raison de l'absence de déclaration ou en cas de déclaration incomplète ou inexacte, »

La parole est à M. Boël.

M. Boël. — A l'article 19, il est proposé d'insérer entre les mots : « Lorsqu'il est impossible » et les mots « de déterminer... » les mots « en raison de l'absence de déclaration ou en cas de déclaration incomplète ou inexacte ». En effet, l'ONSS ne doit pas disposer du pouvoir arbitraire lui permettant de déterminer le montant des cotisations comme bon lui semble. Au contraire, cela ne peut intervenir que dans des cas très précis.

Pour les autres amendements subsidiaires, je me réfère à la justification écrite.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 19 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 19 sont réservés.

L'article 20 est ainsi rédigé :

Art. 20. Dans l'article 23, § 2, de la même loi, la dernière phrase est remplacée par la disposition suivante :

« Le Roi peut, de la manière qu'il détermine, imposer aux employeurs ou à certaines catégories d'employeurs l'obligation de verser, avant l'échéance trimestrielle, à titre de provision, une partie des cotisations dues. Les modalités de calcul de l'avance peuvent différer selon la catégorie à laquelle les employeurs appartiennent ou selon leur activité. »

Art. 20. In artikel 23, § 2, van dezelfde wet, wordt de laatste zin vervangen door de volgende bepaling :

« De Koning kan de werkgevers of bepaalde categorieën van werkgevers verplichten een deel van de verschuldigde bijdragen, op een door Hem te bepalen wijze, als voorschot te storten vóór de driemaandelijke vervaldag. De modaliteiten van berekening van het voorschot kunnen verschillen volgens de categorie waartoe de werkgevers behoren of volgens hun activiteit. »

De heer Anthuenis c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Anthuenis et consorts proposent la suppression de cet article.

De heer Anthuenis c.s. stelt volgend subsidiair amendement voor :

« Artikel 23, § 2, zoals voorgesteld door dit artikel, aan te vullen met een nieuw lid, luidende :

« De stortingen als voorschot die de Koning krachtens het vorige lid kan opleggen, kunnen niet gecumuleerd worden met de verplichtingen die voortvloeien uit artikel 30ter, § 2, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en uit artikel 299ter van het Wetboek van de inkomstenbelastingen. »

« Compléter l'article 23, § 2, tel que proposé par cet article, par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Les versements provisionnels que le Roi peut imposer en vertu de l'alinéa précédent ne peuvent être cumulés avec les obligations découlant des articles 30ter, § 2, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et 299ter du Code des impôts sur les revenus. »

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 20 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 20 sont réservés.

L'article 21 est ainsi rédigé :

Art. 21. Dans l'article 30bis, de la même loi, inséré par la loi du 4 août 1978, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1^{er} est complété par un deuxième alinéa, libellé comme suit :

« Est assimilé à un entrepreneur non enregistré, l'entrepreneur enregistré qui, sur les chantiers du maître de l'ouvrage, ne respecte pas les limites de la catégorie ou des catégories de travaux pour lesquels il a été enregistré comme entrepreneur ou qui occupe plus de travailleurs que son enregistrement lui permet d'occuper. »

2° Dans le § 2, le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

« Les décisions d'enregistrement sont publiées au *Moniteur belge*; elles indiquent clairement les catégories de travaux autorisées et la catégorie des travailleurs que l'entrepreneur peut utiliser. »

3° Le § 6, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« 3° Aux cas dans lesquels l'article 30ter est applicable dans le chef d'une même personne. »

4° Le même article, est complété par un nouveau § 7, libellé comme suit :

« § 7. Le présent article reste applicable en cas de faillite ou de tout autre concours de créanciers de même qu'en cas de cession, saisie-arrêt, nantissement et dation en paiement. »

Art. 21. In artikel 30bis, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1978 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Met een niet-geregistreerde aannemer wordt gelijkgesteld de geregistreerde aannemer die, op de werven van de opdrachtgever, zich niet houdt aan de perken van de categorie of de categorieën van werken waarvoor hij als aannemer is geregistreerd of meer werknemers tewerkstelt dan het aantal dat hij overeenkomstig zijn registratie mag tewerkstellen. »

2° In § 2 wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« De registratiebeslissingen worden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*; zij geven duidelijk de toegelaten categorieën van werken en de categorie van werknemers aan die de aannemer mag tewerkstellen. »

3° Paragraaf 6, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« 3° De gevallen waarin artikel 30ter van toepassing is in hoofde van dezelfde persoon. »

4° Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een als volgt luidende nieuwe paragraaf 7 :

« § 7. Dit artikel blijft van toepassing in geval van faillissement of elke andere samenloop van schuldeisers alsook bij cessie, beslag onder derden, inpandgeving en inbetalinggeving. »

De heer Anthuenis c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Anthuenis et consorts proposent la suppression de cet article.

De heer Aerts stelt volgend amendement voor :

« In artikel 30bis, zoals voorgesteld door dit artikel, § 7 te doen vervallen. »

« A l'article 30bis, tel qu'il est proposé à cet article, supprimer le § 7. »

Wordt dit amendement gesteund? (*Talrijke leden staan op.*) Aangezien het amendement reglementair wordt gesteund, maakt het deel uit van de bespreking.

Het woord is aan de heer Aerts.

De heer Aerts. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb gebruik gemaakt van mijn uitzetting tijdens de bespreking om de verantwoording van dit amendement te geven.

M. le Président. — La parole est à M. Busquin, ministre.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — Je rappelle à M. Aerts l'esprit dans lequel la discussion de son amendement s'est déroulée.

De Voorzitter. — De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 21 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 21 sont réservés.

L'article 22 est ainsi libellé :

Art. 22. L'article 30ter de la même loi, inséré par la loi du 22 janvier 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 30ter. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, il faut entendre par :

Entrepreneur principal :

a) La personne physique ou morale qui s'engage moyennant un certain prix, à exécuter ou à faire exécuter, pour un maître d'ouvrage, des travaux répondant à des activités déterminées par le Roi;

b) Chacun des associés d'une association momentanée ou d'une association en participation qui exécute semblables travaux.

Sous-traitant : la personne physique ou morale qui soit directement soit indirectement, à quelque stade que ce soit, s'engage à exécuter ou faire exécuter pour un certain prix, le travail ou une partie du travail concédé à l'entrepreneur principal; est également considéré comme sous-traitant, celui qui met des travailleurs à la disposition.

Chantier : le lieu ou l'ensemble des lieux où l'entrepreneur principal effectue ou fait effectuer, pour un maître d'ouvrage, des travaux qui constituent de par leur nature un tout.

§ 2. Tout entrepreneur principal qui fait appel à un sous-traitant pour accomplir des prestations de service répondant à des activités déterminées par le Roi, est tenu lors de chaque paiement qu'il effectue à ce sous-traitant pour ces prestations, de retenir et de verser 35 p.c. du montant dont il est redevable, non compris la taxe sur la valeur ajoutée, à l'Office national de sécurité sociale, selon les modalités déterminées par le Roi.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, dans les conditions et selon les modalités qu'il détermine, réduire ce pourcentage.

Le Roi détermine le contenu et les conditions et modalités d'envoi des renseignements que doivent fournir l'entrepreneur principal et le sous-traitant.

Le Roi fixe les modalités selon lesquelles l'Office national de sécurité sociale répartit les montants versés en application de l'alinéa 1^{er}, afin de payer à l'Office national ou à un Fonds de sécurité d'existence au sens de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, les majorations de cotisation et les intérêts de retard dus par chaque sous-traitant à quelque stade que ce soit.

Le Roi détermine de quelle manière, sous quelles conditions et dans quel délai ce montant peut être imputé sur les cotisations qui peuvent être dues par chaque sous-traitant ainsi que les modalités de remboursement ou d'affectation du solde éventuel.

§ 3. Lorsque le versement visé au paragraphe précédent n'a pas ou pas totalement été effectué pour tous les paiements faits au sous-traitant pour un chantier déterminé, l'entrepreneur principal ainsi que le sous-traitant et chaque sous-traitant suivant sont solidairement responsables :

1^o De l'accomplissement par ce sous-traitant des obligations visées à l'article 21;

2^o Du paiement à l'Office national de sécurité sociale conformément à l'article 23, §§ 1^{er} et 2, des sommes dues par ce sous-

traitant à l'Office national précité en application de la législation et de la réglementation en matière de sécurité sociale des travailleurs salariés;

3^o Du paiement des rémunérations dues aux travailleurs pour les prestations qu'ils ont effectuées ou effectuent sur le chantier pour le compte de ce sous-traitant;

4^o Du paiement des cotisations, afférentes aux prestations visées au 3^o de ce paragraphe, dues à un Fonds de sécurité d'existence au sens de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

La responsabilité solidaire vis-à-vis de chaque sous-traitant est limitée à une somme égale à 50 p.c. du montant total des travaux, non compris la taxe sur la valeur ajoutée, qui sont concédés pour un chantier déterminé. Les versements visés au § 2 sont, le cas échéant, déduits du montant pour lequel s'exerce la responsabilité.

Le sous-traitant doit fournir à l'entrepreneur principal la preuve qu'il a correctement accompli les obligations visées à l'alinéa 1^{er}. Le Roi peut déterminer des modalités en la matière.

Les associés des associations momentanées ou en participation sont, pour l'application de cet article, solidairement responsables des dettes sociales des sous-traitants avec lesquels ils ont conjointement contracté.

§ 4. Chaque sous-traitant a l'obligation de transmettre journalièrement à l'entrepreneur principal la liste des travailleurs qu'il occupe sur le chantier, ainsi que tous renseignements nécessaires à ce sujet. Tout entrepreneur principal a l'obligation de tenir sur chaque chantier une liste journalière de tous les travailleurs qui y sont occupés. Le Roi détermine sur proposition du ministre de l'Emploi et du Travail et du ministre de la Prévoyance sociale les renseignements qui doivent figurer sur cette liste, ainsi que la forme de celle-ci.

Celle-ci doit être conservée par l'entrepreneur principal pendant cinq ans à partir du troisième jour suivant la journée à laquelle elle se rapporte, à l'endroit où, conformément à l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux, il doit conserver ces derniers ou à l'endroit où il devrait les conserver si cet arrêté lui était applicable. Les listes doivent être communiquées immédiatement à tout fonctionnaire et agent désigné par le Roi qui en fait la demande.

§ 5. Tout entrepreneur principal doit, selon les modalités à fixer par le Roi, communiquer à l'Office national de sécurité sociale avant le début de tout chantier, les informations nécessaires destinées à en évaluer l'importance et à en identifier les sous-traitants à quelque stade que ce soit. Si au cours des travaux, d'autres sous-traitants devaient être amenés à intervenir, l'entrepreneur principal doit au préalable en avvertir le service précité.

§ 6. L'entrepreneur principal qui ne tient pas la liste visée au § 4, ou qui omet d'y mentionner un travailleur ou qui y apporte de fausses mentions, est redevable à l'Office national de sécurité sociale d'une somme égale au triple des cotisations prévues à l'article 38, §§ 2 et 3, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, calculées sur la base du montant du revenu minimum mensuel moyen, fixé par une convention collective de travail conclu au sein du Conseil national du travail. Cette somme est multipliée par le nombre de travailleurs qui ne figurent pas sur ladite liste ou qui devraient y figurer lorsque celle-ci n'existe pas, ainsi que par le nombre de fausses mentions.

L'entrepreneur principal qui ne se conforme pas aux obligations du § 5, est redevable à l'Office national précité d'une somme équivalente à 5 p.c. du montant total des travaux, non comprise la taxe sur la valeur ajoutée, qui lui sont concédés sur le chantier en cause. La même somme est due par le sous-traitant qui a omis de transmettre à l'entrepreneur principal les informations prévues au § 4.

Ces sommes sont réclamées par l'Office national précité suivant les modalités déterminées par le Roi sur la base des rapports et informations fournis par les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance de l'exécution de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution. Le Roi détermine l'affectation de ces sommes.

§ 7. Le Roi peut limiter l'application des paragraphes 2 à 6 du présent article aux chantiers dont le montant total des travaux est supérieur à un montant qu'Il détermine.

§ 8. Le présent article reste applicable en cas de faillite ou de tout autre concours de créanciers de même qu'en cas de cession, saisie-arrêt, nantissement et dation en paiement.

§ 9. Le présent article n'est pas applicable :

1° A la transformation, l'aménagement, la réparation, l'entretien ou le nettoyage d'une habitation individuelle existante;

2° A la construction d'une maison unifamiliale érigée autrement qu'en groupe, à l'initiative et pour le compte d'un particulier.

Le Roi définit la notion de construction en groupe.

Le présent article n'est également pas applicable aux particuliers pour l'habitation unique qu'ils font ériger.

Art. 22. Artikel 30ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 januari 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 30ter. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

Hoofdaannemer :

a) De natuurlijke persoon of de rechtspersoon die zich verbindt tegen een bepaalde prijs, voor een opdrachtgever, werken uit te voeren of te laten uitvoeren die beantwoorden aan door de Koning bepaalde werkzaamheden;

b) Elk der vennoten van een tijdelijke vereniging of een vereniging bij wijze van deelneming die gelijkaardige werken uitvoert.

Onderaannemer : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die zich verbindt hetzij rechtstreeks hetzij onrechtstreeks, in welk stadium ook, het werk of een onderdeel van het werk toevertrouwd aan de hoofdaannemer, uit te voeren of te laten uitvoeren tegen een bepaalde prijs; wordt ook als onderaannemer beschouwd, hij die werknemers ter beschikking stelt.

Werk : de plaats of het geheel van plaatsen waar de hoofdaannemer voor een opdrachtgever werken die naar hun aard een geheel vormen, uitvoert of laat uitvoeren.

§ 2. Iedere hoofdaannemer die een beroep doet op een onderaannemer om diensten te verstrekken die beantwoorden aan door de Koning bepaalde werkzaamheden, is gehouden bij iedere betaling aan die onderaannemer voor die diensten, 35 pct. van het bedrag dat hij verschuldigd is, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, in te houden en te storten aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid, volgens de modaliteiten bepaald door de Koning.

De Koning kan bij in Ministerraad overlegd besluit, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die Hij bepaalt, dit percentage verminderen.

De Koning bepaalt de inhoud en de voorwaarden en modaliteiten inzake toezending van de inlichtingen die de hoofdaannemer en de onderaannemer moeten verstrekken.

De Koning bepaalt de nadere regelen volgens welke de Rijksdienst voor sociale zekerheid de in toepassing van het eerste lid gestorte bedragen verdeelt ter betaling, aan de Rijksdienst of aan een Fonds voor bestaanszekerheid in de zin van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, van de bijdragen, de bijdrageopslagen en de verwijlrenten die in welk stadium ook door elke onderaannemer verschuldigd zijn.

De Koning bepaalt op welke wijze, onder welke voorwaarden en binnen welke termijn dit bedrag kan worden aangerekend op de bijdragen die door iedere onderaannemer kunnen zijn verschuldigd, alsook de modaliteiten van terugbetaling of aanwending van het eventueel saldo.

§ 3. Wanneer de storting, bedoeld in voorafgaande paragraaf, niet of niet volledig werd gedaan voor alle betalingen aan de onderaannemer voor een bepaalde werf, zijn de hoofdaannemer

evenals de onderaannemer en alle volgende onderaannemers hoofdelijk aansprakelijk voor :

1° De vervulling door deze onderaannemer van de verplichtingen bedoeld bij artikel 21;

2° De betaling aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid, overeenkomstig artikel 23, §§ 1 en 2, van de bedragen door deze onderaannemer verschuldigd aan voormelde Rijksdienst bij toepassing van de sociale-zekerheidswetgeving en reglementering der werknemers;

3° De betaling van de lonen die verschuldigd zijn aan de werknemers voor de prestaties die ze voor rekening van deze onderaannemer op de werf verrichten of hebben verricht;

4° De betaling van de bijdragen, die op de prestaties bedoeld in 3° van deze paragraaf betrekking hebben, die verschuldigd zijn aan een Fonds voor bestaanszekerheid in de zin van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.

Deze hoofdelijke aansprakelijkheid is ten opzichte van elke onderaannemer beperkt tot een som gelijk aan 50 pct. van het totaal bedrag van de werken, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, die voor een bepaalde werf werden uitbesteed. De stortingen bedoeld in § 2 worden in voorkomend geval in mindering gebracht van het bedrag waarvoor de aansprakelijkheid geldt.

De onderaannemer moet aan de hoofdaannemer het bewijs leveren dat hij de verplichtingen bedoeld in het eerste lid correct is nagekomen. De Koning kan ter zake modaliteiten bepalen.

De vennoten van de tijdelijke verenigingen of de verenigingen in deelneming zijn, voor de toepassing van dit artikel, hoofdelijk aansprakelijk voor de sociale verplichtingen van onderaannemers waarmee zij gezamenlijk hebben gecontracteerd.

§ 4. Elke onderaannemer moet aan de hoofdaannemer dagelijks de lijst van alle werknemers die hij op de werf tewerkstelt overmaken evenals alle nodige inlichtingen ter zake. Iedere hoofdaannemer moet op elke werf een dagelijkse lijst van alle er tewerkgestelde werknemers bijhouden. De Koning bepaalt op voorstel van de minister van Tewerkstelling en Arbeid en de minister van Sociale Voorzorg de inlichtingen die op deze lijst moeten zijn vermeld, evenals de vorm ervan.

Deze moet vanaf de derde dag volgende op de dag waarop ze slaat gedurende vijf jaar worden bewaard door de hoofdaannemer, op de plaats waar hij, overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van de sociale documenten deze laatste moet bewaren of zou moeten bewaren indien dit besluit op hem van toepassing zou zijn. De lijsten moeten onmiddellijk worden medegedeeld aan iedere door de Koning aangewezen ambtenaar en beambte die erom verzoekt.

§ 5. Alvorens een werf te beginnen moet iedere hoofdaannemer volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten, aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid alle inlichtingen verstrekken die nodig zijn om de belangrijkheid van de werf te ramen en er, in welk stadium ook, de onderaannemers van te identificeren. Indien tijdens de uitvoering van de werkzaamheden andere onderaannemers moeten tussenkomen, moet de hoofdaannemer voorafgaandelijk de voornoemde dienst hiervan verwittigen.

§ 6. De hoofdaannemer die de lijst bedoeld bij § 4 niet houdt, of die nalaat er een werknemer in te vermelden of die er onjuiste vermeldingen in aanbrengt, is aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid een som verschuldigd gelijk aan het drievoud van de bijdragen bedoeld bij artikel 38, §§ 2 en 3, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, berekend op basis van het gemiddeld minimum-maandinkomen vastgesteld bij een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst. Deze som wordt vermenigvuldigd met het aantal werknemers die niet op deze lijst voorkomen of, indien de lijst niet bestaat, met het aantal dat er had moeten of voorkomen, evenals met het aantal onjuiste vermeldingen.

De hoofdaannemer die niet handelt overeenkomstig de verplichtingen van § 5 is aan voormelde Rijksdienst een som ver-

schuldigd gelijk aan 5 pct. van het totaal bedrag der werkzaamheden exclusief de belasting over de toegevoegde waarde die hem op de betrokken werf zijn toevertrouwd. Dezelfde som is verschuldigd door de onderaannemer die nagelaten heeft de bij § 4 voorziene inlichtingen aan de hoofdaannemer mee te delen.

Deze sommen worden geëist door voormelde Rijksdienst volgens de door de Koning bepaalde modaliteiten, op basis van de verslagen en inlichtingen verstrekt door de ambtenaren en beambten belast met het toezicht op de uitvoering van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten. De Koning bepaalt de bestemming van deze sommen.

§ 7. De Koning kan de toepassing van §§ 2 tot 6 van dit artikel beperken tot de werven waarvan het totaal bedrag der werken hoger is dan een door Hem te bepalen bedrag.

§ 8. Dit artikel blijft van toepassing in geval van faillissement of elke andere samenloop van schuldeisers alsook bij cessie, beslag onder derden, inpandgeving en inbetalinggeving.

§ 9. Dit artikel is niet van toepassing op:

1° Het verbouwen, het inrichten, het herstellen, het onderhouden of het reinigen van een bestaande individuele woongegelegenheid;

2° Het bouwen van een eengezinswoning die anders dan in groepsverband wordt opgericht op initiatief en voor rekening van een particulier.

De Koning omschrijft het begrip groepsverband.

Dit artikel is evenmin van toepassing op particulieren ten aanzien van de enige woongegelegenheid die zij laten oprichten.

De heer Anthuenis c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Anthuenis et consorts proposent la suppression, de cet article.

De heer Anthuenis c.s. stelt volgende subsidiaire amendementen voor:

« A. Artikel 30ter, § 1, eerste lid, b), zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

« Wat betreft de tijdelijke vennootschappen of de vennootschappen in deelneming wordt iedere vennoot beschouwd als hoofdaannemer ten aanzien van de onderaannemers met wie hij alleen of gezamenlijk met andere vennoten gecontracteerd heeft. »

« A. Remplacer l'article 30ter, § 1^{er}, premier alinéa, b), par ce qui suit:

« En ce qui concerne les associations momentanées ou en participation, chaque associé est considéré comme entrepreneur principal à l'égard des sous-traitants avec lesquels il a contracté seul ou conjointement avec d'autres associés. »

« B. In artikel 30ter, § 1, derde lid, zoals voorgesteld door dit artikel, de definitie van het woord « werf » aan te vullen als volgt:

« Als werf worden niet beschouwd de werkplaatsen en fabrieken van de hoofdaannemer of van zijn onderaannemer. »

« B. A l'article 30ter, § 1^{er}, alinéa 3, tel que proposé par cet article, ajouter la disposition suivante:

« Ne sont pas considérés comme des chantiers les ateliers et les fabriques de l'entrepreneur principal ou de son sous-traitant. »

« C. Artikel 30ter, § 2, eerste lid, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt:

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1988-1989
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1988-1989

« Iedere hoofdaannemer moet, voor de werkzaamheden bepaald door de Koning, bij iedere betaling aan zijn onderaannemer, een inhouding verrichten op de kosten, exclusief BTW, van het arbeidsloon.

De Koning bepaalt voor ieder van die werkzaamheden het percentage van de eindprijs dat forfaitair de kosten van het arbeidsloon vertegenwoordigt alsmede het percentage van de inhouding.

Het aldus bepaalde percentage van het arbeidsloon mag niet meer bedragen dan 50 pct. van de eindprijs en het percentage van de inhouding niet meer dan 35 pct. van de kosten van het arbeidsloon. »

« C. A l'article 30ter, § 2, tel que proposé par cet article, remplacer le premier alinéa par les dispositions suivantes:

« Tout entrepreneur principal est tenu, pour ce qui est des activités déterminées par le Roi, d'opérer, lors de chaque paiement qu'il effectue à un sous-traitant, une retenue sur les frais salariaux non compris la taxe sur la valeur ajoutée.

Le Roi détermine pour chacune de ces activités le pourcentage du prix final représentant forfaitairement les frais salariaux ainsi que le pourcentage de la retenue.

Le pourcentage du salaire ainsi fixé ne peut dépasser 50 p.c. du prix final et le pourcentage de la retenue ne peut dépasser 35 p.c. des frais salariaux. »

« D. 1° In artikel 30ter, § 2, laatste lid, zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden « onder welke voorwaarden en binnen welke termijn » in te voegen de woorden « te rekenen van de voltooiing van de aan de inhouding onderworpen werken ».

2° Aan dezelfde paragraaf een zesde lid toe te voegen, luidend als volgt:

« Dit bedrag mag niet worden bestemd voor de betaling van de sociale schulden van een onderaannemer die bij gerechtelijke of administratieve beslissing uitstel van betaling heeft verkregen. »

« D. 1° A l'article 30ter, § 2, tel qu'il est proposé par cet article, insérer au dernier alinéa, les mots « à compter de l'achèvement des travaux soumis à la retenue » après les mots « sous quelles conditions et dans quel délai ».

2° Compléter ce même paragraphe par un sixième alinéa, libellé comme suit:

« Ce montant ne peut être affecté au paiement des dettes sociales d'un sous-traitant qui a obtenu un délai de paiement par décision judiciaire ou administrative. »

« E. Artikel 30ter, § 2, zoals voorgesteld door dit artikel, aan te vullen als volgt:

« Wanneer de RSZ, met toepassing van § 2, werkelijk het ingehouden bedrag aangerekend heeft tot de betaling van de sociale lasten, verschuldigd door een andere onderaannemer dan die ten laste van wie de inhouding werd verricht, is deze onderaannemer noodzakelijkerwijze, overeenkomstig artikel 1251, 3°, van het Burgerlijk Wetboek in de rechten en voorrechten van de RSZ getreden. Daartoe moet de RSZ aan deze andere onderaannemer de naam van die onderaannemer meedelen alsook het bedrag dat voor de betaling van diens sociale lasten werd bestemd.

De Rijksdienst voor sociale zekerheid deelt de onderaannemer ten laste van wie de hoofdaannemer de inhouding heeft verricht, de som mee die bestemd werd voor de betaling van de schulden van zijn onderaannemer van de hoofdaannemer en ook diens naam. In dat geval is de onderaannemer van de hoofdaannemer in de rechten en voorrechten van de Rijksdienst voor sociale zekerheid getreden. »

« E. Compléter l'article 30ter, § 2, tel qu'il est proposé par cet article, par les dispositions suivantes :

« Si l'ONSS, en application du § 2, a effectivement imputé le montant retenu sur les cotisations sociales dues par un autre sous-traitant que celui à charge duquel la retenue a été effectuée, ce sous-traitant est forcément subrogé dans les droits et privilèges de l'ONSS, conformément à l'article 1251, 3°, du Code civil. A cet effet, l'ONSS devra communiquer le nom de ce sous-traitant à l'autre sous-traitant, de même que le montant affecté au paiement des charges sociales de celui-ci.

L'Office national de sécurité sociale communique au sous-traitant à charge duquel l'entrepreneur principal a effectué la retenue, le montant affecté au paiement des dettes de l'autre sous-traitant de l'entrepreneur principal ainsi que le nom de celui-ci. Dans ce cas, le sous-traitant de l'entrepreneur principal est subrogé dans les droits et privilèges de l'Office national de sécurité sociale. »

« F. Artikel 30ter, § 6, eerste lid, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« De hoofdaannemer die de lijst bedoeld bij § 4 niet houdt of die nalaat er een van de door hem op de bouwplaats tewerkgestelde werknemers daarin te vermelden of die er onjuiste vermeldingen in aanbrengt, wordt gestraft met een administratieve geldboete van 10 000 tot 50 000 frank.

De onderaannemer die nagelaten heeft aan de hoofdaannemer de in § 4 bedoelde lijst te bezorgen met daarop vermeld de werknemers die hij op de bouwplaats tewerk stelt, of die onjuiste valse vermeldingen overmaakt, wordt gestraft met een administratieve geldboete van 10 000 tot 50 000 frank.

De administratieve geldboete wordt zo vaak toegepast als er werknemers zijn die niet op de lijst voorkomen of, als die lijst niet bestaat, daarop hadden moeten voorkomen of nog zo vaak als er onjuiste vermeldingen in zijn aangebracht zonder dat het bedrag echter 500 000 frank kan overschrijden. »

« F. A l'article 30ter, § 6, tel qu'il est proposé par cet article remplacer le premier alinéa par ce qui suit :

« L'entrepreneur principal qui ne tient pas la liste visée au § 4 ou qui omet d'y mentionner un des travailleurs occupés par lui sur le chantier ou qui apporte de fausses mentions, est puni d'une amende administrative de 10 000 à 50 000 francs.

Le sous-traitant qui a omis de fournir à l'entrepreneur principal la liste visée au § 4 mentionnant les travailleurs qu'il occupe sur le chantier, ou qui a transmis de fausses mentions, est puni d'une amende administrative de 10 000 à 50 000 francs.

L'amende administrative est appliquée autant de fois qu'il y a de travailleurs qui ne figurent pas sur la liste ou, si cette liste n'existe pas, qui auraient dû y figurer, ou encore autant de fois qu'il y est apporté de fausses mentions, sans toutefois que le montant puisse excéder 500 000 francs. »

« G. Artikel 30ter, § 6, tweede lid, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« De hoofdaannemer die niet handelt overeenkomstig de verplichtingen van § 5, loopt een administratieve geldboete op van 1 pct. van het bedrag der werkzaamheden, exclusief BTW, die hem op de betrokken werf zijn opgedragen.

Deze administratieve geldboete wordt zoveel maal toegepast als de hoofdaannemer nalaat de inlichtingen te verstrekken die nodig zijn om een onderaannemer te identificeren, zonder dat het bedrag daarvan 400 000 frank kan overschrijden. »

« G. A l'article 30ter, § 6, tel qu'il est proposé par cet article, remplacer le deuxième alinéa, par le texte suivant :

« L'entrepreneur principal qui ne se conforme pas aux obligations du § 5 devra payer une amende administrative égale à 1 p.c. du montant des travaux, non comprise la TVA, qui lui sont concédés sur le chantier en cause.

Cette amende administrative sera appliquée autant de fois que l'entrepreneur principal néglige de communiquer les informations nécessaires à l'identification d'un sous-traitant, sans que ce montant puisse toutefois dépasser les 400 000 francs. »

De heer Aerts stelt volgend amendement voor :

« In artikel 30ter, zoals voorgesteld door dit artikel, § 8 te doen vervallen. »

« A l'article 30ter, tel qu'il est proposé à cet article, supprimer le § 8. »

Mag ik aannemen dat dit amendement gesteund wordt? (Talrijke leden staan op.)

Aangezien dit amendement reglementair gesteund wordt, maakt het deel uit van de bespreking.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 22 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 22 sont réservés.

L'article 23 est ainsi rédigé :

Art. 23. Dans l'article 32, 2°, a), de la même loi, modifié par la loi du 4 août 1978, les mots « à l'article 30bis, § 1^{er}, » sont remplacés par les mots « aux articles 30bis, § 1^{er}, et 30ter. »

Art. 23. In artikel 32, 2°, a), van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1978 worden de woorden « artikel 30bis, § 1, » vervangen door de woorden « de artikelen 30bis, § 1, en 30ter. »

De heer Anthuenis c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Anthuenis et consorts proposent la suppression de cet article.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 23 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 23 sont réservés.

L'article 24 est ainsi libellé :

Art. 24. L'article 35 de la même loi, modifié par la loi du 4 août 1978, est complété par l'alinéa suivant :

« En cas de non-assujettissement d'une ou de plusieurs personnes à l'application de la présente loi, le juge condamne d'office l'employeur et, lorsque le cas se présente, l'entrepreneur principal visé à l'article 30ter, pour les personnes occupées par le sous-traitant sur le chantier de l'entrepreneur principal, au paiement à l'Office national de sécurité sociale d'une indemnité égale au triple des cotisations éludées sans qu'elle puisse être inférieure à 51 000 francs par personne occupée et ce par mois ou par fraction de mois. Ce montant est adapté en fonction de l'évolution des salaires et des taux des cotisations de sécurité sociale. »

Art. 24. Artikel 35 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1978, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Bij niet-onderwerping van één of meer personen aan de toepassing van deze wet, veroordeelt de rechter ambtshalve de werkgever, en in voorkomend geval, de hoofdaannemer bedoeld bij artikel 30ter, wat betreft de personen tewerkgesteld door de onderaannemer op de werf van de hoofdaannemer, tot betaling aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van een vergoeding gelijk aan het drievoud van de ontdoken bijdragen, zonder dat dit bedrag minder dan 51 000 frank per tewerkgestelde persoon en dit per maand of fractie ervan, mag bedragen. Dit bedrag wordt aangepast in functie van de evolutie van de lonen en van het bedrag van de sociale-zekerheidsbijdragen. »

De heer Anthuenis c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Anthuenis et consorts proposent la suppression de cet article.

De heer Anthuenis c.s. stelt volgend subsidiair amendement voor:

« In artikel 35, zoals voorgesteld door dit artikel, de woorden «, en in voorkomend geval, de hoofdaannemer bedoeld bij artikel 30ter, wat betreft de personen tewerkgesteld door de onderaannemer op de werf van de hoofdaannemer », te doen vervallen. »

« A l'article 35, tel qu'il est proposé par cet article, supprimer les mots « et, lorsque le cas se présente, l'entrepreneur principal visé à l'article 30ter, pour les personnes occupés par le sous-traitant sur le chantier de l'entrepreneur principal. »

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 24 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 24 sont réservés.

L'article 25 est ainsi rédigé:

Art. 25. L'article 8, § 6, de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par la loi du 4 août 1978, est complété par l'alinéa suivant:

« Le Roi détermine les activités pour lesquelles la présomption de l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas, en fonction de l'importance et de la nature des travaux sous-traités. »

Art. 25. Artikel 8, § 6, van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1978, wordt aangevuld met het volgende lid:

« De Koning bepaalt de werkzaamheden waarvoor het vermoeden van het eerste lid niet van toepassing is, volgens de belangrijkheid en de natuur van de in onderaanneming gegeven werken. »

De heer Anthuenis c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Anthuenis et consorts proposent la suppression de cet article.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 25 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 25 sont réservés.

L'article 26 est ainsi rédigé:

Art. 26. La disposition du A de l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agrégation des entrepreneurs, modifié par l'arrêté royal du 11 avril 1974 et par la loi du 14 juillet 1976 est complétée par l'alinéa suivant:

« Le Roi fixe les conditions dans lesquelles l'adjudicataire d'un marché public de travaux ne peut faire appel qu'à des sous-traitants agréés selon l'importance et la nature des travaux sous-traités. »

Art. 26. De bepaling onder A van artikel 1 van de besluitwet van 3 februari 1947 houdende regeling van de erkenning van aannemers, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 april 1974 en bij de wet van 14 juli 1976 wordt aangevuld met het volgende lid:

« De Koning bepaalt de voorwaarden waaronder de aannemer van een overheidsopdracht van werken verplicht is een beroep te doen op erkende onderaannemers volgens de belangrijkheid en de natuur van de in onderaanneming gegeven werken. »

De heer Anthuenis c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Anthuenis et consorts proposent la suppression de cet article.

De heer Anthuenis c.s. stelt volgend subsidiair amendement voor:

« Dit artikel te vervangen door de volgende bepaling:

« De bepaling onder A van artikel 1 van de besluitwet van 3 februari 1947 houdende regeling van de erkenning der aannemers, gewijzigd door het koninklijk besluit van 11 april 1974 en door de wet van 14 juli 1976, zoals voorgesteld in dit artikel te vervangen als volgt:

« De aannemer aan wie een overheidsopdracht van werken gegund werd mag slechts een beroep doen op erkende onderaannemers, overeenkomstig het wetsbesluit van 3 februari 1947, volgens de belangrijkheid en de natuur van de werken die hen zijn opgedragen. »

« Remplacer cet article par les dispositions suivantes:

« La disposition du A de l'article 1^{er} de l'arrêté-loi du 3 février 1947 organisant l'agrégation des entrepreneurs, modifié par l'arrêté royal du 11 avril 1974 et par la loi du 14 juillet 1976, est remplacée par ce qui suit:

« L'entrepreneur adjudicataire d'un marché public de travaux ne peut faire appel qu'à des sous-traitants agréés, conformément au présent arrêté-loi, selon l'importance et la nature des travaux qui lui ont été confiés. »

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 26 worden aangehouden.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 26 sont réservés.

L'article 27 est ainsi rédigé:

Art. 27. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur du présent chapitre.

Art. 27. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit hoofdstuk.

De heer Anthuenis c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Anthuenis et consorts proposent la suppression de cet article.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 27 worden aangehouden.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 27 sont réservés.

Chapitre VI. — Modification de l'article 21 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs

Art. 28. L'article 21 de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est complété par l'alinéa suivant:

« Sous les conditions fixées par l'Office en concertation avec les institutions concernées, l'Office peut autoriser les employeurs assujettis à transmettre la déclaration ou des parties de celle-ci par supports électroniques. »

Hoofdstuk VI. — Wijziging van artikel 21 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders

Art. 28. Artikel 21 van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maat-

schappelijke zekerheid der arbeiders, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Onder de voorwaarden bepaald door de Rijksdienst in overleg met de betrokken instellingen, kan de Rijksdienst de verzekeringsplichtige werkgevers machtigen om de aangifte of gedeelten hiervan op elektronische dragers over te maken. »

— Adopté.

Aangenomen.

Titre II. — *Emploi et travail*

Chapitre 1^{er}. — Dispositions modifiant l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux

Art. 29. Dans l'article 4 de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux, il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Est également considérée comme document social, la fiche individuelle qui doit être remise par l'employeur au travailleur et conservée par celui-ci sur le lieu du travail. Le Roi peut imposer à l'employeur d'en conserver une copie selon les modalités qu'il détermine. »

Le Roi peut limiter à ou exclure de l'application du présent paragraphe certains travailleurs ou les travailleurs occupés dans les branches d'activité ou les catégories d'entreprises qu'il détermine. »

Titel II. — *Tewerkingstelling en arbeid*

Hoofdstuk 1. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten

Art. 29. In artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. Wordt eveneens als sociaal document beschouwd, de individuele fiche die door de werkgever aan de werknemer overhandigd moet worden en door deze bewaard moet worden op de arbeidsplaats. De Koning kan de werkgever de verplichting opleggen er een afschrift van te bewaren op de wijze die Hij bepaalt. »

De Koning kan de toepassing van deze paragraaf beperken tot sommige werknemers, of tot de werknemers tewerkgesteld in de door Hem aangeduide bedrijfstakken of categorieën van ondernemingen of hen uitsluiten. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 30. Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« Art. 11bis. Le juge qui prononce la peine à charge de l'employeur, de ses préposés ou de ses mandataires ainsi que des personnes déterminées par le Roi en exécution de l'article 4, § 2, pour les faits visés à l'article 11, 1^o, a, b, c, d, e, f et h, les condamne d'office au paiement à l'Office national de sécurité sociale d'une indemnité égale au triple des cotisations prévues à l'article 38, §§ 2 et 3, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, calculées sur la base du montant du revenu minimum mensuel moyen, fixé par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail. »

Art. 30. Een artikel 11bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde koninklijk besluit ingevoegd :

« Art. 11bis. De rechter die voor de feiten bedoeld bij artikel 11, 1^o, a, b, c, d, e, f en h, de straf uitspreekt ten laste van de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers, alsmede de personen bepaald door de Koning in uitvoering van artikel 4, § 2,

veroordeelt hen ambtshalve tot betaling aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van een vergoeding gelijk aan het drievoud van de bijdragen bedoeld bij artikel 38, §§ 2 en 3, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, berekend op basis van het gemiddeld minimum maandinkomen vastgesteld bij een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 31. Un article 12bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« Art. 12bis. Dans le cas visé à l'article 12, le juge qui prononce la peine à charge de l'employeur, de ses mandataires ou de ses préposés ainsi que des personnes déterminées par le Roi en exécution de l'article 4, § 2, les condamne d'office au paiement à l'Office national de sécurité sociale d'une indemnité d'un montant double de celui prévu à l'article 11bis. »

Art. 31. Een artikel 12bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde koninklijk besluit ingevoegd :

« Art. 12bis. In het bij artikel 12 bedoelde geval veroordeelt de rechter die de straf ten laste van de werkgever, zijn aangestelden of lasthebbers alsmede de personen bepaald door de Koning in uitvoering van artikel 4, § 2, uitspreekt, hen ambtshalve tot betaling aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van een vergoeding gelijk aan het dubbele van het bedrag bedoeld bij artikel 11bis. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 32. Un article 15bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« Art. 15bis. L'employeur et les personnes déterminées par le Roi en exécution de l'article 4, § 2, à qui une amende administrative est infligée en application de l'article 1^{er}, 9^o, a, b, c, d, e, f et h, de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales est tenu de payer à l'Office national de sécurité sociale une indemnité égale à celle prévue à l'article 11bis. »

Les articles 8 à 10 de la loi du 30 juin 1971 sont applicables à la récupération de l'indemnité visée à l'alinéa précédent. »

Art. 32. Een artikel 15bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde koninklijk besluit ingevoegd :

« Art. 15bis. De werkgever alsmede de personen bepaald door de Koning in uitvoering van artikel 4, § 2, aan wie een administratieve geldboete wordt opgelegd in toepassing van artikel 1, 9^o, a, b, c, d, e, f en h, van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, moet aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid een vergoeding betalen gelijk aan deze bedoeld bij artikel 11bis. »

De artikelen 8 tot 10 van de wet van 30 juni 1971 zijn eveneens van toepassing op het invorderen van de bij het vorige lid bedoelde vergoeding. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 33. Un article 15ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« Art. 15ter. Les indemnités visées aux articles 11bis, 12bis et 15bis sont multipliées par le nombre de travailleurs pour lesquels une infraction a été établie. »

Art. 33. Een artikel 15ter, luidend als volgt, wordt in hetzelfde koninklijk besluit ingevoegd :

« Art. 15ter. De vergoedingen bedoeld in de artikelen 11bis, 12bis en 15bis worden vermenigvuldigd met het aantal werknemers waarvoor een inbreuk is vastgesteld. »

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre II. — Modification de la législation concernant l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises

Art. 34. L'article 5bis, § 2, 2°, de la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, y inséré par la loi du 22 janvier 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° Les travailleurs qui bénéficient, avant ou à l'occasion de la fermeture, de l'indemnité complémentaire prévue par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail prévoyant l'octroi d'une indemnité complémentaire à certains travailleurs âgés en cas de licenciement ou d'une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire ou s'appliquant à une entreprise qui prévoit des avantages similaires à ceux prévus par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail; »

Hoofdstuk II. — Wijziging van de wetgeving betreffende de vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers

Art. 34. Artikel 5bis, § 2, 2°, van de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen, ingevoegd door de wet van 22 januari 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° De werknemers die vóór of naar aanleiding van de sluiting genieten van de aanvullende vergoeding, bedoeld in een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst die de toekenning regelt van een aanvullende vergoeding aan sommige oudere werknemers indien zij worden ontslagen, of in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een paritair orgaan of die op een onderneming van toepassing is en die in soortgelijke voordelen voorziet als degene die bedoeld worden in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de Nationale Arbeidsraad; »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 35. L'article 1er de la loi du 30 juin 1967 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'article 4, alinéa 3, 2°, et l'article 6, alinéa 6, de la présente loi, on entend par « entreprise » l'unité technique d'exploitation dans le sens de l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, précisé par l'article 3, § 3, de l'arrêté royal du 31 juillet 1986 relatif aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail. »

Art. 35. Artikel 1 van de wet van 30 juni 1967 tot verruiming van de opdracht van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting der ondernemingen ontslagen werknemers wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Voor de toepassing van artikel 4, derde lid, 2° en artikel 6, zesde lid, van deze wet, wordt onder « onderneming » verstaan de technische bedrijfseenheid in de zin van artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende de organisatie van het bedrijfsleven, nader bepaald bij artikel 3, § 3, van het koninklijk besluit van 31 juli 1986 betreffende de ondernemingsraden en

de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 36. L'article 4, alinéa 3, 2°, de la loi du 30 juin 1967 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, y inséré par la loi du 22 janvier 1985 est remplacé par la disposition suivante :

« 2° De l'indemnité prévue par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail prévoyant l'octroi d'une indemnité complémentaire à certains travailleurs âgés en cas de licenciement ou d'une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire ou s'appliquant à une entreprise qui prévoit des avantages similaires à ceux prévus par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail. »

Art. 36. Artikel 4, derde lid, 2°, van de wet van 30 juni 1967 tot verruiming van de opdracht van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, ingevoegd door de wet van 22 januari 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° De vergoeding, bedoeld in een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst die de toekenning regelt van een aanvullende vergoeding aan sommige oudere werknemers indien zij worden ontslagen, of in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een paritair orgaan of die op een onderneming van toepassing is en die in soortgelijke voordelen voorziet als degene die worden bedoeld in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de Nationale Arbeidsraad. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 37. L'article 6, alinéa 6, de la même loi, y inséré par la loi du 22 janvier 1985, est remplacé par la disposition suivante :

« En ce qui concerne les avantages prévus par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail prévoyant l'octroi d'une indemnité complémentaire à certains travailleurs âgés en cas de licenciement ou d'une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire ou s'appliquant à une entreprise qui prévoit des avantages similaires à ceux prévus par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail, le Fonds ne peut être tenu d'intervenir que pour les catégories de travailleurs désignées par le Roi. »

Art. 37. Artikel 6, zesde lid, van dezelfde wet, ingevoegd door de wet van 22 januari 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wat de voordelen betreft, bedoeld in een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst die de toekenning regelt van een aanvullende vergoeding aan sommige oudere werknemers indien zij worden ontslagen, of in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een paritair orgaan of die op een onderneming van toepassing is en die in soortgelijke voordelen voorziet als degene die bedoeld worden in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de Nationale Arbeidsraad, is het Fonds slechts gehouden tussen te komen voor de categorieën van werknemers die door de Koning worden aangewezen. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 38. L'article 1er, § 1er, de la loi du 12 mai 1975 portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, modifié par la loi du 22 janvier 1985 est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. La mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, institué par la loi du

28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, est étendue, en cas de défaut de l'employeur, au paiement aux travailleurs de l'indemnité complémentaire à laquelle ils ont droit à charge de l'employeur en vertu d'une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail prévoyant l'octroi d'une indemnité complémentaire à certains travailleurs âgés en cas de licenciement ou en vertu d'une convention collective de travail conclue au sein d'un organe paritaire ou s'appliquant à une entreprise qui prévoit des avantages similaires à ceux prévus par une convention collective de travail conclue au sein du Conseil national du travail.

Ces dispositions ne sont pas applicables dans les secteurs où une convention collective de travail a été conclue réglant la garantie et les facilités de liquidation de l'indemnité complémentaire.

Pour l'application du présent article, on entend par « entreprise » l'unité technique d'exploitation dans le sens de l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, précisé par l'article 3, § 3, de l'arrêté royal du 31 juillet 1986 relatif aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail. »

Art. 38. Artikel 1, § 1, van de wet van 12 mei 1975 tot verruiming van de opdracht van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, gewijzigd door de wet van 22 januari 1985, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« § 1. De opdracht van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, dat opgericht is bij de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen, wordt in geval van in gebreke blijven van de werkgever verruimd tot de uitbetaling aan de werknemers van de aanvullende vergoeding waarop deze, ten laste van hun werkgever, recht hebben krachtens een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst die de toekenning regelt van een aanvullende vergoeding aan sommige oudere werknemers indien zij worden ontslagen, of krachtens een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in een paritair orgaan of die op een onderneming van toepassing is en die in soortgelijke voordelen voorziet als degene die worden bedoeld in een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Deze bepalingen zijn niet van toepassing in de sectoren waar een collectieve arbeidsovereenkomst werd gesloten tot regeling van de waarborg en van de faciliteiten van vereffening van de aanvullende vergoeding.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder « onderneming » verstaan de technische bedrijfseenheid in de zin van artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende de organisatie van het bedrijfsleven, nader bepaald bij artikel 3, § 3, van het koninklijk besluit van 31 juli 1986 betreffende de ondernemingsraden en de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 39. Ce chapitre produit ses effets le 1^{er} avril 1989 à l'exception de l'article 35 de la présente loi et de l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 12 mai 1975 précitée, inséré par l'article 38 de la présente loi, dont la date d'entrée en vigueur est fixée par le Roi.

Art. 39. Dit hoofdstuk heeft uitwerking met ingang van 1 april 1989, met uitzondering van artikel 35 van deze wet en van artikel 1, § 1, derde lid, van de voormelde wet van 12 mei 1975, ingevoegd door artikel 38 van deze wet, waarvan de datum van inwerkingtreding door de Koning wordt bepaald.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre III. — Dispositions concernant les mesures en faveur de l'emploi

Section 1^{re}. — Modification de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes

Art. 40. Dans l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 est inséré après l'article 14, un chapitre IIIbis qui comprend les articles 14bis, 14ter et 14quater, rédigés comme suit:

« Chapitre IIIbis. Dispositions particulières applicables au secteur non marchand.

Art. 14bis. Pour l'application du présent chapitre, la notion de « secteur non marchand » est limitée aux institutions et services agréés ou subventionnés mentionnés ci-après, pour autant qu'ils exercent leur activité sans but lucratif:

- Les hôpitaux;
- Les maisons de repos et de soins;
- Les maisons de repos;
- Les services d'aide familiale et aux personnes âgées;
- Les institutions et les services pour les personnes handicapées à charge du Fonds pour des soins médicaux, sociaux et pédagogiques pour handicapés;
- Les ateliers protégés et les centres de revalidation qui dépendent du Fonds national de reclassement social des handicapés;
- Les institutions ou services pour les mineurs d'âge auxquels la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse s'applique;
- Les services de santé mentale;
- Les services de soins et d'aide à domicile;
- Les institutions et services désignés par le Roi qui assurent l'aide aux personnes telle que prévue à l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 14ter. Pour les institutions et services visés à l'article 14bis, le Roi peut réduire le pourcentage prévu à l'article 7, § 1^{er}.

Art. 14quater. § 1^{er}. En ce qui concerne les stages institués par le § 2, les hôpitaux peuvent uniquement faire appel aux personnes qui, au moment de leur engagement, appartenaient à une des catégories de groupes à risque précisée ou étendue par le Roi sur la base de l'article 138 de la loi-programme du 30 décembre 1988.

§ 2. Jusqu'au 31 décembre 1990, l'Etat prend en charge, en tout ou en partie, l'indemnité prévue à l'article 23, à l'exclusion des indemnités de rupture de contrat pour un pourcentage des stagiaires engagés par les hôpitaux visés au § 1^{er}, conformément aux dispositions du présent arrêté, pour autant que ces hôpitaux soient liés par une convention collective conclue dans le cadre de l'article 139 de la loi-programme du 30 décembre 1988, pour autant que ces hôpitaux respectent les obligations découlant du présent arrêté et à condition que ces hôpitaux aient déjà engagé un nombre total de stagiaires correspondant à un engagement à temps plein de deux pour cent de l'effectif du personnel de l'insitution.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, prolonger la date visée à l'alinéa 1^{er}.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions dans lesquelles le ministre de l'Emploi et du Travail fixe, pour chaque hôpital visé au § 1^{er}, le pourcentage de l'indemnité prévue à l'article 23, qui est pris en charge par l'Etat et le pourcentage qui est pris en charge par l'hôpital concerné. Il détermine de la même manière le pourcentage des stagiaires dont l'indemnité prescrite est partiellement ou totalement prise en charge par l'Etat, ainsi que les conditions dans lesquelles le ministre de l'Emploi et du Travail fixe la durée de cette prise en charge par l'Etat et détermine les modalités selon lesquelles l'indemnité est payée aux stagiaires.

Le pourcentage des stagiaires visé dans ce paragraphe ne peut pas dépasser un pour cent de l'effectif du personnel de l'hôpital visé, à la date du 30 juin de l'année précédant celle de l'occupation des stagiaires.

L'Etat, ainsi que les hôpitaux visés au § 1^{er}, sont dispensés, pour ces stagiaires, du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale visées à l'article 38, § 3, 1^o au 7^o, et 9^o, et § 3bis de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

L'Office national de l'emploi paie le pourcentage de l'indemnité mis à charge de l'Etat, à l'exclusion des indemnités de rupture du contrat. Il est réputé être l'employeur de ces stagiaires pour l'exécution des obligations qui découlent de la législation relative à la sécurité sociale des travailleurs salariés, en ce compris les accidents du travail et les maladies professionnelles, ainsi que pour l'application de la législation fiscale.

Le Roi détermine la procédure selon laquelle les hôpitaux visés au § 1^{er} doivent introduire leur demande d'engagement de stagiaires ainsi que la procédure d'instruction de ces demandes.

Hoofdstuk III. — Bepalingen betreffende de maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling

Afdeling 1. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces

Art. 40. In het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 wordt na artikel 14, een hoofdstuk IIIbis, dat de artikelen 14bis, 14ter en 14quater bevat, ingevoegd luidend als volgt:

«Hoofdstuk IIIbis. Bijzondere bepalingen van toepassing op de niet-commerciële sector.

Art. 14bis. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt het begrip «niet-commerciële sector» beperkt tot de hiernavermelde erkende of betoelaagde instellingen en diensten voor zover ze zonder winst oogmerk werken:

- De ziekenhuizen;
- De rust- en verzorgingsinstellingen;
- De rustoorden;
- De diensten voor gezins- en bejaardenhulp;
- De instellingen en diensten voor gehandicapte personen ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;
- De beschermde werkplaatsen en revalidatiecentra die afhangen van het Rijksfonds voor de sociale reclassering van de minder-validen;
- De instellingen of diensten voor minderjarigen waarop de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming van toepassing is;
- De diensten voor geestelijke gezondheidszorg;
- De diensten voor thuisverpleging en thuisverzorging;
- De door de Koning aangewezen instellingen en diensten die bijstand verlenen aan personen zoals omschreven in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 14ter. Voor de in artikel 14bis vermelde instellingen en diensten kan de Koning het percentage vermeld in artikel 7, § 1, verlagen.

Art. 14quater. § 1. De ziekenhuizen kunnen voor de bij § 2 ingestelde stages enkel beroep doen op personen die bij hun indienstneming behoren tot één van de categorieën van risicogroepen nader omschreven of uitgebreid door de Koning op grond van artikel 138 van de programmawet van 30 december 1988.

§ 2. De Staat neemt tot 31 december 1990 de door artikel 23 voorgeschreven vergoeding met uitsluiting van de verbrekingsvergoedingen, geheel of gedeeltelijk op zich voor een percentage van de stagiaires die overeenkomstig de bepalingen van dit besluit

door de in § 1 bedoelde ziekenhuizen worden in dienst genomen voor zover deze ziekenhuizen gebonden zijn door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het kader van artikel 139 van de programmawet van 30 december 1988, voor zover deze ziekenhuizen hun verplichtingen voortspruitend uit dit besluit nakomen en op voorwaarde dat deze ziekenhuizen reeds een totaal aantal stagiaires hebben aangeworven overeenstemmend met een voltijdse aanwerving van twee procent van het personeelsbestand van het ziekenhuis.

De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit de in het eerste lid vermelde datum verlengen.

De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de voorwaarden volgens welke de minister van Tewerkstelling en Arbeid, voor elk in § 1 bedoeld ziekenhuis, het percentage van de door artikel 23 voorgeschreven vergoeding, dat ten laste wordt genomen door de Staat en het percentage dat ten laste wordt genomen door het bedoeld ziekenhuis, vaststelt. Hij bepaalt op dezelfde wijze het percentage van de stagiaires waarvoor de Staat de voorgeschreven vergoeding geheel of gedeeltelijk op zich neemt evenals de voorwaarden volgens welke de minister van Tewerkstelling en Arbeid de duur van deze tenlasteneming door de Staat en de modaliteiten volgens welke de vergoeding aan de stagiaires wordt betaald, vaststelt.

Het in deze paragraaf bedoelde percentage stagiaires mag niet hoger zijn dan één procent van het personeelsbestand van het bedoeld ziekenhuis op 30 juni van het jaar dat het jaar van de tewerkstelling van de stagiaires voorafgaat.

De Staat, evenals de in § 1 bedoelde ziekenhuizen zijn voor deze stagiaires vrijgesteld van de betaling van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid, bedoeld in artikel 38, § 3, 1^o tot 7^o, en 9^o, en § 3bis, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van sociale zekerheid voor de werknemers.

De Rijksdienst voor arbeidsvoorziening betaalt het percentage van de vergoeding dat ten laste valt van de Staat, met uitzondering van de verbrekingsvergoedingen. Voor het vervullen van de verplichtingen voortvloeiend uit de wetgeving betreffende de sociale zekerheid der werknemers, daarin begrepen de arbeidsongevallen en beroepsziekten, alsmede voor de toepassing van de belastingswetgeving, wordt de Rijksdienst als werkgever van die stagiaires beschouwd.

De Koning bepaalt de procedure voor het indienen en het onderzoek van de aanvragen tot het in dienst nemen van stagiaires door de in § 1 bedoelde ziekenhuizen.

— Adopté.
Aangenomen.

Section 2. — Modification concernant la réduction temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale en vue de la promotion de l'emploi

Art. 41. L'article 126, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988 est remplacé par la disposition suivante:

«§ 2. Sont également exclus du bénéfice de ce chapitre, les employeurs qui ne respectent pas les dispositions de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes. Cette exclusion vaut également pour les employeurs qui, en application de l'article 9 de l'arrêté précité ont été dispensés de l'obligation d'occuper des stagiaires.»

Afdeling 2. — Wijziging inzake de tijdelijke vermindering van de werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid ter bevordering van de tewerkstelling

Art. 41. Artikel 126, § 2, van de programmawet van 30 december 1988 wordt vervangen door de volgende bepaling:

«§ 2. Worden ook uitgesloten van het voordeel van dit hoofdstuk, de werkgevers die de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces niet nakomen. Deze

uitsluiting geldt eveneens voor de werkgevers die vrijgesteld werden van de verplichting stagiairs tewerk te stellen met toepassing van artikel 9 van voornoemd besluit. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 42. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} juillet 1989.

Art. 42. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 juli 1989.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre IV. — Dispositions concernant les cotisations de sécurité sociale

Art. 43. Le taux de la cotisation, prévu dans l'article 38, § 3, 3^o, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, est fixé à 1,43 p.c. pour le troisième trimestre 1989.

Hoofdstuk IV. — Bepalingen betreffende de sociale-zekerheidsbijdragen

Art. 43. De bijdragevoet, voorzien in artikel 38, § 3, 3^o, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, wordt vastgesteld op 1,43 pct. voor het derde kwartaal 1989.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 44. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} juillet 1989.

Art. 44. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 juli 1989.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre V. — Dispositions diverses

Section 1^{re}. — Financement du Fonds national de reclassement social des handicapés

Art. 45. A l'article 24 de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, modifié par l'arrêté royal n^o 14 du 23 octobre 1978, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Pour l'application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, il est tenu compte des dispositions suivantes :

1^o « Les risques connexes quelconques » visés sont : la foudre, la fumée, l'explosion, l'implosion, l'électrocution des animaux, le heurt de véhicules terrestres, d'animaux, d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux, le risque électrique, la tempête, la grêle, la neige, la gelée, le glissement de terrain, le tremblement de terre, les catastrophes naturelles, les dégâts des eaux, le bris de vitrages, le vol, les attentats, les conflits de travail, le risque atomique, la responsabilité civile immeuble, les pertes indirectes, le chômage immobilier, le chômage industriel et commercial, les pertes d'exploitation, ainsi que tous autres risques similaires ou apparentés;

2^o Le supplément de prime ou de cotisation est dû quelle que soit la dénomination que l'assureur donne à la police : police-incendie, -globale habitation, -idéale combinée, -combi globale, -top globale, -multirisque, -combinée, -combinée habitation, -groupée, -multipéril, -compact, -tous risques, ou toute autre appellation.

Les dispositions du présent paragraphe peuvent, dans les limites du champ d'application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, être adaptées par le Roi à l'évolution technique des assurances. »

Hoofdstuk V. — Diverse bepalingen

Afdeling 1. — Financiering van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen

Art. 45. In artikel 24 van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 14 van 23 oktober 1978, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Voor de toepassing van § 1, eerste lid, 3^o, wordt rekening gehouden met volgende bepalingen :

1^o Met « elk daarmee verbonden risico » wordt bedoeld : blikseminslag, rook, ontploffing, implosie, elektrocutie van dieren, aanraking met rijtuigen, dieren, luchtvaart- en ruimtetuigen, elektrisch risico, storm, hagel, sneeuw, vorst, aardverschuiving, aardbeving, natuurrampen, waterschade, glasbreuk, diefstal, aanslagen, arbeidsconflicten, kernrisico's, burgerlijke aansprakelijkheid gebouwen, onrechtstreekse verliezen, onbruikbaarheid van onroerende goederen, bedrijfs- of handelsschade, exploitatieverliezen, alsmede alle andere gelijkaardige of aanverwante risico's;

2^o De aanvullende premie of bijdrage is verschuldigd, welke ook de benaming weze die de verzekeraar aan de polis geeft : polis brand, polis globale woning, gecombineerde ideale polis, combi globale of top globale polis, multirisicopolis, gecombineerde polis, gecombineerde polis woning, gegroepeerde polis, uitgebreide verzekering polis, polis compact, alle risico's polis, of welkdanige benaming.

Binnen de perken van het toepassingsgebied van § 1, eerste lid, 3^o, kunnen de bepalingen van onderhavige paragraaf door de Koning aan de technische evolutie van het verzekeringswezen aangepast worden. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 46. L'article 24, § 1^{er}, de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, modifié par l'arrêté royal n^o 14 du 23 octobre 1978 est complété comme suit :

« En 1989, le produit des moyens financiers du Fonds national de reclassement social des handicapés visé à l'alinéa 1^{er}, 1^o à 5^o, est versé au budget des Voies et Moyens de l'Etat après déduction des moyens nécessaires au financement des compétences restées nationales. »

Art. 46. Artikel 24, § 1, van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 14 van 23 oktober 1978 wordt als volgt aangevuld :

« In 1989 wordt de opbrengst van de financiële middelen van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen bedoeld in lid 1, 1^o tot 5^o, na aftrek van de middelen nodig voor de nationaal gebleven bevoegdheden, gestort op de Rijksmiddelenbegroting van de Staat. »

— Adopté.

Aangenomen.

Section 2. — Modification de l'article 628 du Code judiciaire

Art. 47. Dans l'article 628, 14^o, du Code judiciaire, les mots « et 11^o » sont remplacés par les mots « , 11^o et 12^o ».

Afdeling 2. — Wijziging van artikel 628 van het Gerechtelijk Wetboek

Art. 47. In artikel 628, 14^o, van het Gerechtelijk Wetboek worden de woorden « en 11^o » vervangen door de woorden « , 11^o en 12^o ».

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 48. § 1^{er}. Les modifications introduites par l'article 45 produisent leurs effets le 1^{er} janvier 1988.

§ 2. La modification introduite par l'article 47 entre en vigueur le 1^{er} juin 1989.

Art. 48. § 1. De door artikel 45 aangebrachte wijzigingen hebben uitwerking met ingang van 1 januari 1988.

§ 2. De door artikel 47 aangebrachte wijziging treedt in werking op 1 juni 1989.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre II. — Subvention de l'Etat au régime de pensions des travailleurs salariés

Art. 50. Par dérogation aux dispositions de l'article 26 de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, aux dispositions de l'article 10 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, modifié par la loi du 1^{er} août 1985, la loi du 23 décembre 1985, l'arrêté royal n^o 479 du 5 décembre 1986 et la loi-programme du 30 décembre 1988 et aux dispositions de l'article 6, alinéas 2 et 4, de l'arrêté royal n^o 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, les montants des subventions de l'Etat destinées au régime de pension des travailleurs salariés, sont remplacées pour 1989 par un montant unique et fixe de 59 495,2 millions de francs.

Hoofdstuk II. — Rijkstoelage aan de pensioenregeling voor werknemers

Art. 50. In afwijking van de bepalingen van artikel 26 van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, van de bepalingen van artikel 10 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, de wet van 23 december 1985, het koninklijk besluit nr. 479 van 5 december 1986 en de programmawet van 30 december 1988 en van de bepalingen van artikel 6, tweede en vierde lid, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, worden de bedragen van de rijkstoelagen bestemd voor de pensioenregeling voor werknemers, voor 1989 vervangen door een enig en vast bedrag van 59 495,2 miljoen frank.

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — De aangehouden stemmingen hebben later plaats.

Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1988-1989
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1988-1989

Discussion du rapport fait au nom de la commission de la Santé publique et de l'Environnement

Examen et vote des articles

Bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons la discussion du rapport fait au nom de la commission de la Santé publique et de l'Environnement au sujet des articles 10 à 12 inclus.

Wij vatten de beraadslaging aan van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu met betrekking tot de artikelen 10 tot 12.

La discussion est ouverte.

De beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Minet, rapporteur.

M. Minet, rapporteur. — Monsieur le Président, messieurs les ministres, les articles 10 à 12 de la loi-programme portent sur trois points précis.

Leur philosophie est d'améliorer la rationalisation du système actuel de la biologie clinique en y réalisant de manière plus efficace les économies souhaitables et en écartant au maximum de ce secteur l'esprit de lucre et de commercialisation. Il s'agit donc, en définitive, d'augmenter la qualité générale de ce service si important pour la santé des populations.

Il est question d'abord de fixer la date à laquelle a été commencée l'exploitation des laboratoires dépendant de personnes morales de droit privé et de sociétés coopératives.

Cette disposition comble une lacune du dispositif précédent. Il s'agit ensuite de régler le problème du site d'exploitation des laboratoires, soit hospitaliers, soit extra-hospitaliers, en le rendant unique, sauf dérogation ou cas spécifique. Il s'agit enfin de régler la question du prélèvement, de l'identification et du transport des échantillons destinés à être examinés dans les laboratoires.

Pour ce qui est de l'exposé du secrétaire d'Etat, et de la discussion, vu l'heure tardive, je préfère m'en référer au texte écrit. Vous l'avez sous les yeux. (Applaudissements.)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion du rapport fait au nom de la commission de la Santé publique et de l'Environnement, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles faisant l'objet de ce rapport.

Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging over het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Volksgezondheid en het Leefmilieu, verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen die het onderwerp uitmaken van dit verslag.

L'article 10 est ainsi rédigé :

Chapitre III. — Modifications de l'arrêté royal n^o 143 du 30 décembre 1982 fixant les conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance maladie pour les prestations de biologie clinique

Art. 10. L'article 3 de l'arrêté royal n^o 143 du 30 décembre 1982 fixant les conditions auxquelles les laboratoires doivent répondre en vue de l'intervention de l'assurance maladie pour les prestations de biologie clinique, modifié par la loi du 22 janvier 1985, et la loi du 7 novembre 1987 et remplacé par l'article 17 de la loi-programme du 30 décembre 1988, est modifié comme suit :

1° Le § 1^{er} est modifié comme suit :

a) Au 8^o, les mots « à condition que ce laboratoire existait le 26 février 1980 » sont remplacés par les mots « à condition que la personne morale exploitait déjà le laboratoire le 26 février 1980 »;

b) Au 9^o du § 1^{er}, les mots « à condition que ce laboratoire existait le 26 février 1980 » sont remplacés par les mots « à condition que la société exploitait déjà le laboratoire le 26 février 1980 »;

c) Le § 1^{er} est complété comme suit : « Le Roi peut fixer les conditions dans lesquelles il peut être dérogé au 8^o et au 9^o du présent paragraphe afin d'assurer le bon fonctionnement du laboratoire dans des circonstances spécifiques. »

2° Après le § 3 est inséré un § 3bis, libellé comme suit :

« § 3bis. L'exploitant d'un hôpital visé par le § 1^{er}, 5^o, ne peut exploiter qu'un seul laboratoire, sauf si l'activité hospitalière est répartie sur plusieurs sites.

Dans ce cas, il ne peut être exploité qu'un seul laboratoire par site.

Le Roi peut fixer les conditions dans lesquelles il pourra être dérogé au présent paragraphe afin d'assurer le bon fonctionnement du laboratoire dans des circonstances spécifiques ou de remplir les conditions spécifiques en ce qui concerne le domaine et le champ d'activité du laboratoire. »

3° Après le § 6 est ajouté un § 7, libellé comme suit :

« § 7. Sans préjudice des dispositions du § 3bis, un laboratoire qui est exploité conformément au § 1^{er} du présent article ne peut être établi que sur un seul site.

Le Roi peut fixer les conditions dans lesquelles il pourra être dérogé au présent paragraphe afin d'assurer le bon fonctionnement du laboratoire dans des circonstances spécifiques ou de remplir les conditions spécifiques en ce qui concerne le domaine et le champ d'activité du laboratoire. »

Hoofdstuk III. — Wijzigingen van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de laboratoria moeten voldoen voor de tegemoetkoming van de ziekteverzekering voor verstrekkingen van klinische biologie

Art. 10. Artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan laboratoria moeten voldoen voor de tegemoetkoming van de ziekteverzekering voor verstrekkingen de van klinische biologie, gewijzigd door de wet van 22 januari 1985 en de wet van 7 november 1987 en vervangen door artikel 17 van de programmawet van 30 december 1988, wordt als volgt gewijzigd :

1° Paragraaf 1 wordt als volgt gewijzigd :

a) In 8^o worden de woorden « op voorwaarde dat dit laboratorium bestond op 26 februari 1980 » vervangen door de woorden « op voorwaarde dat het laboratorium door de rechtspersoon reeds werd uitgebaat op 26 februari 1980 »;

b) In 9^o van § 1 worden de woorden « op voorwaarde dat dit laboratorium bestond op 26 februari 1980 » vervangen door de woorden « op voorwaarde dat het laboratorium door de vennootschap reeds werd uitgebaat op 26 februari 1980 »;

c) Paragraaf 1 wordt aangevuld als volgt : « De Koning kan de voorwaarden bepalen waaronder mag worden afgeweken van 8^o en van 9^o van deze paragraaf teneinde in specifieke omstandigheden de goede werking van het laboratorium te verzekeren. »

2° Na § 3 wordt een § 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3bis. De uitbater van een ziekenhuis bedoeld in § 1, 5^o, mag slechts één laboratorium uitbaten, behalve indien zijn ziekenhuisactiviteit zich uitstrekt over verschillende vestingsplaatsen.

In voorkomend geval mag er slechts één laboratorium per vestingsplaats worden uitgebaat.

De Koning kan de voorwaarden vaststellen waaronder mag worden afgeweken van deze paragraaf teneinde in specifieke omstandigheden de goede werking van het laboratorium te verzekeren of om te beantwoorden aan de specifieke vereisten op het vlak van het domein of het activiteitsgebied van het laboratorium. »

3° Na § 6 wordt een § 7 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 7. Onverminderd de bepalingen van § 3bis mag een laboratorium dat wordt uitgebaat overeenkomstig § 1 van dit artikel slechts op één plaats worden gevestigd.

De Koning kan bepalen onder welke voorwaarden van deze paragraaf mag worden afgeweken teneinde in specifieke omstandigheden de goede werking van het laboratorium te verzekeren of om te beantwoorden aan de specifieke vereisten op het vlak van het domein of het activiteitsgebied van het laboratorium. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 11. L'article 6 de l'arrêté royal précité, remplacé par l'article 20 de la loi-programme du 30 décembre 1988, est remplacé comme suit :

« Art. 6. Afin d'éviter des pratiques commerciales, des règles et des conditions seront fixées par le Roi concernant le prélèvement, l'identification, la conservation et le transport d'échantillons. »

Art. 11. Artikel 6 van het voormelde koninklijk besluit vervangen door artikel 20 van de programmawet van 30 december 1988, wordt als volgt vervangen :

« Art. 6. Teneinde commerciële praktijken te verhinderen, zullen door de Koning regelen worden bepaald en voorwaarden worden opgelegd betreffende het afnemen, de identificatie, de bewaring en het transporteren van stalen. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 12. Il doit être satisfait aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté royal précité, tel qu'il est modifié par la présente loi, au plus tard le premier jour du sixième mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

Art. 12. Aan het bepaalde in artikel 3 van het voormelde koninklijk besluit, zoals het wordt gewijzigd door deze wet, moet zijn voldaan uiterlijk de eerste dag van de zesde maand volgend op die gedurende welke deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

— Adopté.

Aangenomen.

Bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Landbouw en de Middenstand

Beraadslaging en stemming over het artikel

Discussion du rapport fait au nom de la commission de l'Agriculture et des Classes moyennes

Examen et vote de l'article

De Voorzitter. — Wij bespreken nu het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Landbouw en de Middenstand betreffende artikel 49.

Nous abordons la discussion du rapport fait au nom de la commission de l'Agriculture et des Classes moyennes au sujet de l'article 49.

De beraadslaging is geopend.

La discussion est ouverte.

De heer Van Nevel, rapporteur, verwijst naar zijn verslag.

Daar niemand het woord vraagt in de beraadslaging over het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Landbouw en de Middenstand, verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de bespreking van het artikel dat het onderwerp uitmaakt van dit verslag.

Personne ne demandant la parole dans la discussion du rapport fait au nom de la commission de l'Agriculture et des Classes moyennes, je la déclare close et nous passons à l'examen de l'article faisant l'objet de ce rapport.

Titre III. — Pensions

Chapitre 1^{er}. — Subvention de l'Etat au régime de pension des travailleurs indépendants

Art. 49. L'article 147 de la loi-programme du 30 décembre 1988 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 147. Par dérogation à l'article 42, 2^o, de l'arrêté royal n^o 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, modifié par les lois des 15 mai 1984, 7 novembre 1987 et 30 décembre 1988, la subvention de l'Etat est fixée pour l'année 1988 à 8 741,8 millions de francs et pour l'année 1989 à 9 019,2 millions de francs, à l'indice 142,75 (1971 = 100). »

Titel III. — Pensioenen

Hoofdstuk 1. — Rijkstoelage aan de pensioenregeling van de zelfstandigen

Art. 49. Artikel 147 van de programmawet van 30 december 1988 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 147. In afwijking van artikel 42, 2^o, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, gewijzigd bij de wetten van 15 mei 1984, 7 november 1987 en 30 december 1988, wordt de rijkstoelage voor het jaar 1988 vastgelegd op 8 741,8 miljoen frank en voor het jaar 1989 op 9 019,2 miljoen frank, tegen index 142,75 (1971 = 100). »

— Adopté.

Aangenomen.

Discussion du rapport fait au nom de la commission des Finances

Examen et vote d'articles

Bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Financiën

Beraadslaging en stemming over artikelen

M. le Président. — Nous abordons la discussion du rapport fait au nom de la commission des Finances au sujet des articles 51 à 61.

Wij vatten de beraadslaging aan over het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Financiën met betrekking tot de artikelen 51 tot 61.

La discussion est ouverte.

De beraadslaging is geopend.

La parole est à M. de Wasseige, rapporteur.

M. de Wasseige, rapporteur. — Monsieur le Président, ce rapport fait au nom de la commission des Finances, sera très bref. Les articles 51 à 61 traités par la commission couvrent quatre matières, à savoir les pensions dans les services publics, les mesures concernant l'aliénation d'immeubles domaniaux, les compétences des comités d'acquisition et, enfin, le volet fiscal des dispositions visant à mettre fin aux pratiques des pour-

voyeurs de main-d'œuvre dont nous avons déjà étudié le volet social.

Pour ce qui est des pensions dans le secteur public, il s'agit d'une harmonisation des règles concernant le cumul d'une pension de survie avec une pension de retraite. Cette mesure prévoit l'application d'un accord de programmation sociale déjà intervenu et n'a donné lieu à aucune discussion en commission.

La deuxième mesure sur l'aliénation des immeubles domaniaux prévoit trois dispositions.

En premier lieu, le législateur n'interviendra plus qu'*a posteriori* dans le cas de l'aliénation d'un immeuble domanial de plus de 50 millions. On est donc arrivés à un accord sur le fond, mais il faut quand même souligner que la commission et le ministre ont estimé que, s'il s'agit d'immeubles domaniaux appartenant aux Régions et aux Communautés, celles-ci sont maîtres des procédures. Par conséquent, ce que nous décidons ici ne les concerne pas *ipso facto*.

Le deuxième point — peut-être plus important qu'il n'y paraît — concerne la suppression de l'annonce au *Moniteur belge* de la mise en vente de biens domaniaux — c'est-à-dire de parcelles appartenant aux Domaines — au profit d'annonces plus commerciales, de manière à accroître le nombre d'amateurs et à augmenter la valeur des ventes. En contre-partie, les propriétaires des terrains jouxtant les parcelles en question seront avertis par lettre recommandée.

On a fait — c'est ce qui m'incite à prendre la parole en séance publique — la remarque suivante en commission : la commune ne serait dorénavant plus prévenue. Or, il est quand même important qu'elle le soit, lorsqu'on décide de vendre une parcelle d'un terrain se trouvant sur son territoire et appartenant au Domaine. Le ministre des Finances a précisé qu'il donnerait les instructions nécessaires pour qu'en cas de mise en vente, lorsque la lettre recommandée est adressée aux voisins, une copie de celle-ci soit envoyée à l'administration communale concernée.

Enfin, une petite modification concerne le recouvrement des créances non fiscales, pour lequel les mêmes modalités qu'en ce qui concerne les créances fiscales sont dorénavant prévues.

J'en viens maintenant aux comités d'acquisition. Il s'agit d'étendre leurs compétences, de les habiliter à acquérir, aliéner et exproprier pour le compte des communes ou des autorités publiques dépendant de ces dernières, par exemple une intercommunale. Actuellement, ils ne peuvent agir en la matière que pour le compte de l'Etat et, en vertu d'une autre loi, pour celui des Régions et des Communautés. Ils n'étaient donc pas habilités à agir pour les communes alors qu'en réalité, ils mènent à bien toutes les négociations et rédigent les actes, qu'ils ne peuvent cependant pas signer. Il s'agit donc de leur conférer ce pouvoir, mais bien entendu, ils n'interviendront que lorsqu'ils ont été sollicités par les communes.

Dernier point : les mesures contre les pourvoyeurs de main-d'œuvre. Je me réfère au rapport dans lequel vous retrouverez les propos tenus tout à l'heure et notamment les remarques émanant de M. Aerts. (*Applaudissements*.)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion du rapport fait au nom de la commission des Finances, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles faisant l'objet de ce rapport.

Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging over het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Financiën, verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen die het onderwerp uitmaken van dit verslag.

L'article 51 est ainsi rédigé :

Chapitre III. — Assouplissement des règles de cumul d'une pension de survie avec une pension de retraite

Art. 51. L'article 40bis, § 1^{er}, alinéa 5, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, y inséré par

l'arrêté royal n° 30 du 30 mars 1982 et modifié par la loi du 15 mai 1984, est remplacé par les alinéas suivants :

« L'application des alinéas 1^{er} à 4 ne peut avoir pour effet de ramener l'ensemble des pensions de retraite et de survie visées par le présent article à un montant inférieur à celui constitué par les seules pensions de survie visées à l'article 38 ou à un montant inférieur à 125 000 francs par an. Ce montant qui peut être majoré par le Roi, est lié à l'indice 114,20 des prix à la consommation du royaume et varie en fonction de l'évolution de cet indice de la même manière que les pensions de survie à charge du Trésor public.

Si, après l'application des alinéas 1^{er} à 5, le montant mensuel global de l'ensemble des pensions de retraite et de survie visées par le présent article est inférieur à 40 000 francs, la réduction découlant de l'application de ces alinéas n'est effectuée qu'à concurrence de 90 p.c., sans toutefois que le nouveau montant mensuel global ainsi obtenu puisse excéder 40 000 francs.

Le montant de 40 000 francs, qui peut être majoré par le Roi, est lié à l'indice-pivot 135,30 et varie en fonction de l'évolution de cet indice de la même manière qu'une pension de survie à charge du Trésor public d'un même montant. »

Hoofdstuk III. — Versoepeling van de regeling inzake de cumulatatie van een overlevingspensioen met een rustpensioen

Art. 51. Artikel 40bis, § 1, vijfde lid, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, in die wet ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 30 van 30 maart 1982 en gewijzigd bij de wet van 15 mei 1984, wordt vervangen door de volgende leden :

« De toepassing van de leden 1 tot 4 mag niet tot gevolg hebben dat het geheel van de door dit artikel bedoelde rust- en overlevingspensioenen wordt teruggebracht tot een lager bedrag dan datgene dat wordt gevormd door de in artikel 38 bedoelde overlevingspensioenen alleen of tot een bedrag van minder dan 125 000 frank per jaar. Dit bedrag, dat door de Koning kan worden verhoogd, is gekoppeld aan indexcijfer 114,20 der consumptieprijzen van het rijk en volgt de evolutie van dat indexcijfer op dezelfde wijze als de overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist.

Indien het totale maandbedrag van het geheel van de in dit artikel bedoelde rust- en overlevingspensioenen met toepassing van de leden 1 tot 5 lager ligt dan 40 000 frank, wordt de met toepassing van die leden voortkomende vermindering slechts verricht tot het beloop van 90 pct., zonder dat het aldus verkregen nieuwe totale maandbedrag evenwel 40 000 frank mag overtreffen.

Het bedrag van 40 000 frank, dat door de Koning kan worden verhoogd, is gekoppeld aan het spilindexcijfer 135,30 en volgt de evolutie van dat indexcijfer op dezelfde wijze als een even hoog overlevingspensioen ten laste van de Openbare Schatkist. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 52. Dans l'article 40bis, § 1^{er}, de la même loi, tel qu'il était rédigé avant sa modification par la loi du 15 mai 1984 et modifié par l'arrêté royal du 29 janvier 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 4, les mots « à 110 p.c. du minimum de pension de survie prévu en faveur du conjoint survivant par l'article 32 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension » sont remplacés par les mots « à 125 000 francs par an » ;

2° Le paragraphe 1^{er} est complété par les alinéas suivants :

« Ce montant, qui peut être majoré par le Roi, est lié à l'indice 114,20 des prix à la consommation du royaume et varie en fonction de l'évolution de cet indice de la même manière que les pensions de survie à charge du Trésor public.

Si, après l'application des alinéas 1^{er} à 5, le montant mensuel global de l'ensemble des pensions de retraite et de survie visées

par le présent article est inférieur à 40 000 francs, la réduction découlant de cette application n'est effectuée qu'à concurrence de 90 p.c., sans toutefois que le nouveau montant mensuel global ainsi obtenu puisse excéder 40 000 francs.

Le montant de 40 000 francs, qui peut être majoré par le Roi, est lié à l'indice-pivot 135,30 et varie en fonction de l'évolution de cet indice de la même manière qu'une pension de survie à charge du Trésor public d'un même montant. »

Art. 52. In artikel 40bis, § 1, van dezelfde wet, zoals het luidde vóór de wijziging bij de wet van 15 mei 1984 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 januari 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het vierde lid worden de woorden « tot 110 pct. van het minimumbedrag van de overlevingspensioenen voorzien voor de langstlevende echtgenoot door artikel 32 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen » vervangen door de woorden « tot 125 000 frank per jaar » ;

2° De volgende leden worden toegevoegd aan paragraaf 1 :

« Dat bedrag, dat door de Koning kan worden verhoogd, is gekoppeld aan indexcijfer 114,20 der consumptieprijzen van het rijk en volgt de evolutie van dat indexcijfer op dezelfde wijze als de overlevingspensioenen ten laste van de Openbare Schatkist.

Indien het totale maandbedrag van het geheel van de in dit artikel bedoelde rust- en overlevingspensioenen na toepassing van de leden 1 tot 5 lager ligt dan 40 000 frank, wordt de uit die toepassing voortkomende vermindering slechts verricht tot het beloop van 90 pct., zonder dat het aldus verkregen nieuwe totale maandbedrag evenwel 40 000 frank mag overtreffen.

Het bedrag van 40 000 frank, dat door de Koning kan worden verhoogd, is gekoppeld aan het spilindexcijfer 135,30 en volgt de evolutie van dat indexcijfer op dezelfde wijze als een even hoog overlevingspensioen ten laste van de Openbare Schatkist. »

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 53. Le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} septembre 1989 et s'applique aux cumuls existants à cette date.

Art. 53. Dit hoofdstuk treedt in werking op 1 september 1989 en is van toepassing op de cumulaties die op die datum bestaan.

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — L'article 54 est ainsi libellé.

Titre IV. — Dispositions fiscales et financières

Chapitre 1^{er}. — Pourvoyeurs de main d'œuvre

Art. 54. A l'article 299bis du Code des impôts sur les revenus, inséré par l'article 59 de la loi du 4 août 1978, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er} est complété par un deuxième alinéa libellé comme suit :

« Est assimilé à un entrepreneur non enregistré, l'entrepreneur enregistré qui, sur les chantiers du maître de l'ouvrage, ne respecte pas les limites de la catégorie ou des catégories de travaux pour lesquels il a été enregistré comme entrepreneur ou occupe plus de travailleurs que son enregistrement lui permet d'occuper. »

2° Le § 2, alinéa 2, est remplacé comme suit :

« Les décisions d'enregistrement sont publiées au *Moniteur belge*; elles indiquent clairement les catégories de travaux autorisées et la catégorie du nombre de travailleurs que l'entrepreneur peut utiliser. »

3° Au § 6, le premier alinéa est complété comme suit :

« 3° Aux cas dans lesquels l'article 299ter est applicable dans le chef d'une même personne. »

4° Un nouveau § 7 libellé comme suit est ajouté :

« § 7. Le présent article reste applicable en cas de faillite ou de tout autre concours de créanciers de même qu'en cas de cession, saisie-arrêt, nantissement et dation en paiement. »

Titel IV. — Financiële en fiscale bepalingen

Hoofdstuk I. — Koppelbazen

Art. 54. In artikel 299bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, ingevoegd bij artikel 59 van de wet van 4 augustus 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1 wordt met een tweede lid aangevuld luidende als volgt :

« Met een niet-geregistreerde aannemer wordt gelijkgesteld, de geregistreeerde aannemer die, op de werven van de opdrachtgever, zich niet houdt aan de perken van de categorie of de categorieën van werken waarvoor hij als aannemer is geregistreerd of meer werknemers tewerkstelt dan het aantal dat hij overeenkomstig zijn registratie mag tewerkstellen. »

2° In § 2 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De registratiebeslissingen worden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*; ze geven duidelijk de toegelaten categorieën van werken en de categorie van het aantal werknemers aan die de aannemer mag tewerkstellen. »

3° In § 6 wordt het eerste lid aangevuld als volgt :

« 3° De gevallen waarin artikel 299ter van toepassing is in hoofde van dezelfde persoon. »

4° Een nieuwe § 7 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« § 7. Dit artikel blijft van toepassing in geval van faillissement of elke andere samenloop van schuldeisers alsook bij cessie, beslag onder derden, inpandgeving en inbetalinggeving. »

De heer Anthuenis c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Anthuenis et consorts proposent la suppression de cet article.

Het woord is aan mevrouw Herman.

Mevrouw Herman-Michielsens. — Mijnheer de Voorzitter, onze amendementen betreffende de artikelen 54 tot en met 56 strekken ertoe die artikelen te doen vervallen. Ik verwijs hierbij naar de schriftelijke verantwoording.

M. le Président. — La parole est à M. de Wasseige.

M. de Wasseige. — 'Nous ne pouvons soutenir cet amendement qui ne règle pas le problème. En effet, si cet amendement, était accepté on se référerait à la jurisprudence. Ce n'est pas la bonne manière de résoudre le problème, même si nous sommes d'accord sur le fond.

De Voorzitter. — De heer Anthuenis c.s. stelt volgende subsidiaire amendementen voor :

« In artikel 30bis, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1978, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Paragraaf 1 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Met een niet-geregistreerde aannemer wordt gelijkgesteld de geregistreeerde aannemer die, op de werven van de opdrachtgever, zich niet houdt aan de perken van de categorie of de categorieën van werken waarvoor hij als aannemer is geregistreerd of meer werknemers tewerkstelt dan het aantal dat hij overeenkomstig zijn registratie mag tewerkstellen. »

2° In § 2 wordt het tweede lid vervangen door wat volgt :

« De registratiebeslissingen worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*; zij geven duidelijk de toegelaten categorieën van werken en de categorie van werknemers aan die de aannemer mag tewerkstellen. »

3° Paragraaf 6, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« 3° De gevallen waarin artikel 30ter van toepassing is in hoofde van dezelfde persoon. »

4° Hetzelfde artikel wordt aangevuld met een als volgt luidend nieuwe § 7 :

« § 7. Dit artikel blijft van toepassing in geval van faillissement of elke andere samenloop van schuldeisers alsook bij cessie, beslag onder derden, inpandgeving en inbetalinggeving. »

« Dans l'article 30bis, de la même loi, inséré par la loi du 4 août 1978, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le § 1^{er} est complété par un deuxième alinéa, libellé comme suit :

« Est assimilé à un entrepreneur non enregistré, l'entrepreneur enregistré qui, sur les chantiers du maître de l'ouvrage, ne respecte pas les limites de la catégorie ou des catégories de travaux pour lesquels il a été enregistré comme entrepreneur ou qui occupe plus de travailleurs que son enregistrement lui permet d'occuper. »

2° Dans le § 2, le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

« Les décisions d'enregistrement sont publiées au *Moniteur belge*; elles indiquent clairement les catégories de travaux autorisées et la catégorie des travailleurs que l'entrepreneur peut utiliser. »

3° Le § 6, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« 3° Aux cas dans lesquels l'article 30ter est applicable dans le chef d'une même personne. »

4° Le même article est complété par un nouveau § 7, libellé comme suit :

« § 7. Le présent article reste applicable en cas de faillite ou de tout autre concours de créanciers de même qu'en cas de cession, saisie-arrêt, nantissement et dation en paiement. »

En ce qui concerne les amendements subsidiaires de M. Anthuenis, M. Boël se réfère à leur justification écrite.

De heer Aerts stelt volgend amendement voor :

« In artikel 299bis, zoals voorgesteld door dit artikel, § 7 te doen vervallen. »

« A l'article 299bis, tel qu'il est proposé à cet article, supprimer le § 7. »

Mag ik aannemen dat dit amendement gesteund wordt? (*Talrijke leden staan op.*)

Aangezien dit amendement reglementair gesteund wordt, maakt het deel uit van de bespreking.

Het woord is aan de heer Aerts.

De heer Aerts. — Mijnheer de Voorzitter, ik verwijs naar mijn uiteenzetting.

M. le Président. — La parole est à M. Busquin, ministre.

M. Busquin, ministre des Affaires sociales. — L'explication est la même. Nous ne pouvons accepter les amendements, mais nous sommes favorables à une proposition de loi.

M. le Président. — M. de Clippele et consorts proposent l'amendement que voici :

« A cet article, insérer un 1°bis, libellé comme suit :

« 1°bis. Au § 1^{er}, premier membre de phrase, les mots « , mais uniquement concernant les travaux exécutés par le demandeur »

sont ajoutés après les mots « solidairement responsables du paiement des dettes fiscales de son co-contractant ».

« In dit artikel een 1°bis in te voegen, luidende :

« 1°bis. In § 1, eerste volzin, worden na de woorden « hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belastingschulden van zijn medecontractant » ingevoegd de woorden « maar enkel voor de door de opdrachtgever uitgevoerde werkzaamheden. »

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 54 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 54 worden aangehouden.

L'article 55 est ainsi libellé :

Art. 55. Un article 299ter, libellé comme suit, est inséré dans le Code des impôts sur les revenus :

« Art. 299ter. § 1^{er}. Pour l'application du présent article, il faut entendre par :

Entrepreneur principal :

a) La personne physique ou morale qui s'engage, moyennant un certain prix, à exécuter ou à faire exécuter, pour un maître de l'ouvrage, des travaux répondant à des activités déterminées par le Roi;

b) Chacun des associés d'une association momentanée ou d'une association en participation qui exécute semblables travaux.

Sous-traitant : la personne physique ou morale qui soit directement, soit indirectement, à quelque stade que ce soit, s'engage à exécuter ou faire exécuter pour un certain prix, le travail ou une partie du travail concédé à l'entrepreneur principal ou à mettre des travailleurs à disposition à cet effet.

Chantier : le lieu ou l'ensemble des lieux où l'entrepreneur principal effectue ou fait effectuer, pour un maître d'ouvrage, des travaux qui constituent par leur nature un tout.

§ 2. Tout entrepreneur principal qui fait appel à un sous-traitant pour accomplir des prestations de service répondant à des activités déterminées par le Roi, est tenu, lors de chaque paiement qu'il effectue à ce sous-traitant pour ces prestations, de retenir et de verser 15 p.c. du montant dont il est redevable, non compris la taxe sur la valeur ajoutée, au fonctionnaire désigné par le Roi et selon les modalités qu'il détermine.

Les montants versés pour un même sous-traitant sont affectés, dans l'ordre déterminé par le Roi, au paiement des sommes dues par ce sous-traitant en application du présent Code.

Le Roi détermine de quelle manière, sous quelles conditions et dans quel délai, le sous-traitant récupère le montant versé dans la mesure où il n'a pas été affecté aux fins prévues.

§ 3. Lorsque le versement visé au paragraphe précédent n'a pas ou pas totalement été effectué pour tous les paiements faits au sous-traitant pour un chantier déterminé, l'entrepreneur principal, ainsi que le sous-traitant et chaque sous-traitant suivant sont solidairement responsables pour le paiement en principal, accroissements, frais et intérêts :

1° De toutes les dettes d'impôt existantes;

2° De toutes les dettes existantes en matière de précomptes;

3° Du précompte professionnel dû sur les salaires payés pour l'exécution des travaux concernés;

4° Des impôts sur les revenus relatifs aux années durant lesquelles les travaux concernés ont été effectués, quelle que soit la date de l'établissement de cet impôt, dont sont redevables le sous-traitant ou chaque sous-traitant suivant, auquel il a été fait appel.

La responsabilité solidaire vis-à-vis de chaque sous-traitant est limitée à une somme égale à 50 p.c. du montant total des travaux, non compris la taxe sur la valeur ajoutée, qui sont concédés pour un chantier déterminé. Les versements visés au § 2 sont, le cas échéant, déduits du montant pour lequel s'exerce la responsabilité.

Les associés des associations momentanées ou en participation sont, pour l'application de cet article, solidairement responsables des dettes fiscales des sous-traitants avec lesquels ils ont conjointement contracté.

§ 4. Le Roi peut limiter l'application des paragraphes 2 et 3 aux chantiers dont le montant total des travaux est supérieur à un montant qu'il détermine.

§ 5. Le présent article reste applicable en cas de faillite ou de tout autre concours de créanciers de même qu'en cas de cession, saisie-arrêt, nantissement et dation en paiement.

§ 6. Le présent article n'est pas applicable :

1° A la transformation, l'aménagement, la réparation, l'entretien ou le nettoyage d'une habitation individuelle existante;

2° A la construction d'une maison unifamiliale érigée autrement qu'en groupe, à l'initiative et pour le compte d'un particulier. Le Roi définit la notion de construction en groupe.

Le présent article n'est également pas applicable aux particuliers, pour l'habitation unique qu'ils font ériger ».

Art. 55. Een artikel 299ter, luidend als volgt, wordt in het Wetboek van de inkomstenbelastingen ingevoegd :

« Art. 299ter. § 1. Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

Hoofdaannemer :

a) De natuurlijke persoon of de rechtspersoon die er zich toe verbindt om tegen een bepaalde prijs voor een opdrachtgever werken uit te voeren of te laten uitvoeren die overeenstemmen met door de Koning bepaalde werkzaamheden;

b) Elk van de vennoten van een tijdelijke vereniging of een vereniging bij wijze van deelneming die dergelijke werken uitvoert.

Onderaannemer : de natuurlijke persoon of rechtspersoon die zich verbindt, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, in welk stadium ook, het werk of een onderdeel van het werk toevertrouwd aan de hoofdaannemer, uit te voeren of te laten uitvoeren tegen een bepaalde prijs of daartoe werknemers ter beschikking te stellen.

Werk : de plaats of het geheel van plaatsen waar de hoofdaannemer voor een opdrachtgever werken uitvoert of laat uitvoeren, die naar hun aard een geheel vormen.

§ 2. Iedere hoofdaannemer die voor dienstverleningen in overeenstemming met door de Koning bepaalde werkzaamheden een beroep doet op een onderaannemer, is ertoe gehouden, bij iedere betaling voor die dienstverleningen aan de onderaannemer, 15 pct. van het bedrag dat hij verschuldigd is, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, in te houden en te storten aan de ambtenaar die door de Koning wordt aangewezen, volgens de nadere regels die Hij bepaalt.

De voor eenzelfde onderaannemer gestorte bedragen worden, in de orde die de Koning bepaalt, aangewend tot betaling van de bedragen die deze onderaannemer verschuldigd is op grond van dit Wetboek.

De Koning bepaalt op welke wijze, onder welke voorwaarden en binnen welke termijn, de onderaannemer het gestorte bedrag terugkrijgt, voor zover het niet werd aangewend voor de gestelde doeleinden.

§ 3. Wanneer de storting, bedoeld in voorgaande paragraaf, niet of niet volledig werd gedaan voor alle betalingen aan de onderaannemer voor een bepaalde werf, zijn de hoofdaannemer evenals de onderaannemer en alle volgende onderaannemers hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling in hoofdsom, verhogingen, kosten en interesten van :

1° Alle bestaande belastingschulden;

2° Alle bestaande schulden inzake voorheffingen;

3° De lopende bedrijfsvoorheffing verschuldigd op de lonen uitbetaald voor de uitvoering van bedoelde werken;

4° De inkomstenbelastingen met betrekking tot de jaren tijdens welke bedoelde werken werden uitgevoerd, ongeacht de datum van vestiging van deze belasting, die de onderaannemer

of iedere volgende onderaannemer, op wie een beroep werd gedaan, verschuldigd is.

Deze hoofdelijke aansprakelijkheid is ten opzichte van elke onderaannemer beperkt tot een som gelijk aan 50 pct. van het totaalbedrag van de werken, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde, die voor een bepaalde werf werden uitbesteed. De stortingen bedoeld in § 2 worden in voorkomend geval in mindering gebracht van het bedrag waarvoor de aansprakelijkheid geldt.

De vennoten van de tijdelijke verenigingen of de verenigingen in deelneming zijn, voor de toepassing van dit artikel, hoofdelijk aansprakelijk voor de fiscale verplichtingen van onderaannemers waarmee zij gezamenlijk hebben gecontracteerd.

§ 4. De Koning kan de toepassing van de paragrafen 2 en 3 beperken tot de werven waarvan het totaal bedrag der werken hoger is dan een door Hem te bepalen bedrag.

§ 5. Dit artikel blijft van toepassing in geval van faillissement of elke andere samenloop van schuldeisers alsook bij cessie, beslag onder derden, inpandgeving en inbetalinggeving.

§ 6. Dit artikel is niet van toepassing op :

1° Het verbouwen, het inrichten, het herstellen, het onderhouden of het reinigen van een bestaande individuele woongelegenheden;

2° Het bouwen van een eengezinswoning die anders dan in groepsverband wordt opgericht op initiatief en voor rekening van een particulier. De Koning omschrijft het begrip groepsverband.

Dit artikel is evenmin van toepassing op particulieren ten aanzien van de enige woongelegenheden die zij laten oprichten.»

De heer Anthuenis c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Anthuenis et consorts proposent la suppression de cet article.

De heer Anthuenis c.s. stelt volgende subsidiaire amendementen voor :

« A. Aan artikel 299ter, § 1, b), zoals voorgesteld door dit artikel, toe te voegen de volgende bepaling :

« Wat de tijdelijke vereniging of de vereniging bij wijze van deelneming betreft, wordt elke vennoot beschouwd als hoofdaannemer ten aanzien van de onderaannemers met wie hij alleen of samen met andere vennoten een overeenkomst heeft gesloten. »

« A. A l'article 299ter, 1^{er}, b), proposé par cet article, ajouter la disposition suivante :

« En ce qui concerne les associations momentanées ou en participation, chaque associé est considéré comme entrepreneur principal à l'égard des sous-traitants avec lesquels il a contracté seul ou conjointement avec d'autres associés. »

« B. Paragraaf 2, eerste lid, van artikel 299ter, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« Voor de door de Koning bepaalde werkzaamheden is elke hoofdaannemer ertoe gehouden, bij iedere betaling aan zijn onderaannemer, 15 pct. in te houden op het arbeidsloon dat betrekking heeft op die werkzaamheden.

Voor elk van die werkzaamheden bepaalt de Koning welk percentage van de eindkosten forfaitair gelijkgesteld wordt met het arbeidsloon. »

« B. Remplacer le § 2, alinéa premier, de l'article 299ter, proposé par cet article, par la disposition suivante :

« Tout entrepreneur principal est tenu, pour les activités déterminées par le Roi, d'opérer lors de chaque paiement à son sous-traitant une retenue de 15 p.c. sur le coût de la main-d'œuvre se rapportant à ces activités.

Le Roi fixe pour chacune de ces activités le pourcentage du prix final représentant forfaitairement le coût de la main-d'œuvre. »

M. de Clippele et consorts proposent l'amendement que voici :

« Au premier alinéa du § 3 de l'article 299ter, tel que proposé par cet article, après les mots « frais et intérêts » ajouter les mots « mais uniquement concernant les travaux exécutés par le demandeur. »

« In artikel 299ter, § 3, eerste lid, zoals voorgesteld door dit artikel, na de woorden « hoofdelijk aansprakelijk » in te voegen de woorden « voor zover het de door de opdrachtgever uitgevoerde werkzaamheden betreft. »

De heer Aerts stelt volgend amendement voor :

« In artikel 299ter, zoals voorgesteld door dit artikel, § 5 te doen vervallen. »

« A l'article 299ter, tel qu'il est proposé à cet article, supprimer le § 5. »

Wordt dit amendement gesteund? (*Talrijke leden staan op.*) Aangezien het amendement reglementair wordt gesteund, maakt het deel uit van de bespreking.

Le vote sur les amendements et le vote sur l'article 55 sont réservés.

De stemming over de amendementen en de stemming over artikel 55 worden aangehouden.

L'article 56 est ainsi libellé :

Art. 56. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur des dispositions des articles 54 et 55.

Art. 56. De Koning bepaalt de datum waarop de bepalingen van de artikelen 54 en 55 in werking treden.

De heer Anthuenis c.s. stelt voor dit artikel te doen vervallen.

M. Anthuenis et consorts proposent la suppression de cet article.

Le vote sur l'amendement et le vote sur l'article 56 sont réservés.

De stemming over het amendement en de stemming over artikel 56 worden aangehouden.

Chapitre II. — Dispositions financières

Section 1^{re}. — Modifications de la loi du 31 mai 1923 relative à l'aliénation d'immeubles domaniaux et la loi domaniale du 22 décembre 1949

Art. 57. L'article 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 31 mai 1923 relative à l'aliénation d'immeubles domaniaux, modifié par la loi du 2 juillet 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Sauf en cas de vente publique ou lorsque l'expropriation pour cause d'utilité publique a été légalement décrétée, les aliénations visées par la présente loi qui concernent des biens dont la valeur estimative excède 50 millions de francs, sont soumises à approbation législative. »

Hoofdstuk II. — Financiële bepalingen

Afdeling 1. — Wijzigingen van de wet van 31 mei 1923 betreffende de vervreemding van onroerende domeingoederen en van de domaniale wet van 22 december 1949

Art. 57. Artikel 1, derde lid, van de wet van 31 mei 1923 betreffende de vervreemding van onroerende domeingoederen,

gewijzigd bij de wet van 2 juli 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Behoudens in geval van openbare verkoping of wanneer onteigening ten algemene nutte wettelijk is uitgevaardigd, moeten de in deze wet bedoelde vervreemdingen die betrekking hebben op goederen waarvan de geschatte waarde 50 miljoen frank te boven gaat, door de wetgever worden goedgekeurd. »

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 58. L'article 2 de la loi précitée du 31 mai 1923, modifié par la loi du 2 juillet 1969, est remplacé par la disposition suivante:

« Art. 2. Les aliénations à réaliser en exécution de la présente loi seront rendues publiques par les mesures de publicité appropriées.

Les personnes qui, selon la situation cadastrale la plus récente, ont un droit réel principal sur des parcelles contiguës aux propriétés domaniales à aliéner, sont informées de l'opération par lettre recommandée à la poste, au moins un mois avant la séance d'adjudication ou lorsqu'il n'y a pas d'adjudication, avant la passation de l'acte.

Lorsque le bien domanial à aliéner est contigu à un immeuble bâti, propriété de deux ou plusieurs personnes, l'information peut avoir lieu par toute publicité équivalente à celle visée à l'alinéa 2.

La formalité de publicité n'est pas requise lorsque l'opération a lieu pour cause d'utilité publique. »

Art. 58. Artikel 2 van voormelde wet van 31 mei 1923, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling:

« Art. 2. De ter uitvoering van deze wet te verrichten vervreemdingen moeten worden openbaar gemaakt door passende publiciteitsmaatregelen.

De personen die volgens de laatste kadastrale toestand een principaal zakelijk recht bezitten op de aan te vervreemden domeingoederen grenzende percelen, worden van de verrichting op de hoogte gebracht bij een ter post aangetekende brief, ten minste één maand vóór de zitdag van de toewijzing of wanneer er geen toewijzing is, voor het verlijden van de akte.

Wanneer het te vervreemden domeingoed grenst aan een gebouw dat eigendom is van twee of meer personen, kan de kennisgeving geschieden door middel van elke publiciteit die vergelijkbaar is met deze die bedoeld is in het tweede lid.

De formaliteit van bekendmaking vervalt wanneer de verrichting geschiedt voor openbaar nut. »

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 59. Un article 4, rédigé comme suit, est inséré dans la loi domaniale du 22 décembre 1949:

« Art. 4. En vue du recouvrement des créances non fiscales par l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines, le ministre ou son délégué peut, aux conditions qu'il fixe dans chaque cas particulier, accorder des délais pour le paiement du principal, remettre tout ou partie de la dette en intérêts et consentir à ce que les paiements partiels soient imputés d'abord sur le capital.

Dans le cas où la situation du débiteur de bonne foi le justifie, il conclut avec lui des transactions, si le créancier y consent. »

Art. 59. In de domaniale wet van 22 december 1949 wordt een artikel 4 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 4. Met het oog op de invordering van niet-fiscale schuldvorderingen door de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen, kan de minister of diens gemachtigde, onder de door hem te bepalen voorwaarden, in elk specifiek geval, uitstel van betaling toestaan voor de hoofdsom, gehele of gedeeltelijke kwijtschelding van

de schuld in interesten verlenen en ermee instemmen dat de gedeeltelijke betalingen vooreerst op het kapitaal worden toegerekend.

In de gevallen waarin de toestand van de schuldenaar te goeder trouw dat wettigt, gaat hij met hem dadingen aan indien de schuldeiser daarin toestemt. »

— Adopté.
Aangenomen.

Art. 60. Sont abrogés:

1° L'article 2 du Titre I^{er} du décret des 28 octobre-5 novembre 1790 relatif à la vente et à l'administration des biens nationaux, aux créanciers particuliers des différentes maisons et à l'indemnité de la dîme inféodée;

2° Les articles 8 et 9 du décret des 22 novembre-1^{er} décembre 1790 relatif aux domaines nationaux, aux échanges et concessions et aux apanages;

3° Le décret des 16-27 mars 1791 qui déclare nulle toute vente des ci-devant droits de chauffage, pâturage et usage qui s'exerçaient dans les domaines nationaux;

4° Le décret du 9 avril 1811 portant concession gratuite aux départements, arrondissements et communes, de la pleine propriété des édifices et bâtiments nationaux actuellement occupés par le service de l'administration, des cours et tribunaux et de l'instruction publique. »

Art. 60. Worden opgeheven:

1° Artikel 2 van Titel I van het decreet van 28 oktober-5 november 1790 « relatif à la vente et à l'administration des biens nationaux, aux créanciers particuliers des différentes maisons et à l'indemnité de la dîme inféodée »;

2° De artikelen 8 en 9 van het decreet van 22 november-1 december 1790 « relatif aux domaines nationaux, aux échanges et concessions et aux apanages »;

3° Het decreet van 16-27 maart 1791 « qui déclare nulle toute vente des ci-devant droits de chauffage, pâturage et usage qui s'exerçaient dans les domaines nationaux »;

4° Het decreet van 9 april 1811 « portant concession gratuite aux départements, arrondissements et communes, de la pleine propriété des édifices et bâtiments nationaux actuellement occupés par le service de l'administration, des cours et tribunaux et de l'instruction publique. »

— Adopté.
Aangenomen.

Section 2. — Compétence des comités d'acquisition d'immeubles

Art. 61. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de la loi du 18 décembre 1986 habilitant l'administration de la Taxe sur la valeur ajoutée, de l'Enregistrement et des Domaines à réaliser certaines opérations patrimoniales pour le compte des institutions communautaires et régionales, les fonctionnaires des comités d'acquisition d'immeubles dépendant de ladite administration peuvent exercer, à la demande de tout pouvoir public ou organisme investi du droit d'exproprier pour cause d'utilité publique, toutes les attributions en matière immobilière qu'ils assument au nom et pour compte de l'Etat en vertu des lois et arrêtés pris en exécution de celles-ci.

§ 2. Dans l'exercice de leurs attributions, les fonctionnaires visés au paragraphe 1^{er} sont habilités à passer des actes, à leur conférer l'authenticité et à en délivrer des expéditions.

Aux mêmes fins, ils ont qualité pour procéder aux acquisitions amiables et aux aliénations publiques ou de gré à gré, pour exercer les poursuites et pour diriger les procédures d'expropriation.

Dans l'exercice des attributions qui leur sont conférées, les fonctionnaires visés au paragraphe 1^{er} ne doivent justifier envers les tiers d'aucun mandat spécial.

§ 3. Dans l'exercice des attributions qui leur sont conférées, les fonctionnaires visés au paragraphe 1^{er} effectuent toutes les tâches que les opérations impliquent selon les instructions du pouvoir ou de l'organisme qui requiert leur intervention.

Quelle que soit l'opération immobilière envisagée, le concours des fonctionnaires visés au paragraphe 1^{er} est prêté gratuitement, tous les frais inhérents aux opérations elles-mêmes étant supportés par le pouvoir ou l'organisme requérant.

En cas de conflit d'intérêts entre pouvoirs ou organismes habilités à exproprier, les fonctionnaires visés au paragraphe 1^{er} ne prennent pas part à son règlement.

Afdeling 2. — Bevoegdheid van de comités tot aankoop van onroerende goederen

Art. 61. § 1. Onverminderd de toepassing van de wet van 18 december 1986 houdende bevoegdverklaring van de administratie van de Belasting over de toegevoegde waarde, Registratie en Domeinen tot het uitvoeren van bepaalde vermogensrechtelijke verrichtingen voor rekening van de gemeenschaps- en gewestinstellingen, kunnen de ambtenaren van de comités tot aankoop van onroerende goederen die afhangen van voornoemde administratie, op verzoek van iedere openbare macht of instelling die gemachtigd is te onteigenen ten algemene nutte, alle bevoegdheden uitoefenen met onroerend karakter die zij op zich nemen in naam en voor rekening van de Staat krachtens de wetten en de ter uitvoering ervan genomen besluiten.

§ 2. In de uitoefening van hun bevoegdheden, zijn de in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren gemachtigd om akten te verlijden, er authenticiteit aan te verlenen en er uitgaven van af te geven.

Te dien einde zijn zij gerechtigd om over te gaan tot minnelijke aanwervingen of tot openbare vervreemdingen of vervreemdingen uit de hand, om vervolgingen in te stellen en de onteigeningsprocedures te leiden.

Bij het uitoefenen van de bevoegdheden die hen worden toegekend, dienen de in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren tegenover derden niet te doen blijken van een bijzondere lastgeving.

§ 3. Bij het uitoefenen van de bevoegdheden die hen worden toegekend, voeren de in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren alle taken uit die de verrichtingen inhouden volgens de onderrichtingen van de macht of de instelling die op hun diensten een beroep doet.

De medewerking van de onder paragraaf 1 bedoelde ambtenaren geschiedt kosteloos, welke onroerende verrichting ook moge worden beoogd, mits alle kosten, verbonden aan deze verrichtingen, worden gedragen door de aanvragende macht of instelling.

In geval van belangenconflict tussen machten of instellingen die bevoegd zijn te onteigenen, houden de in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren zich buiten de regeling van dat conflict.

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — De aangehouden stemmingen hebben later plaats.

Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés.

Discussion du rapport fait au nom de la commission de l'Intérieur et de la Fonction publique

Examen et vote des articles

Bespreking van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden en het Openbaar Ambt

Beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons la discussion du rapport fait au nom de la commission de l'Intérieur au sujet des articles 62 et 66.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1988-1989
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1988-1989

Wij vatten de bespreking aan van het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden betreffende de artikelen 62 en 66.

La parole est à M. Flagothier, rapporteur.

M. Flagothier, rapporteur. — Monsieur le Président, la commission de l'Intérieur et de la Fonction publique s'est réunie le 22 juin pour examiner les articles 62 et 66 de la loi-programme. En ce qui concerne l'article 62, le ministre de l'Intérieur a renvoyé au rapport de la Chambre des représentants où il est précisé qu'il s'agit, en fait, de proroger la débudgétisation du Fonds d'aide au redressement financier des communes, débudgétisation déjà décidée par le gouvernement précédent. Cet article n'a donné lieu à aucune discussion et a été adopté à l'unanimité des douze membres présents.

En ce qui concerne l'article 66, le ministre de la Fonction publique précise qu'il s'agit de permettre au Roi d'étendre la liste des tâches auxiliaires ou spécifiques qui doivent permettre l'engagement d'agents contractuels.

Un membre fait remarquer que le subjonctif « weze » qui figure dans la dernière phrase du texte néerlandais de cet article devrait être remplacé par le présent « is ». La commission admet cette modification. L'article n'a donné lieu à aucune autre remarque et a été approuvé à l'unanimité des douze membres présents.

Vu l'urgence, la commission a chargé le rapporteur de faire rapport oral de ses travaux en séance publique. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion du rapport fait au nom de la commission de l'Intérieur, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles faisant l'objet de ce rapport.

Daar niemand meer het woord vraagt in de beraadslaging over het verslag uitgebracht namens de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden, verklaar ik ze voor gesloten en gaan wij over tot de bespreking van de artikelen die het onderwerp uitmaken van dit verslag.

L'article 62 est ainsi rédigé :

Section 3. — Fonds d'aide au redressement financier des communes

Art. 62. Le Fonds d'aide au redressement financier des communes, créé par l'arrêté royal n° 208 du 23 septembre 1983, est autorisé à financer, pendant chacune des années 1989 à 1996, le déficit créé par le service financier de ses emprunts contractés dans le cadre de sa mission.

Ces financements annuels sont convertis avant la fin de l'année suivante en un emprunt consolidé du Fonds.

Ces emprunts consolidés dont la prise en charge par l'Etat est prévue à l'article 75, § 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, sont repris par le Trésor avant leur première échéance d'intérêt.

Les opérations de substitution de débiteur relatives à chaque reprise annuelle sont imputées à un article ouvert à cette fin au Titre IV — Section particulière du budget de la Dette publique.

Afdeling 3. — Hulpfonds voor het financieel herstel van gemeenten

Art. 62. Het Hulpfonds tot financieel herstel van de gemeenten, opgericht bij het koninklijk besluit nr. 208 van 23 september 1983, wordt gemachtigd tijdens elk der jaren 1989 tot 1996 het deficit ontstaan door de financiële dienst van de in het raam van zijn opdracht aangegane leningen te financieren.

Deze jaarlijkse financieringen worden vóór het einde van het volgende jaar omgezet in een geconsolideerde lening van het Fonds.

Deze geconsolideerde leningen, waarvan de tenlasteneming door de Staat wordt bepaald in artikel 75, § 3, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, worden door de Schatkist vóór hun eerste intrestvervaldag overgenomen.

De verrichtingen van indeplaatsstelling van de schuldenaar met betrekking tot elke jaarlijkse overname worden op een daartoe geopend artikel in Titel IV — Afzonderlijke sectie van de Rijksschuldbegroting aangerekend.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre III. — Fonction publique

Art. 66. L'article 94, § 2, de la loi-programme du 30 décembre 1988, est complété par l'alinéa suivant:

« Sur proposition du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, le Roi détermine les tâches auxiliaires ou spécifiques visées à l'alinéa 1^{er}, c), et ce, après négociation avec les organisations syndicales représentatives. Les arrêtés royaux sont applicables de plein droit aux organismes d'intérêt public sans qu'il faille solliciter les avis ou attendre les propositions prescrites par les dispositions légales ou réglementaires. »

Hoofdstuk III. — Openbaar Ambt

Art. 66. Artikel 94, § 2, van de programmawet van 30 december 1988 wordt aangevuld door het volgende lid:

« Op voorstel van de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, bepaalt de Koning na onderhandeling met de representatieve vakorganisaties, de bijkomende of specifieke opdrachten bedoeld in het eerste lid, c). De koninklijke besluiten zijn van rechtswege van toepassing op de instellingen van openbaar nut, zonder dat het nodig weze te vragen naar de adviezen of te wachten op de voorstellen, die voorgeschreven zijn door wettelijke of reglementaire bepalingen. »

— Adopté.

Aangenomen.

M. le Président. — Il sera procédé ultérieurement aux votes réservés ainsi qu'au vote sur l'ensemble du projet de loi.

De aangehouden stemmingen en de stemming over het ontwerp van wet in zijn geheel hebben later plaats.

Mesdames, messieurs, je vous propose d'interrompre ici nos travaux.

Dames en heren, ik stel voor onze werkzaamheden nu te onderbreken. (*Instemming.*)

Le Sénat se réunira demain, 30 juin 1989, à 10 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen, 30 juni 1989, te 10 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 22 h 45 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 22 h 45 m.*)